

SAVING
LIVES
CHANGING
LIVES

Évaluation décentralisée pour la prise de décisions basée sur les preuves

Évaluation décentralisée

Contribution des cantines scolaires aux résultats de l'éducation dans le sud de Madagascar (2015 à 2019) : Une analyse de la contribution

De janvier 2015 à juin 2019

Rapport Final

Mai 2020

Bureau pays de Madagascar

Gestionnaire de l'évaluation : Rijaso RAKOTOARINORO ANDRIAMAHAZO

Préparé par

Ian PINAULT, chef d'équipe

Hegel BALAYANGA, analyste en données quantitative

Thomas Michel CHEN SIN CHANG, consultant national

Jean-Baptiste NTAKIRUTIMANA, expert en cantines scolaires

Tatenda ZINYEMBA : méthodologie - analyse de la contribution



**World Food
Programme**

Remerciements

L'équipe d'évaluation remercie le bureau pays du Programme alimentaire mondial (PAM) à Madagascar pour l'appui fourni pendant l'évaluation. Elle remercie en particulier les personnes interviewées venant des ministères, des organisations non gouvernementales, des bailleurs, des agences des Nations unies et des ONG qui ont consacré leur temps à cette évaluation. Nous sommes également reconnaissants aux bénéficiaires au niveau des communautés et des écoles, qui ont pris le temps de discuter avec nous et de répondre à nos questions. Nous remercions particulièrement l'équipe d'évaluateurs qui a passé plusieurs jours sur le terrain à collecter la majeure partie des données nécessaires à cette évaluation. Merci à Sismondi Calvin ANDRIASHERINARIVO, Lydie Frida ANDRIANJAFISOA, Arilanto Mathias Adophe ANDRIANJAFITSIORY, Harifetra ANDRIANJATOVO, Wilson Kabila Ricardo AMIKARE, Mahefasoa BARINJAKA ANDRIATSILAVO, Faniry Jean Luc Augustin FANOMEZANTSOA, Patricia Andrée HERINIRINA, Fabio Justin HERITIANA, Jeanne Hortence HOBISOARIMANANA, François LONGOZAINY, Andrinay Modestine MAEVASOA, Dominique Sirman MAMINDRAY, Corinah MAMISOA, Christian Stéphane MANAHY, Esoavahatse MANDIMBISOA, Solonirina Félicien RAHARIJAO, Aroniaina RANDRIAMAZAOROMANANA, Jolie Aimée Trinita RAZAFINDRAHONA, Laurencia RAZAFITAMBAHY, Elina Kazera RELAHY, Jocelyn SAMBA, Mikasasoa Paquerette TATAMOMIAROZO, Anicet VIZIR et Marie Sylvie VOLOLONIAINA.

Clause de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'équipe d'évaluation, et ne reflètent pas nécessairement celles du Programme alimentaire mondial (PAM). La responsabilité des opinions exprimées dans ce rapport appartient uniquement à ses auteurs. La publication de ce document ne signifie pas que le PAM appuie les opinions exprimées.

Les dénominations utilisées et la présentation de matériel dans les cartes n'impliquent en aucun cas l'expression d'opinion de la part du PAM en ce qui concerne le statut juridique ou constitutionnel de tout pays, territoire, ou zone maritime, ou en ce qui concerne la délimitation des frontières.

Table des Matières

Liste des figures	ii
Liste des tables	ii
Résumé exécutif	iii
1. Introduction	1
1.1. Vue d'ensemble du sujet de l'évaluation.....	1
1.2. Contexte.....	6
1.3. Méthodologie de l'évaluation et limitations	8
2. Résultats de l'évaluation	11
2.1. Critère de la pertinence	11
2.2. Critère de l'efficacité.....	12
2.3. Critère de l'efficience.....	14
2.4. Critère de l'impact	15
2.5. Critère de la durabilité	28
3. Conclusions, leçons retenues et recommandations	29
3.1. Revue générale / conclusions	29
3.2. Leçons retenues.....	32
3.3. Recommandations.....	34
Annexes	38
Annexe 1. Termes de Référence	38
Annexe 2. Carte des interventions de cantines scolaires du PAM à Madagascar.....	39
Annexe 3. Indicateurs de produits (outputs)	40
Annexe 4. Indicateurs de résultats (outcomes)	41
Annexe 5. Liste des parties prenantes et informateurs clés	42
Annexe 6. Bailleurs et contributions respectives	47
Annexe 7. Cadres logiques du programme pays et du plan stratégique pays provisoire de transition ...	48
Annexe 8. Priorités nationales en rapport avec les programmes de cantines scolaires.....	49
Annexe 9. L'analyse de la contribution	50
Annexe 10. Matrice d'évaluation	52
Annexe 11. Calendrier des activités durant la phase de collecte des données.....	59
Annexe 12. Explication du cadre REF	59
Annexe 13. Nombre de personnes rencontrées lors des enquêtes dans les écoles et les communautés ..	61
Annexe 14. Liste des personnes rencontrées par l'équipe d'évaluation	62
Annexe 15. Questionnaires utilisés par les enquêteurs.....	64
Annexe 16. Résultats du cadre REF	69
Annexe 17. Analyse des données quantitatives	74
Annexe 18. Réponses du questionnaire aux enfants	77
Annexe 19. Photos d'écoles	78
Annexe 20. Théorie du changement	79
Annexe 21. Contribution aux priorités nationales	80
Bibliographie	83
Liste des Acronymes	84

Liste des figures

Figure 1 : Quantité de nourriture prévue et distribuée entre 2015 et 2018 (en Mégatonne-Mt)	2
Figure 2 : Enfants bénéficiaires prévus et réels	2
Figure 3 : Adultes bénéficiaires prévus et réels.....	3
Figure 4 : Nombre de fonctionnaires formés par le PAM.....	3
Figure 5 : Taux de fréquentation dans les écoles primaires assistées par le PAM	3
Figure 6 : Taux annuel moyen de variation du nombre d'enfants scolarisés dans les écoles primaires assistées par le PAM	3
Figure 7 : Taux de rétention dans les écoles primaires assistées par le PAM	4
Figure 8 : Objectifs stratégiques du SABER 2014	7
Figure 9 : Réponse à la question : "Y a-t-il eu interruption des cantines durant l'année scolaire ? ». Source : PAM	13
Figure 10 : Disponibilité des documents de suivi lors de l'inventaire du PAM - Sources : PAM.....	14
Figure 11 : Disponibilité des fiches de suivi mensuelles de l'inventaire du PAM - Sources : PAM	14
Figure 12 : Disponibilité des fiches d'effectifs des élèves, enseignants et cuisinières lors de l'inventaire du PAM - Sources : PAM	14
Figure 13 : Interactions entre les différents acteurs.....	15
Figure 14 : Intérêt des parents pour la scolarisation de leurs enfants	17
Figure 15 : Absentéisme des enseignants (extrait du questionnaire aux élèves)	19
Figure 16 : Réponses à propos des repas et de la faim (extrait du questionnaire aux enfants).....	22
Figure 17 : Préférences des enfants entre la nourriture à la cantine et à la maison (extrait du questionnaire enfants).....	23
Figure 18 : ONG est activités associées.....	24
Figure 19 : Sexe du/de la président-e du CLG.....	26
Figure 20 : Sexe du/de la vice-président-e du CLG.....	26
Figure 21 : Sexe du/de la responsable des stocks	27

Liste des tables

Tableau 1 : Les activités liées au programme de cantines scolaires du PAM.....	4
Tableau 2 : Relation entre la fréquentation scolaire et les variables correspondantes.....	16
Tableau 3 : Cadre REF - Autres incitations à envoyer les enfants à l'école que la cantine scolaire	17
Tableau 4 : Cadre REF - Absence / compétences des enseignants	19
Tableau 5 : Cadre REF - Acceptation du programme par la communauté.....	21
Tableau 6 : Cadre REF - Qualité et quantité de la nourriture distribuée	24
Tableau 7 : Cadre REF - Autres interventions que celles du PAM.....	25
Tableau 8 : Tableau d'approche systémique REF	60

Résumé exécutif

- R.1. **But et objectif de l'évaluation.** Le présent document est une évaluation de l'impact des repas scolaires fournis par le Programme alimentaire mondial (PAM) à Madagascar sur les principaux résultats en matière d'éducation, à savoir les taux d'inscription, de fréquentation et de rétention des élèves du primaire. Il porte sur le programme pays (PP) 200733 de 2015 à 2017, et sur le plan stratégique de pays provisoire de transition (PSPP-T) allant de 2018 à juin 2019. L'objectif de cette évaluation est la redevabilité face aux bénéficiaires et aux bailleurs et l'apprentissage en déterminant les raisons pour lesquelles certains résultats sont survenus ou pas afin d'en tirer les leçons et ainsi améliorer les performances des interventions dans le futur.
- R.2. **Utilisateurs principaux prévus.** Outre le bureau pays du PAM à Madagascar, les principaux utilisateurs prévus de cette évaluation sont le ministère de l'Éducation nationale et de l'Enseignement technique et professionnel (MENETP) à travers la cellule de coordination des projets de cantines scolaires (CCPCS), les agences onusiennes travaillant de près ou de loin dans le milieu de l'éducation¹, mais aussi certains bailleurs et acteurs dans le domaine des cantines scolaires dans le pays. Au niveau du PAM, les utilisateurs sont le bureau régional (BR) du PAM à Johannesburg, la division de l'alimentation scolaire au siège et l'office indépendant d'évaluation du PAM.
- R.3. **Contexte.** Sans compter son patrimoine culturel qui est le reflet des influences d'Orient, d'Asie du Sud-Est, d'Afrique et d'Arabie, Madagascar, avec ses forêts tropicales humides et ses centaines de plantes endémiques, est sans aucun doute l'un des espaces les plus riches de la planète en matière de biodiversité². Cependant, avec un indice de développement humain (IDH) de 0,519, Madagascar est classé au 161^{ème} rang sur 189 pays³ et au 84^{ème} pays sur 149 au classement 2018 du Rapport mondial sur l'écart entre les sexes du Forum économique mondial. Madagascar fait partie des pays les plus pauvres du monde, avec 75 % de la population du pays vivant avec moins de 1,90 dollar par jour. Le taux de malnutrition chronique est parmi les plus élevés au monde. Un enfant sur deux de moins de cinq ans souffre de retard de croissance et 5,8 % sont émaciés⁴. Si lors des enquêtes du PASEC⁵ de 1997 et 2004, Madagascar figurait parmi les pays les plus performants, en 2015, il se trouve parmi les pays les moins performants (au 9^{ème} rang parmi les 11 pays de l'évaluation). Madagascar est très exposé aux aléas climatiques. Au cours des 35 dernières années, plus d'une cinquantaine de catastrophes naturelles ont frappé la grande île, et les cyclones, la sécheresse, les inondations et les invasions acridiennes ont affecté la vie de plus de la moitié de la population⁶. Les taux d'insécurité alimentaire sont particulièrement élevés dans les régions du grand Sud où le PAM concentre la majorité de ses interventions.
- R.4. **Sujet de l'évaluation.** Seules les activités liées à la distribution de nourriture dans les écoles et à la formation des acteurs des cantines scolaires de la première composante du PP 200733 (« apporter un appui au programme national de cantines scolaires ») entrent dans le cadre de cette évaluation. Concernant le PSPP-T, seules certaines activités du second résultat stratégique (« les écoliers des régions du Sud et du centre reçoivent des aliments sains, adéquats, et nutritifs tout au long de l'année ») sont concernées par cette évaluation. Dans 340 écoles, le PAM, l'UNICEF et l'OIT ont travaillé ensemble dans le cadre d'un programme conjoint financé par le ministère des Affaires de Norvège⁷.

Méthodologie

- R.5. La question fondamentale à laquelle répond cette évaluation a tenté de répondre est la suivante : *Dans quelle mesure le programme de cantines scolaires contribue-t-il à la réalisation des objectifs de l'éducation⁸, à la réduction des disparités entre les sexes et à la réalisation des priorités nationales dans le contexte de Madagascar⁹ ?* À cette question s'ajoute une vingtaine de sous-questions permettant de répondre aux critères d'évaluation de la pertinence, de l'efficacité, de

¹ Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque mondiale,

² WWF: <https://www.wwf.fr/espaces-prioritaires/madagascar> visité le 20 septembre 2019.

³ PNUD, Human Development Indices and Indicators: 2018 Statistical Update

⁴ Banque mondiale ; Diagnostic systématique de pays : Madagascar ; août 2015

⁵ Le PASEC est le Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la francophonie.

⁶ USAID : <https://www.usaid.gov/fr/madagascar/agriculture-and-food-security> (visité le 6 nov. 2019)

⁷ L'UNICEF étant l'agence directement bénéficiaire de ce programme. L'OIT et le PAM sont des bénéficiaires secondaires. Le rôle de l'UNICEF était axé sur la formation des enseignants et la mise à disposition de manuels scolaires, le rôle de l'OIT était axé sur la réalisation d'infrastructures scolaire et le rôle du PAM sur la fourniture de repas scolaires.

⁸ Les objectifs de l'éducation ont été définis lors de la mission de démarrage comme étant le taux d'inscription scolaire, le taux de fréquentation scolaire et le taux de rétention scolaire dans les écoles publiques du primaire.

⁹ Les priorités nationales n'ont pas été définies de manière spécifique dans le cadre de cette évaluation. Les priorités nationales font plutôt référence aux priorités inscrites dans les politiques nationales tels que Plan émergence de Madagascar 2019-2023 ou la PNAS 2016.

l'efficience, de l'impact, et de la durabilité. Toutes ces questions sont reprises dans la matrice d'évaluation consultable à l'annexe 10.

- R.6. La méthodologie de cette évaluation est basée sur l'approche théorique de l'analyse de la contribution (AC). L'AC est un outil d'évaluation fournissant des renseignements détaillés sur le lien causal entre la distribution des repas scolaires et l'inscription, la fréquentation et la rétention des élèves en classes de primaire (voir annexe 8). Tout au long du processus, les membres de l'équipe ont vérifié, comparé et triangulé les informations recueillies des différentes sources d'information (revue documentaire, entretiens, groupes de discussion et observations). Les données, à la fois qualitatives et quantitatives, ont été collectées sur la base de la matrice d'évaluation qui indique comment un panel d'indicateurs, de données, de documents et de méthodes a permis de répondre aux questions posées. Des enquêtes qualitatives approfondies ont été menées dans 20 écoles et communautés choisies aléatoirement dans quatre départements de la région d'Atsimo-Andrefana. Plus de 1300 personnes ont été rencontrées (voir annexe 13).
- R.7. L'équipe d'évaluation a apporté un soin particulier au fait de capter correctement les ressentis des femmes. Ainsi, elle s'est efforcée de s'entretenir seule avec les bénéficiaires femmes dans un cadre propice à la discussion libre. Tous les entretiens ont été réalisés en conformité avec les principes énoncés dans les directives éthiques pour l'évaluation (2008) du Groupe d'évaluation des Nations unies (GENU), et avec les normes et règles d'évaluation du GENU de 2016.
- R.8. L'une des principales limites de cette évaluation est qu'il n'y a pas de données de base et de fin de parcours que nous puissions utiliser pour mener une étude quasi-expérience. Nous nous sommes donc appuyés sur la méthode de l'analyse de la contribution pour établir les effets *causaux* du programme de cantines scolaires sur les résultats scolaires¹⁰. Afin d'examiner ces effets *causaux*, nous avons principalement mené des entretiens et des questions d'enquête auprès de 20 communautés et écoles. L'objectif était d'obtenir des informations détaillées auprès de divers groupes démographiques et d'examiner les mécanismes qui catalysent la chaîne causale. Faute de temps, seule la région d'Atsimo-Andrefana a été évaluée. Cependant, après avoir comparé les données recueillies dans la région d'Atsimo-Andrefana avec les rapports d'activité du PAM des régions voisines, l'EE est confiante d'avoir consulté un échantillon qui reflète les activités de cantines scolaires du PAM qu'il assiste.

Résultats clés

- R.9. **L'analyse de la contribution**, qui combine l'analyse de données qualitatives et quantitatives, a permis d'identifier les facteurs influents et les explications alternatives à la théorie du changement. Ainsi, il a été relevé que la raison principale pour laquelle les parents envoient leurs enfants à l'école est qu'ils apprennent à lire et écrire afin qu'ils puissent aspirer à un meilleur futur et que l'investissement des parents, d'une manière ou d'une autre, est un facteur clé de la fréquentation scolaire. Les ménages les plus pauvres font des choix stratégiques concernant l'inscription et la fréquentation scolaire. Les choix pesant dans la balance pour envoyer ou non un enfant à l'école sont d'abord d'ordre économique tout en considérant les avantages que l'enfant en particulier, et la famille en général, pourra en tirer dans le moyen et le long terme. L'absentéisme, et dans certains cas le manque de compétence des professeurs, a un impact sur la fréquentation et la rétention scolaires. Par ailleurs, les enfants inscrits dans les écoles du programme conjoint ont plus de chances d'aller à l'école, par rapport aux écoles qui ne participent pas au programme conjoint. La qualité de l'environnement scolaire est donc également un élément qui influe sur la décision des parents d'envoyer, ou non, leurs enfants à l'école.
- R.10. Plusieurs communautés, tout en estimant qu'il y a un manque de transparence dans la gestion des cantines scolaires, n'ont pas d'entité vers laquelle se tourner pour avoir une réponse à leurs questions. Ce manque de suivi au niveau des communautés empêche parfois une appropriation du programme.
- R.11. Les moyens à disposition de cantinières sont réduits, ainsi elles doivent souvent trouver des solutions pour parvenir à leurs fins. Leurs seuls « salaires » étant un repas, il est souvent accepté par les comités locaux de gestion (CLG) que les cantinières puissent prendre plus qu'un repas en échange de leurs services.
- R.12. L'accès à l'éducation est également le résultat d'autres interventions qui ne sont pas forcément directement liées à l'éducation, telles que l'accès à la santé, le suivi des femmes enceintes, le planning familial, l'aide à l'agriculture, etc.
- R.13. **La pertinence.** Le programme de cantines scolaires du PAM est pertinent dans le contexte d'insécurité alimentaire récurrent qui touche les régions sud de Madagascar. Cependant, il ne répond pas tout à fait aux exigences en matière d'approvisionnement en vivres et en produits locaux énoncé dans la Politique nationale d'alimentation scolaire (PNAS). Le programme de cantines scolaire du PAM ne répond pas entièrement aux exigences en matière

¹⁰ Il est important de noter que les résultats scolaires font référence à l'inscription, la fréquentation et la rétention scolaire (*outcomes* en anglais) et non aux résultats scolaires en matière de résultats académiques. Il en est ainsi tout au long du présent rapport.

d'appropriation du programme de cantines scolaires par les communautés énoncé dans la PNAS. L'appui institutionnel a du mal à porter ses fruits, car la mise en œuvre sur le terrain est réduite faute de moyen technique et financier au niveau des DRENETP, CISCO et zones d'animation pédagogiques (ZAP).

- R.14. **L'efficacité.** Dans les rapports annuels (SPR et ACR), les résultats avancés par le PAM paraissent contradictoires en ce qui concerne l'atteinte des résultats. Alors que nombre de bénéficiaires prévus est atteint, la quantité de nourriture initialement prévue n'a pas pu être distribuée. Ces indicateurs ne permettent pas de bien comprendre le degré d'atteinte des résultats. Le manque de financement a obligé le PAM à faire des décisions stratégiques relatives au type de programmes qu'il a choisi de mettre en œuvre. Durant la période évaluée, le PAM a conféré la priorité à la distribution de vivres au détriment des programmes d'alimentation scolaire basés sur les achats locaux (ASBAL).
- R.15. Le manque de moyen dont disposent les ZAP et les CISCO entraîne un manque de suivi régulier et efficace des cantines scolaires malgré le renforcement des capacités institutionnelles délivré par le PAM. Par ailleurs, le renforcement de capacité (formations), au niveau des individus et des communautés, dispensé annuellement par le PAM, n'est pas toujours suffisant en matière de fréquence pour assurer le bon fonctionnement des cantines.
- R.16. **L'efficience.** S'il existe certains retards de livraison, leur fréquence n'a pas l'air d'être un problème majeur dans les écoles visitées durant la mission de collecte de données. La quantité livrée aux écoles n'est cependant pas suffisante pour couvrir les besoins des élèves tout au long de l'année scolaire.
- R.17. **L'impact.** Les cantines scolaires sont d'une importance non négligeable pour une grande partie des enfants, voire un substitut pour 10% des élèves qui ne mangent pas chez eux le matin ou les 31% qui ne mangent à la maison après l'école. À peu près la moitié des élèves dit avoir encore faim après le repas fourni à la cantine, ce qui pose question quant à l'efficacité et l'impact du programme.
- R.18. Il n'est pas possible d'affirmer que la cantine scolaire soit un facteur qui augmente la scolarisation (l'inscription scolaire) des enfants issus des ménages les plus vulnérables. Cependant, la qualité de l'environnement scolaire est un facteur important de la fréquentation scolaire. Les repas scolaires permettent aux enfants de mieux se concentrer et ainsi d'avoir de meilleurs résultats scolaires.
- R.19. Les programmes de cantines scolaires ont un impact sur l'amélioration de la place de la femme dans la société, notamment concernant leur prise de parole au sein de la communauté. Aucune étude de base ne permet de noter d'évolution de la place des femmes dans la société. Par ailleurs, la protection des bénéficiaires est capitale, notamment dans des communautés isolées où la pauvreté est présente et où il y a peu de moyens à disposition pour prévenir de possibles dysfonctionnements du programme. La capacité de protéger ces populations contre des effets indésirables liés au programme (vols, tensions, disputes, etc.) est directement liée à la capacité d'avoir un suivi rapproché sur la mise en œuvre des cantines scolaires.
- R.20. **La durabilité.** Si l'environnement favorable aux politiques de cantines scolaires s'est étoffé ces dernières années avec l'assistance technique du PAM, il manque un cadre politico-légal qui en assure la pérennité financière. Le PAM travaille constamment au renforcement de capacité au niveau institutionnel. Sa durabilité est cependant tributaire du manque des ressources financières du MENETP pour la gestion et le suivi des cantines scolaires. La gestion actuelle des cantines scolaires au niveau des communautés ne permet pas d'envisager une pérennité des programmes au niveau communautaire.

Conclusions générales

- R.21. Une multitude de facteurs est à considérer quant aux raisons de l'inscription, de la fréquentation et de la rétention scolaires. S'il est délicat de faire le lien entre les cantines scolaires et l'inscription scolaire, celui entre les cantines scolaires et la fréquentation et rétention scolaires est plus visible. Par ailleurs, l'évaluation note un lien certain entre les cantines scolaires et l'amélioration de la concentration en cours.
- R.22. L'analyse de la contribution (AC) a permis de dresser un portrait relativement complet de la théorie du changement du programme de cantines scolaires du PAM à Madagascar (voir annexe 20).
- R.23. L'AC a revu la théorie du changement pour déterminer de manière plus précise les facteurs influents et les explications alternatives. Les facteurs qui influent directement sur la TdC sont listés ci-dessous (l'ordre ne représente pas le degré d'importance) :
1. Difficulté de stockage correct et sécurisé.
 2. Quantité parfois insuffisante de la nourriture à la cantine.
 3. Vétusté et manque de moyens matériels dans les cantines.

4. Manque d'eau et de savon pour le lavage des mains
 5. Mauvaises relations entre le CLG et la communauté.
 6. Niveau d'acceptation et de participation de la communauté limitée.
 7. Faible fréquence des formations et des sensibilisations.
 8. Contraintes budgétaires.
 9. Catastrophes naturelles.
 10. Ponctualité et régularité de la livraison des vivres.
 11. Manque d'un suivi régulier, extérieur, indépendant, objectif et accepté par toute la communauté.
- R.24. L'analyse de la contribution a également permis d'identifier des explications alternatives aux activités du PAM qui peuvent avoir un impact (positif ou négatif) sur les résultats mesurés par le programme :
1. Politiques et environnement politique.
 2. Régularité et ponctualité de l'enseignant.
 3. Accès à l'école restreint dû à la météo et/ou la distance.
 4. Habitudes socioculturelles entraînant des jours sans école.
 5. Autres avantages comparatifs pour ne pas envoyer l'enfant à l'école.
 6. Autres intervenants et programmes de développement.
 7. Coût scolaire total (frais de scolarité, frais de déplacement, matériel, etc.).
 8. Volonté d'offrir la possibilité d'un avenir meilleur à leurs enfants.
 9. Qualité de l'environnement scolaire (qualité de l'enseignement, disponibilité de salle de classes correctes, relations parents-enseignants, présence de cantines, etc.).

Recommandations

R.25. Recommandations d'ordre stratégique.

Recommandation I. Définir clairement sa stratégie d'approche concernant la modalité de mise en oeuvre des cantines scolaires. Tout en considérant son mandat, ses capacités logistiques, ses capacités à travailler au niveau national, régional et local, le PAM doit se poser la question de savoir comment il souhaite continuer la mise en oeuvre des cantines scolaires concernant l'approche de l'ASBAL. Souhaite-t-il, peut-il, oui ou non, prioriser cette approche ?

Recommandation II. Réfléchir au suivi du programme de cantines scolaires au niveau de la communauté. Sachant que le système de mise en oeuvre et de suivi au niveau des communautés n'est pas assez performant pour que le programme se déroule comme convenu au départ, le PAM, en concertation avec le MENETP, doit établir une stratégie alternative.

Recommandation III : Le bureau pays du PAM doit présenter ses objectifs et ses chiffres afin de présenter clairement et sans ambiguïté ses résultats. Le nombre de bénéficiaires n'est pas un chiffre représentatif pour un programme de cantines scolaires sachant que le PAM considère comme bénéficiaire tout élève ayant reçu au moins une fois un repas durant l'année scolaire. La quantité de nourriture distribuée n'est pas non plus très significative si elle n'est pas directement liée au nombre de bénéficiaires.

R.26. Recommandations d'ordre opérationnel

Recommandation IV. Envisager d'autres partenariats avec des acteurs pouvant contribuer à l'amélioration de l'environnement scolaire et socio-économique des communautés cibles. En considérant l'approche des cantines scolaires comme un moyen d'améliorer l'environnement scolaire et socio-économique, il serait bénéfique de continuer à développer des partenariats qui permettraient d'intégrer et d'amplifier les acquis des cantines dans une approche de développement globale, notamment avec des acteurs directement présents sur le terrain.

Recommandation V. Mettre en place une feuille de route pour amorcer une durabilité du programme partagée entre l'État, le PAM et les bénéficiaires. Partant du constat que la durabilité des programmes de cantines scolaires des écoles assistées par le PAM depuis le départ est entièrement tributaire des bailleurs internationaux, il est nécessaire de revoir l'approche de la durabilité si le PAM ne souhaite pas continuer ainsi pour les décennies à venir.

Recommandation VI. Mener une réflexion sur la protection des bénéficiaires dans le cadre du programme de cantines scolaires. Dans l'objectif de ne pas nuire aux communautés bénéficiaires, il est important de considérer cette notion de protection en collaboration avec les acteurs de mise en oeuvre.

Recommandation VII. Mener une étude de référence permettant de pouvoir mieux suivre les programmes dans l'avenir. Une telle étude permettra de mieux identifier les bénéfices du programme de cantines scolaires, notamment ceux liés à la concentration, à l'apprentissage ou à la réduction de la faim à court terme.

Recommandation VIII. Continuer d'essayer de mesurer les améliorations relatives à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes (ÉGAF) directement liées au programme de cantines scolaires. En plus des indicateurs quantitatifs collectés lors de l'inventaire de fin d'année, il serait pertinent de recueillir des données qualitatives permettant de mieux capter l'impact du programme en matière d'ÉGAF.

1. Introduction

1. Ce rapport est relatif à l'évaluation de l'impact des repas scolaires fournis par le Programme alimentaire mondial (PAM) à Madagascar sur les principaux résultats en matière d'éducation, à savoir les taux d'inscription, de fréquentation et de rétention des élèves du primaire. Cette évaluation, commanditée par le bureau pays (BP) du PAM à Madagascar, porte sur la période allant de janvier 2015 à juin 2019, période qui correspond à la mise en œuvre du programme pays (PP) 200733 puis du plan stratégique de pays provisoire de transition (PSPP-T¹¹). Alors que le PAM commence à mettre en œuvre son plan stratégique pays (2019-2024) axé sur la mise en œuvre des cantines scolaires dans le cadre d'un système de protection sociale complet à Madagascar, les résultats de cette évaluation seront utilisés pour éclairer les décisions du PAM en matière de conception et de mise en œuvre de son plan stratégique pays (PSP – *Country Strategic Plan* ou *CSP* en anglais). L'évaluation a eu lieu du 6 au 25 janvier 2020, principalement dans la région d'Atsimo-Andrefana.
2. Les objectifs principaux, tels que définis dans les termes de référence (cf. annexe 1) puis repris dans le rapport de démarrage, sont axés sur l'apprentissage et la redevabilité. En matière d'apprentissage, l'évaluation détermine les raisons pour lesquelles certains résultats sont survenus ou pas afin d'en tirer les leçons et ainsi améliorer les performances des interventions dans le futur. En matière de redevabilité, l'évaluation analyse la performance des activités menées et en rend compte. Les aspects du programme relatifs à l'égalité des genres et l'autonomisation de la femme (ÉGAF) sont, le cas échéant, également pris en compte dans cette évaluation.
3. Plus précisément, les objectifs de cette évaluation sont les suivants :
 - Évaluer la performance du programme de cantines scolaires et documenter les résultats obtenus
 - Fournir au gouvernement et à ses partenaires de développement dans le secteur de l'éducation des preuves empiriques de l'impact des cantines scolaires sur la contribution aux résultats de l'éducation en particulier et des autres priorités nationales en général ;
 - Tirer parti du processus d'évaluation pour renforcer les capacités du ministère de l'Éducation en matière de suivi et d'évaluation du programme à l'avenir, et l'intégrer dans les plans du secteur de l'éducation ;
 - Si possible, en se basant sur les résultats de l'évaluation, établir certains indicateurs qui pourraient servir de base de référence pour les projets pilotes en milieu urbain.¹²
4. En plus du BP, les principaux utilisateurs de ce rapport au niveau de Madagascar sont les partenaires du PAM, notamment le ministère de l'Éducation nationale et de l'Enseignement technique et professionnel (MENETP) au travers de la cellule de coordination des projets de cantines scolaires (CCPCS), certaines agences onusiennes comme le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque mondiale, mais aussi certains bailleurs comme le Ministère des Affaires de Norvège, du Japon, de France ou de Russie. D'autres acteurs comme l'agence japonaise de coopération internationale (JICA – Japan International Coopération Agency) et d'autres organisations travaillant dans le domaine des cantines scolaires pourraient également utiliser les résultats de ce rapport. Au niveau du PAM, les utilisateurs sont le bureau régional (BR) du PAM à Johannesburg, la division de l'alimentation scolaire au siège et l'office indépendant d'évaluation du PAM.

1.1. Vue d'ensemble du sujet de l'évaluation

5. Étant donné la méthodologie adoptée en concertation avec le BP et le bureau régional, cette évaluation est une analyse de la contribution des activités de cantines scolaires du PAM à Madagascar qui dresse un portrait le plus exhaustif possible des liens qu'il peut y avoir entre la distribution de nourriture dans les écoles et la présence scolaire dans le contexte de ses régions d'intervention dans le sud du pays (régions d'Atsimo Andrefana, d'Androy et d'Anosy). Voir carte en annexe 2.
6. Le PP 200733 a été approuvé en février 2015, il a débuté le 1er mars 2015. En janvier 2018, il a intégré, à l'instar de toutes les opérations du PAM à Madagascar, le PSPP-T. Le PSPP-T a pris fin au 30 juin 2019 pour laisser place au programme stratégique pays (PSP) 2019-2024 qui est hors de portée de cette évaluation. Ainsi, l'évaluation porte spécifiquement sur les activités du PAM liées aux cantines scolaires allant du 3 mars 2015 au 30 juin 2019.
7. Le PP 200733 est divisé en trois composantes qui sont : (1) apporter un appui au programme national de cantines scolaires, (2) améliorer l'état nutritionnel des populations vulnérables et (3) améliorer l'accès aux marchés des petits

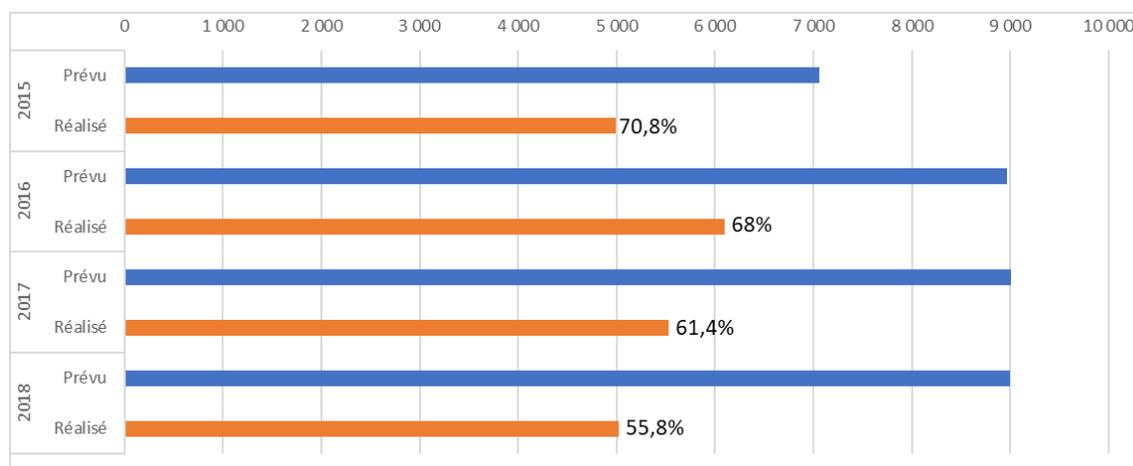
¹¹ Le PSPP-T est une transition entre le PP 200733 et la nouvelle approche du PAM, qui consiste en des plans stratégiques de pays quinquennaux. Le nouveau plan stratégique pays 2019-2024 a été approuvé par le Conseil exécutif du PAM en juin 2019.

¹² Ce quatrième objectif a été revu durant la mission de démarrage. Il était initialement formulé ainsi : « Établir une base de référence pour les indicateurs clés, y compris les projets pilotes concernant les repas à domicile et les transferts monétaires en milieu urbain, afin de permettre une évaluation future de l'impact de ces interventions sur les indicateurs d'intérêt ». Cet objectif a été revu à la baisse, car établir une base de référence aurait été un travail trop important compte tenu de la nature et des objectifs de cette évaluation. Il a été convenu que l'équipe d'évaluation tenterait d'isoler certaines informations des données collectées, données principalement qualitatives, qui pourraient informer une base de référence. Finalement, cette évaluation n'a pas pu établir d'indicateurs sur le sujet.

exploitants. Seules certaines des activités liées à la première composante entrent dans le cadre de cette évaluation. Il en va de même pour le PSSP-T qui est composé de cinq résultats stratégiques. Seules certaines activités liées au second résultat stratégique (« les écoliers des régions du sud et du centre reçoivent des aliments sains, adéquats, et nutritifs tout au long de l'année ») entrent dans le cadre de cette évaluation.

8. **Les produits prévus et réalisés** sont présentés en détail en annexe 3. La nourriture distribuée par le PAM est composée essentiellement de céréales, légumes secs, huile végétale et poudre de micronutriments. Selon la figure 1, entre 56% et 71% des objectifs ont pu être atteints selon les années pour des quantités prévues autour des 9 000 tonnes. Par manque de financement, aucun transfert monétaire n'a pu être réalisé malgré les prévisions.

Figure 1 : Quantité de nourriture prévue et distribuée entre 2015 et 2018 (en Mégatonne-Mt)



9. Les

bénéficiaires directs des repas scolaires sont les enfants des écoles assistées ainsi que les enseignant-e-s et cuisinières. Si la majorité des bénéficiaires ont été atteints pour les enfants, ce n'est pas le cas pour les adultes et plus particulièrement pour les femmes (voir figure 2 et figure 3).

Figure 2 : Enfants bénéficiaires prévus et réels

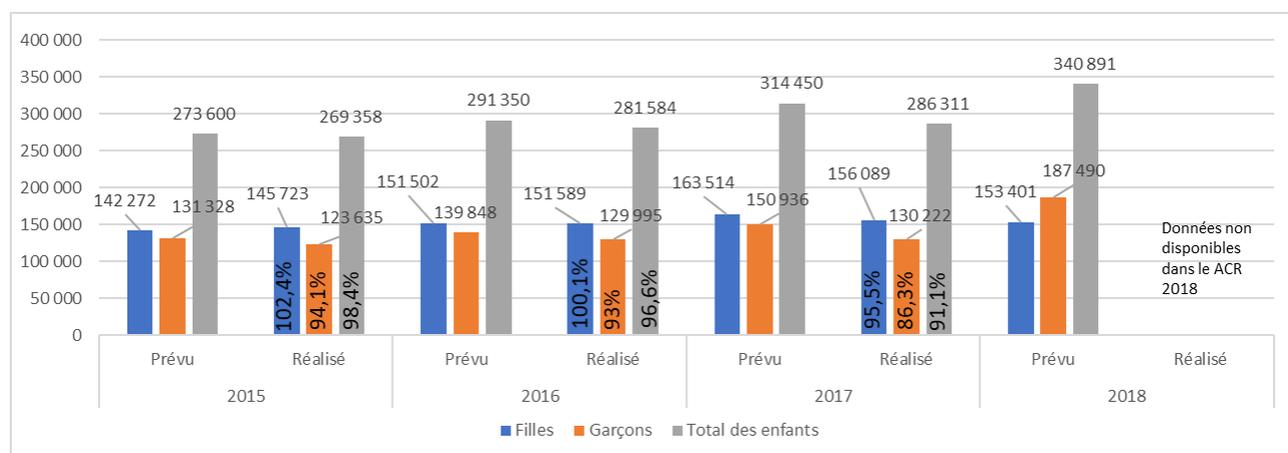
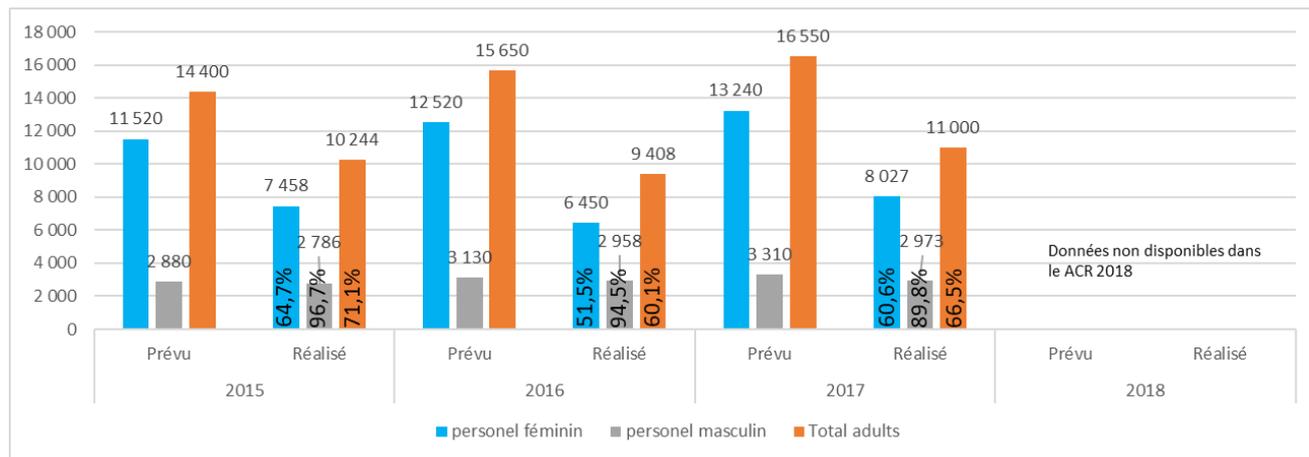


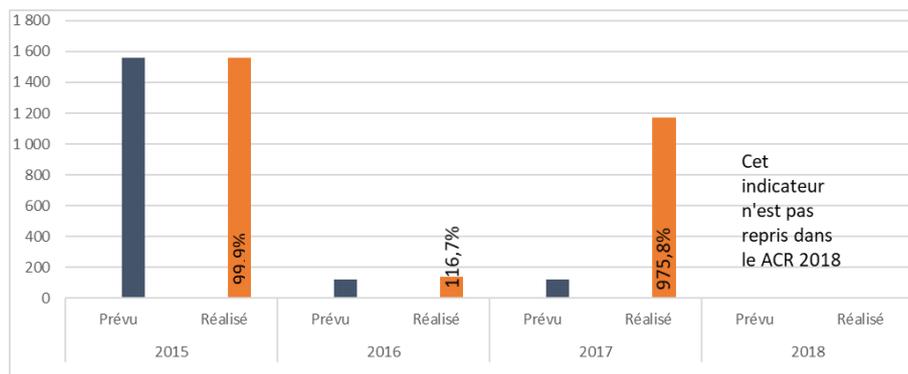
Figure 3 : Adultes bénéficiaires prévus et réels



10. Pour des raisons budgétaires, le nombre d'écoles assistées pas le PAM est en baisse, allant de 1 323 écoles en 2015 à 1 265 écoles en 2016, 1 099 écoles en 2017 et 2018.

11. Le nombre de personnes formées par le PAM à la conception et à la mise en œuvre des programmes de cantines scolaires est présenté dans la figure suivante.

Figure 4 : Nombre de fonctionnaires formés par le PAM



12. **En matière de résultat**, le PAM collecte les données d'inscription, de fréquentation et de rétention scolaire (voir figures 5, 6 et 7 ci-dessous).

Figure 6 : Taux annuel moyen de variation du nombre d'enfants scolarisés dans les écoles primaires assistées par le PAM

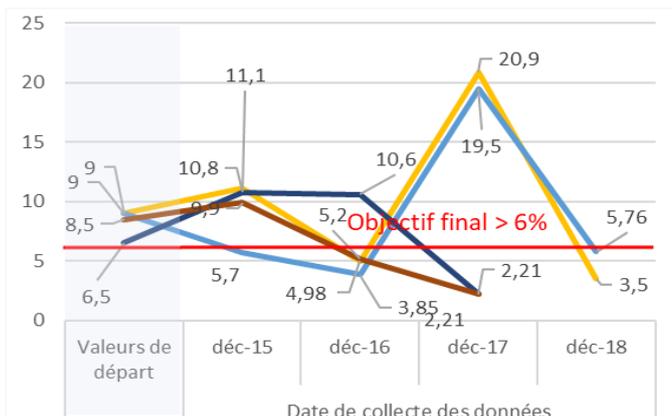
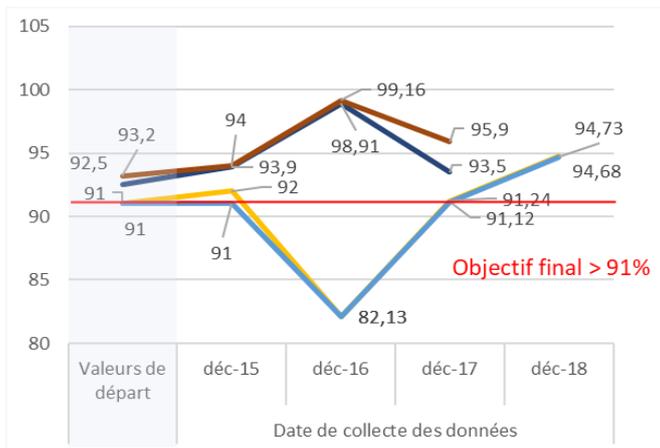


Figure 5 : Taux de fréquentation dans les écoles primaires assistées par le PAM



13. Les indicateurs du PAM sont au-dessus de l'objectif final visé sauf pour l'année 2016. Cela est dû au passage du cyclone El Niño qui a grandement affecté les populations du sud du pays. Durant cette période, un nombre important d'enfants n'ont pas pu accéder à l'école durant plusieurs semaines. De plus amples détails sur les produits peuvent être trouvés en annexe 4.

14. Les activités principales selon les documents du PP 200733 est du PSPP-T sont reprises dans le tableau suivant :

Figure 7 : Taux de rétention dans les écoles primaires assistées par le PAM

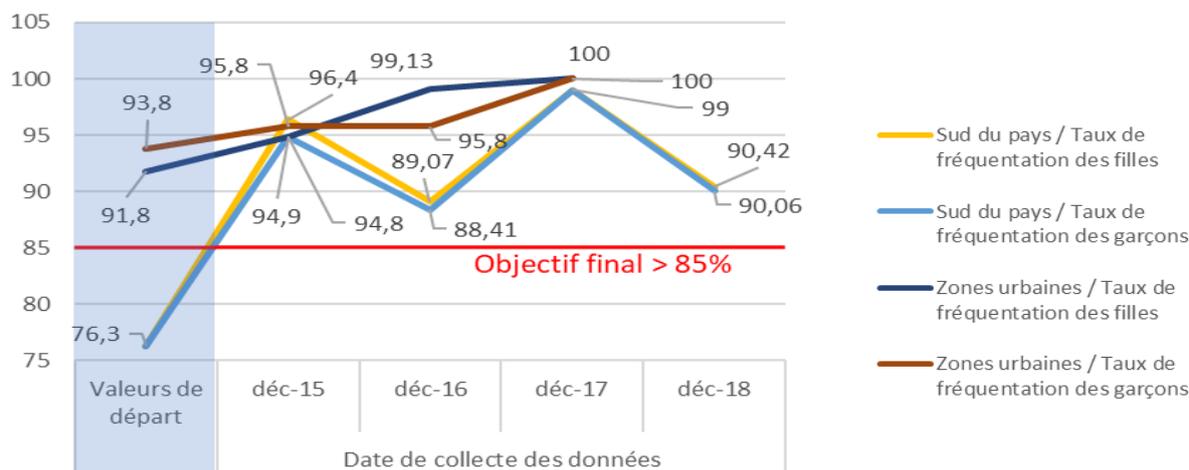


Tableau 1 : Les activités liées au programme de cantines scolaires du PAM

	Les activités selon le PP 200733	Les activités selon le PSPP-T
Repas scolaires	Repas scolaires chauds et fortifiés pour certaines écoles primaires dans les régions d'Androy, d'Anosy et d'Atsimo-Andrefana puis dans les villes d'Antananarivo, de Tamatave et de Tuléar. Mise en place de projets pilotes d'alimentation scolaire basée sur les achats locaux (ASBAL) ¹³ dans le sud du pays et des programmes de transferts monétaires en milieu urbain.	
Approche multisectorielle	Mise en œuvre du « paquet essentiel d'activités » ¹⁴ en collaboration avec l'UNICEF, l'OIT, le MENETP, le ministère de la Santé, l'ONN, le secteur privé, les communautés, etc.	Sensibilisation à l'hygiène (lavage des mains, utilisation des latrines), éducation nutritionnelle, enrichissement des aliments, déparasitage, égalité des sexes, prévention et réponse à la violence sexuelle et sexiste en milieu scolaire et promotion de conditions de travail plus saines lors de la préparation des repas, grâce à des fourneaux améliorés et à une utilisation déjà testée de la cuisine à faible consommation d'énergie en utilisant l'énergie solaire.
Assistance technique	- Assistance au développement d'une nouvelle politique nationale d'alimentation scolaire - Aide à la mise en place d'une structure gouvernementale pour la gestion nationale des cantines scolaires - Assistance technique à un groupe de pilotage en charge du plan d'action développé par l'exercice SABER de 2015.	- Le déploiement de personnel technique pour renforcer les capacités institutionnelles en matière de conception et de mise en œuvre des programmes et d'amélioration des systèmes de suivi et d'évaluation - Formation, à différents niveaux, du personnel du ministère de l'Éducation à la gestion des cantines scolaires.

¹³ En anglais : *Home Grown School Feeding (HGSF)*.

¹⁴ Le paquet essentiel d'activité comprend : l'éducation de base – l'alimentation pour l'éducation – la promotion de l'éducation des filles – l'eau potable et latrines – l'éducation à la santé, à la nutrition et à l'hygiène – le déparasitage systématique – la supplémentation en micronutriments – des interventions VIH et sida – l'éducation au soutien psychosocial – la prévention du paludisme – les jardins scolaires – les poêles améliorés.

Genre	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du gouvernement par rapport à la différence d'accès à l'école entre les filles et les garçons - Sensibilisation des communautés quant à l'amélioration des conditions de travail des cantinières - Sensibilisation sur la redistribution des rôles entre les hommes et les femmes dans les comités de gestion des cantines scolaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation, à différent niveau, du personnel du ministère de l'Éducation aux aspects sexo-spécifiques des pratiques nutritionnelles, à la promotion de l'égalité des sexes par la nutrition et à la prévention sur les violences sexuelles basées sur le sexe et le genre (VSBG) en milieu scolaire.
-------	---	---

15. La première composante du PP 200733 contribue directement au troisième et au quatrième objectifs stratégiques du PAM (2014-2017) qui sont : OS.3 « Renforcer les capacités des personnes, des communautés et des pays à satisfaire leurs propres besoins alimentaires et nutritionnels » et OS.4 « Réduire la dénutrition et briser le cycle intergénérationnel de la faim ».
16. Le second axe stratégique du PSPP-T contribue directement au résultat stratégique (RS) du PAM (2017-2021) suivant : RS.1 – « Chacun a accès à la nourriture », RS.2 – « Personne ne souffre de malnutrition » et RS.8 – « Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les objectifs durables pour le développement (ODD) ».
17. **Concernant les partenariats**, le partenaire principal du PAM au niveau gouvernemental est le MENETP au travers de la cellule de coordination des projets de cantines scolaires (CCPCS)¹⁵ du MENETP, que ce soit au niveau central à Antananarivo ou au niveau des régions, des CISCO et des ZAP. Au niveau des écoles, le PAM travaille également en collaboration avec les comités locaux de gestion (CLG) en charge des cantines scolaires dans chacune des écoles. Dans plusieurs de ses écoles d'intervention, le PAM travaille en collaboration directe avec l'UNICEF et l'OIT dans le cadre d'un programme conjoint financé par le Ministère des Affaires de Norvège. En plus des activités de cantines scolaires du PAM, les écoles intégrées au programme conjoint ont bénéficié des infrastructures réalisées par l'OIT¹⁶ ainsi que les activités réalisées par l'UNICEF en matière de renforcement de capacité des enseignant-e-s et de mise à disposition de matériel didactique. Au niveau local, le PAM travaille avec l'ONG Aide et action ainsi qu'avec les comités locaux de gestion dans les écoles. Une liste détaillée des partenaires et des parties prenantes est présentée en annexe 5.
18. **Le budget initialement prévu** pour la composante 1 du PP 200733 s'élevait à 46 193 860 dollars É.-U. À la fin du PP en décembre 2017, le montant total des programmes de cantines scolaires de 2015 à fin 2017 s'élevait à 26 096 378 dollars É.-U. Le budget initialement prévu pour le résultat stratégique 2 du PSPP-T s'élevait à 16 499 515 dollars É.-U. À la fin du PSPP-T en juin 2019, le montant total des programmes de cantines scolaires de 2018 à juin 2019 s'élevait à 16 187 708 dollars É.-U. D'un montant initial de 62 693 375 dollars É.-U., le budget est passé à un total de 42 284 086 dollars É.-U. Cela représente une baisse de 33%.
19. Cette réduction budgétaire a obligé le PAM à donner la priorité certaines activités prévues. Par exemple, les activités liées aux transferts monétaires n'ont pu être mises en place qu'en 2019. Pour l'année scolaire 2018-2019, certaines écoles n'ont plus été assistées par le PAM en matière de cantines scolaires¹⁷. L'annexe 6 reprend les différents bailleurs et leurs contributions respectives.
20. **Les cadres logiques** du PP et du PSPP-T sont présentés en annexe 7. L'équipe d'évaluation n'a pas eu besoin de les revisiter dans le cadre de cette évaluation.
21. Le programme de cantines scolaires du PAM ne représente qu'une partie des activités du PAM à Madagascar. Elle compte pour 27% du budget total du PAM.¹⁸ Les autres activités du PAM dans le pays sont¹⁹ :
- La réponse aux crises par l'assistance aux communautés confrontées à une insécurité alimentaire aiguë
 - L'amélioration de l'état nutritionnel des populations dans les districts ciblés en accord avec les objectifs nationaux.
 - L'amélioration de la résilience apportée aux communautés vulnérables et aux petits exploitants agricoles dans les zones sujettes aux crises

¹⁵ La CCPCS est rattachée au niveau de la direction de l'éducation fondamentale qui elle-même est au sein du MEN.

¹⁶ L'OIT a construit dans chacune des écoles intégrées au programme joint : 2 salles de classe pouvant accueillir 50 élèves chacune, 1 réfectoire avec un lieu de stockage intégré, 1 cuisine, 1 bloc de deux latrines séparées (filles et garçons), 1 réservoir d'eau et a fourni 10 tables-bancs.

¹⁷ Toutefois, ces écoles continuent de recevoir les activités complémentaires comme le déparasitage, le jardin scolaire ou l'éducation nutritionnelle et le renforcement de capacité en vue d'une possible continuation à l'approvisionnement en vivres dès que les ressources le permettent.

¹⁸ Chiffre calculé selon le document du PSPP-T 2018-2019. Selon le document du PSP 2019-2024, les activités liées aux cantines scolaires représenteraient 21%.

¹⁹ Selon le document du PSPP-T 2018-2019

- L'appui aux institutions gouvernementales et à la communauté humanitaire à Madagascar à l'amélioration de l'efficacité et l'efficience de la réponse aux crises et à la prévention.

22. En juillet 2019, une étude sur le coût-bénéfice des cantines scolaires du PAM a été menée²⁰. Cette étude met en avant l'impact des cantines sur l'assiduité scolaire et estime qu'un dollar investi dans les cantines scolaires engendre un retour d'investissement de 6,2 dollars tout au long de la vie de l'enfant. Outre cette étude, aucune autre évaluation portant sur l'impact et la contribution des programmes de cantines scolaires du PAM à Madagascar envers l'inscription, la fréquentation et la rétention scolaire n'a eu lieu.

1.2. Contexte

23. **Contexte politique et économique.** Madagascar connaît son indépendance en 1960. En mars 2009, sous la pression de la rue et de l'armée, le président de la République démissionne et part en exil en Afrique du Sud. De 2009 à 2013, le pays traverse une crise interne qui a conduit de nombreux pays à suspendre leur aide humanitaire jusqu'à l'investiture d'un président élu démocratiquement en 2014.
24. Avec un PIB par habitant en dollars constants de 2010 de moins de 400 dollars²¹, Madagascar fait partie des huit pays dont le revenu par habitant est plus faible aujourd'hui qu'il ne l'était dans les années 70. Le produit national brut en dollars constants de 2010 est de 9,927 milliards et de 399 par habitant.²²
25. Près du 80 % de la population du pays dépend du secteur agricole. Pendant la période entre 2014 et 2017, ce secteur s'est contracté d'une moyenne de 0,8 % par an. Les ménages ruraux sont particulièrement dépendants de ce secteur, avec peu d'activités alternatives dans ces régions. Les sécheresses et cyclones de l'année 2017 ont eu de graves conséquences sur l'agriculture locale. En 2017, la production locale de riz a été réduite d'environ 20 %²³
26. **Pauvreté, sécurité alimentaire et nutrition.** Le rapport de développement humain du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) de 2018 classe Madagascar au 161^{ème} rang sur 189 pays en lui attribuant une valeur d'indice de développement humain (IDH) de 0,519.²⁴
27. Madagascar fait partie des pays les plus pauvres du monde, avec 75 % de la population du pays vivant avec moins de 1,90 dollar par jour. Près de 80 % de la population vit en milieu rural où les taux de pauvreté sont en moyenne deux fois plus élevés que ceux des milieux urbains. Les taux d'insécurité alimentaire sont particulièrement élevés dans les régions du grand Sud. Par exemple, en 2018, le manque de pluie et l'infection de la chenille légionnaire ont entraîné une perte de la production agricole de près de 60% dans huit districts du Grand Sud²⁵.
28. Le taux de malnutrition chronique est parmi les plus élevés au monde. Un enfant sur deux de moins de cinq ans souffre de retard de croissance et 5,8 % sont émaciés²⁶. Il est important de souligner que les enfants avec un retard de croissance ne pourront jamais atteindre leur plein potentiel physique et cognitif.
29. Le Plan national de développement (PND) 2015-2019 du gouvernement malgache est basé sur cinq axes qui touchent la gouvernance, la stabilité macroéconomique, la croissance inclusive, le social et le capital naturel. C'est au travers de son quatrième axe intitulé « capital humain adéquat au processus de développement » que le gouvernement expose sa volonté d'offrir, entre autres, des services sanitaires et d'éducation de qualité dans la perspective des objectifs durables pour le développement (ODD)²⁷.
30. **Éducation.** Entre 2006 et 2012, le taux net de scolarisation dans le primaire connaît une baisse d'un tiers, de 96,9% en 2006 à 69,4% en 2012.²⁸ En 2018, le taux d'inscription à l'école primaire est remonté à 95,6% selon les chiffres de

²⁰ PAM ; L'impact des cantines scolaires à Madagascar – Analyse coût-bénéfice ; juillet 2019.

²¹ Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur le plus retenu pour évaluer la production de biens et services d'un pays pendant une année. Quand il est formulé en dollars constants, comme c'est le cas ici, on peut procéder plus adéquatement à des comparaisons à travers les années puisque l'on tient alors compte de l'inflation ou de la déflation. Chiffre de la Banque mondiale sur le site <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=MDG&codeStat=NY.GDP.PCAP.KD&codeStat2=x> visité le 23 septembre 2019.

²² Chiffres de 2016 de la Banque mondiale : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/madagascar?view=chart> visité le 10 octobre 2019
<https://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/publication/madagascar-economic-update-fostering-financial-inclusion>

²⁴ PNUD, Human Development Indices and Indicators: 2018 Statistical Update

²⁵ UNICEF ; <https://www.unicef.org/madagascar/communiqu%C3%A9s-de-presse/formation-nutrition-urgence> ; visité le 28 janvier 2020. (Amboasary, Ambovombe, Ampanihy, Bekily, Beloha, Betioky, Taolagnaro et Tsihombe)

²⁶ Banque mondiale ; Diagnostic systématique de pays : Madagascar ; août 2015

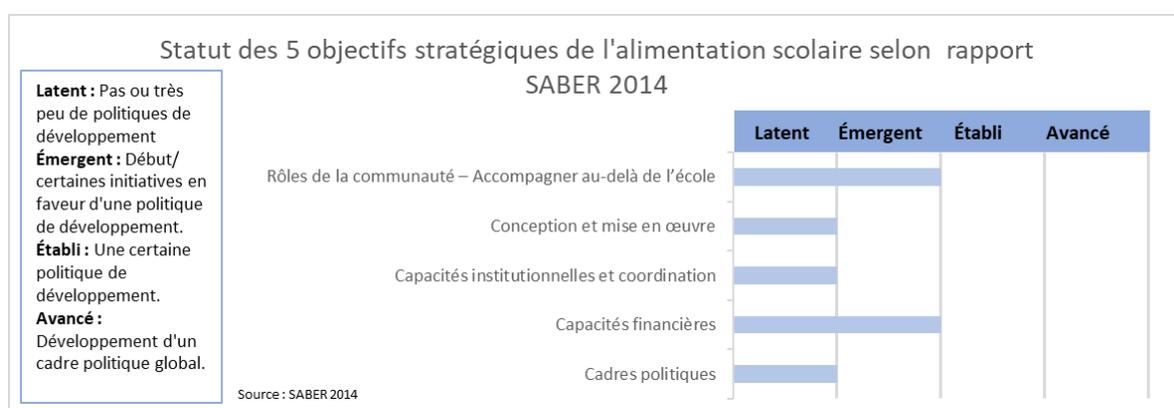
²⁷ République de Madagascar, Plan national de développement 2015-2019, page 60.

²⁸ République de Madagascar ; Plan national de développement 2015-2019 ; page 23.

l'UNESCO.²⁹ Si lors des enquêtes du PASEC³⁰ de 1997 et 2004, Madagascar figurait parmi les pays les plus performants, en 2015, il se trouve parmi les pays les moins performants (au 9ème rang parmi les 11 pays de l'évaluation).

31. **Cantines scolaires.** L'alimentation scolaire à Madagascar remonte aussi loin que 1985 avec l'appui du PAM.³¹ Dans tous les documents-cadres de la politique du secteur éducation de Madagascar, l'alimentation scolaire est reconnue comme une des stratégies d'intervention visant à améliorer la performance scolaire dans les zones où la faible performance scolaire rime avec un fort taux d'insécurité alimentaire chronique ou saisonnière.³²
32. En 2016, la cellule de coordination des projets de cantines scolaires (CCPCS)³³ remplace la coordination nationale des projets (CNP) pour tout ce qui est de la coordination des activités de cantines scolaires sur le terrain. Outre le gouvernement malgache, les acteurs principaux en matière de cantines scolaires sont l'Office national de la nutrition (ONN), le PAM, l'Agence adventiste d'aide et de développement (ADRA - *Adventist Development and Relief Agency*), la JICA, le CRS ainsi que d'autres petites ONG et certaines entreprises privées. Il existe près de 300 cantines qui sont autogérées par les parents d'élèves dans tout le pays.
33. Le rapport SABER (System Approach for Better Education Results)³⁴ de 2014 dresse l'état des lieux en matière de capacités nationales dans le développement et la mise en œuvre des politiques publiques de promotion de l'alimentation scolaire. Si le rôle de la communauté et les capacités financières ont été évalués être au stade émergent, les éléments liés aux capacités institutionnelles, à la conception et la mise en œuvre ainsi qu'au cadre politique étaient, en 2014, évalués être au stade latent (voir figure ci-dessous).

Figure 8 : Objectifs stratégiques du SABER 2014



34. **Genre.** Si la parité entre les sexes est atteinte dans le primaire avec un taux de scolarisation des filles par rapport aux garçons de 1,05, elle diminue dans les niveaux d'études supérieures pour atteindre 0,93 pour l'achèvement du cycle primaire et 0,86 pour l'achèvement du cycle secondaire.³⁵ En primaire, les taux de redoublement (21,2% pour les filles et 23,8% pour les garçons) et d'abandon (16,2% pour les filles et 16,6% pour les garçons) des filles sont légèrement moins élevés que ceux des garçons (2013)³⁶.
35. Plus généralement, Madagascar est classé 84^{ème} pays sur 149 au classement 2018 du Rapport mondial sur l'écart entre les sexes du Forum économique mondial. Avec un score de 0,691, le pays est au-dessus de la moyenne mondiale. Si en matière de « niveau d'instruction » et de « santé et survie » le pays atteint respectivement 0,950 et 0,974, en matière de « participation économique et opportunité » et « pouvoir politique » le pays n'atteint que 0,714 et 0,127.³⁷
36. Comme indiqué dans la PND (2015-2019) : « La situation du statut social des femmes se manifeste également dans le fait qu'un pourcentage des femmes qui acceptent qu'un mari puisse les battre est relativement important ».

²⁹ Banque mondiale :

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.PRM.NENR?contextual=default&end=2019&locations=MG&start=1970&view=chart> ; visité le 29 janvier 2020.

³⁰ Le PASEC est le Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la francophonie.

³¹ SABER Country Report (2014)

³² Ibid.

³³ La CCPCS est sous la tutelle du MENETP.

³⁴ L'approche systémique pour de meilleurs résultats en matière d'éducation (SABER) est une initiative visant à produire des données et des connaissances comparatives sur les politiques et les institutions éducatives, dans le but d'aider les pays à renforcer systématiquement leurs systèmes éducatifs et de promouvoir l'apprentissage pour tous.

³⁵ PAM, Plan stratégique pays (2019-2014).

³⁶ PASEC (2017)

³⁷ Forum économique mondial, Rapport mondial sur l'écart entre les sexes, 2018

37. Selon l'enquête nationale sur la situation socio-démographique des ménages (MICS 6 - 2018)³⁸, deux filles sur cinq se marient ou entrent en union conjugale avant l'âge de 18 ans, faisant de Madagascar l'un des pays où le taux de mariage des enfants est des plus élevés au monde.
38. **Politiques et priorités du gouvernement.** Le document de planification nationale concernant la période de l'évaluation est le Plan national de développement (PND) 2015-2019. La PND a expiré en juin 2019 et a été remplacée par le nouveau document de planification nationale, nommé Plan émergence de Madagascar 2019 (PEM 2019-2023). Le Plan sectoriel de l'éducation (PSE 2018-2022) ainsi que le Plan national d'action pour la nutrition (PNAN III 2017-2021) reconnaissent l'alimentation scolaire en tant que stratégie pour améliorer la performance scolaire. Avec l'appui du PAM, la Politique nationale d'alimentation scolaire a été approuvée en octobre 2016 et a été adoptée au sein de l'Assemblée nationale le 8 novembre de la même année. Pour l'heure, aucune loi visant à financer les programmes liés aux cantines scolaires ne sont rattachée à ces politiques. L'annexe 8 reprend les priorités nationales reflétées dans ces documents et qui se rapportent au programme de cantines scolaires du PAM.
39. Le MENETP est représenté régionalement par 22 directions régionales de l'éducation nationale et de l'enseignement technique professionnel (DRENETP), au niveau des districts par 114 circonscriptions scolaires (CISCO) et au niveau des communes par 1 591 zones d'animation pédagogique (ZAP).
40. **Catastrophes naturelles.** Madagascar est très exposé aux aléas climatiques. Au cours des 35 dernières années, plus d'une cinquantaine de catastrophes naturelles ont frappé la grande île, et les cyclones, la sécheresse, les inondations et les invasions acridiennes ont affecté la vie de plus de la moitié de la population³⁹. La partie sud du pays est la plus touchée par l'insécurité alimentaire en raison de chocs récurrents tels que les invasions de criquets, les sécheresses et l'accès insuffisant à la nourriture⁴⁰.
41. **L'aide internationale.** La crise politique de 2009 à 2013 a mené plusieurs bailleurs à suspendre leur aide humanitaire. Avant la crise, l'aide internationale représentait 40% du budget de l'État, entraînant des baisses d'investissements et un déclin de la prestation de services publics.⁴¹ Depuis le retour des élections démocratiques, de nombreux bailleurs ont de nouveau commencé à augmenter leur financement pour Madagascar et sont encouragés par le Plan national de développement du pays.
42. **Les objectifs de développement durable.** En 2017 et 2018, le ministère de l'Économie et de la Planification a mené un examen stratégique « faim zéro » visant à définir des stratégies nationales pour atteindre les cibles de l'objectif de développement durable (ODD) 2. La Stratégie intégrée de développement du grand Sud (SIDGS), qui permet de définir un cadre de développement unique de cette zone sud du pays fortement touché par la pauvreté, met l'accent sur l'ODD 1 (éliminer l'extrême pauvreté et la faim), mais aussi les progrès vers l'atteinte des ODD 8 (travail décent et croissance économique), ODD 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) et ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces).
43. À travers son PSPP-T 2018-19, puis du PSP 2019-2024, le PAM appuie les efforts du gouvernement pour atteindre l'ODD 2 sur l'élimination de la faim, l'ODD 17 sur le partenariat pour le développement durable et d'autres ODD liés à la santé, l'éducation, l'égalité des sexes, le changement climatique et la durabilité⁴². Plus précisément, le second résultat stratégique du plan stratégique de pays provisoire de transition axé sur le programme de cantines scolaires s'aligne directement avec l'ODD 2.1⁴³

1.3. Méthodologie de l'évaluation et limitations

44. **La question fondamentale** à laquelle répond l'évaluation est la suivante :
Dans quelle mesure le programme de cantines scolaires contribue-t-il à la réalisation des objectifs de l'éducation⁴⁴, à la réduction des disparités entre les sexes et à la réalisation des priorités nationales dans le contexte de Madagascar⁴⁵ ?
45. À cette question s'ajoutent les cinq critères du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE/CAD) qui sont : la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité. Ces critères se déclinent à travers vingt questions posées dans les TdR. Elles sont reprises dans la matrice d'évaluation présentée à l'annexe 10.

³⁸ Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) Madagascar, menée en 2018 par l'INSTAT en collaboration avec l'UNICEF.

³⁹ USAID : <https://www.usaid.gov/fr/madagascar/agriculture-and-food-security> (visité le 6 nov. 2019)

⁴⁰ PAM ; Programme pays 200733 (2015-2019)

⁴¹ [Diagnostic systématique de pays : Madagascar \(2015\)](#)

⁴² PAM ; Madagascar Transitional Interim Country Strategic Plan (2018-2019).

⁴³ ODD 2.1 : D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, aient accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante

⁴⁴ Les objectifs de l'éducation ont été définis lors de la mission de démarrage comme étant le taux d'inscription scolaire, le taux de fréquentation scolaire et le taux de rétention scolaire dans les écoles publiques du primaire.

⁴⁵ Les priorités nationales sont reprises dans l'Annexe 8.

46. La méthodologie de cette évaluation est basée sur une l'approche théorique de **l'analyse de la contribution** (AC). L'AC est un outil d'évaluation fournissant des renseignements détaillés sur lien causal entre la distribution des repas scolaires et l'inscription, la fréquentation et la rétention des élèves en classes de primaire. L'AC implique la création d'une « chaîne causale » qui relie les activités et produits du programme aux résultats intermédiaires, puis des résultats intermédiaires à l'impact.⁴⁶ Dans un premier temps, une théorie du changement (TdC) a été élaborée par l'équipe d'évaluation (EE) qui permet de visualiser cette chaîne causale. Pour chaque lien, les hypothèses et les risques qui corroborent ou atténuent la concrétisation des résultats intermédiaires ou de l'impact ont été examinés à l'aide de données quantitatives et qualitatives secondaires et primaires. Le principal avantage de l'AC est que, contrairement à d'autres méthodes d'évaluation qui visent également à établir la causalité, elle fournit une approche « par étapes » pour examiner les mécanismes (c.-à-d. les facteurs ou les forces qui catalysent la conversion des activités ou des intrants en résultats et en impact) qui influent sur la réalisation des résultats prévus. Afin d'éviter les problèmes associés au biais de confirmation⁴⁷, la TdC initialement élaborée pour l'AC a été revisitée en recueillant des preuves empiriques, y compris des données primaires et secondaires pour tester les hypothèses, y compris sous-jacentes, qui représentent des explications causales alternatives. Plus d'explications sur l'AC sont présentées à l'annexe 9.
47. **L'approche méthodologique mixte** s'est voulue rigoureuse afin d'assurer l'intégrité des données, l'impartialité des évaluateurs et la véracité factuelle. Ainsi, tout au long du processus, les membres de l'équipe ont vérifié, comparé et triangulé les informations recueillies des différentes sources d'information (revue documentaire, rapports, données secondaires, entretiens et observation). Les données qualitatives et quantitatives ont été collectées sur la base de la matrice d'évaluation (cf. annexe 10), qui indique comment un panel d'indicateurs, de données, de documents et de méthodes a permis de répondre aux questions posées.
48. **Les méthodes et outils utilisés** ont été les suivants : une revue documentaire menée d'un bout à l'autre de l'évaluation (cf. Bibliographie), des entretiens semi-structurés, des groupes de discussion, de l'observation et une restitution des résultats préliminaires. Après la mission sur le terrain, l'équipe d'évaluateurs a rencontré le groupe de référence afin de restituer les résultats préliminaires (le calendrier des activités menées par l'équipe d'évaluation est présenté en annexe 11). Une centaine d'heures d'entretiens dans les écoles et les communautés ont été enregistrés puis retranscrits⁴⁸. Ainsi, les données qualitatives ont également pu être analysées grâce à l'outil NVivo⁴⁹. L'EE a également utilisé le cadre modifié de recherche de l'explication pertinente (*Relevant Explanation Finder – REF*)⁵⁰ développée par Lemire et coll. (2012).⁵¹ Le REF permet d'adopter une approche plus rationnelle à l'examen des facteurs influents et des explications alternatives qui peuvent avoir une influence sur le récit de la contribution. Les facteurs influents et des explications alternatives principales sont ainsi évalué par rapport à la certitude, la robustesse, la portée, la prévalence et au fondement théorique qui leur sont attribués. Une explication détaillée du cadre REF est donnée à l'annexe 12. Les données quantitatives, principalement récoltées par le questionnaire des enfants, ont été analysées avec l'outil Stata 14. Cela a permis à l'équipe d'évaluation d'utiliser des données quantitatives afin de faire des comparaisons entre des écoles bénéficiaires de cantines scolaires et des écoles ne bénéficiant plus de cantines scolaires depuis au moins deux années.
49. **L'échantillonnage** s'est fait selon les critères suivants : la participation ou non de l'école au programme conjoint UNICEF/OIT/PAM⁵², l'interruption de la cantine scolaire durant au moins les deux dernières années et les moyens de subsistance des communautés (pêche, agriculture et élevage). Certaines écoles représentant une augmentation importante du nombre d'élèves ont également été sélectionnées. Au total vingt écoles et communautés ont été visitées (voir carte ci-dessous). Faute de temps, seule la région d'Atsimo-Andrefana a pu être couverte dans quatre des cinq districts d'intervention du PAM (Tuléar I, Tuléar II, Ampanihy et Betioky-Atsimo). Dans chacune de ces localités, les enquêtes ont été menées au sein des ménages, de l'école et de la communauté. Un total de 1 326 parents et enfants a été rencontré lors des enquêtes dans les écoles et les communautés (voir annexe 13). À ce nombre s'ajoute une cinquantaine de personnes rencontrées par l'équipe d'évaluation dont la liste est donnée à l'annexe 14.

⁴⁶ Ici l'EE emploie le terme « impact », car l'analyse de la contribution tente d'établir la chaîne causale entre des activités et un impact. Si le PAM utilise plutôt le terme « résultats finaux », l'évaluation utilisera le terme « impact ».

⁴⁷ Le biais de confirmation est le biais cognitif qui consiste à privilégier les informations confirmant ses idées préconçues ou ses hypothèses et/ou à accorder moins de poids aux hypothèses et informations jouant en défaveur de ses conceptions

⁴⁸ La retranscription permet au bureau régional du PAM d'avoir un début de base de données sur les cantines scolaires à Madagascar.

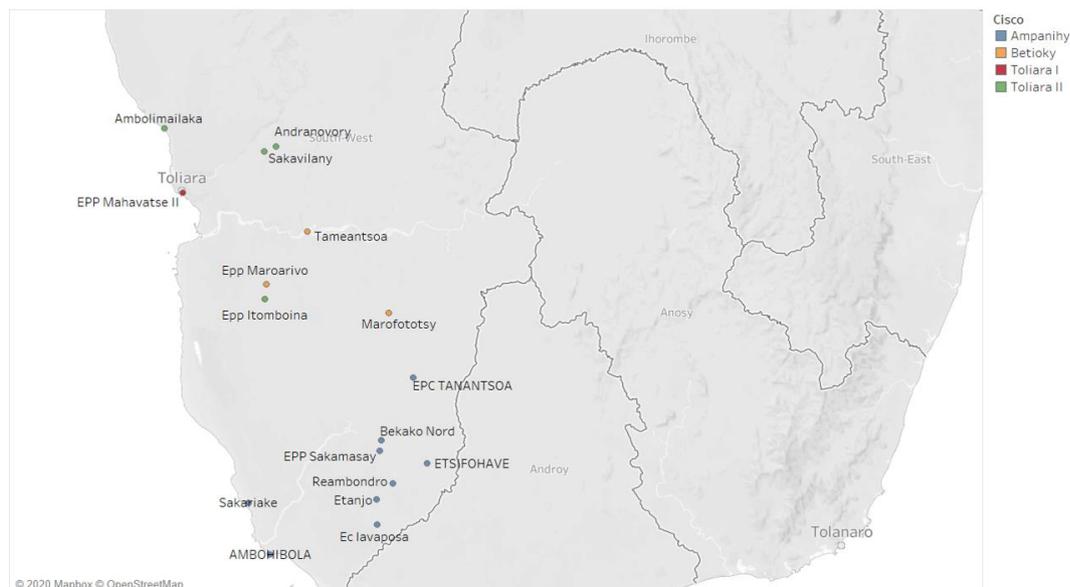
⁴⁹ NVivo est un logiciel qui supporte des méthodes de recherches qualitatives et combinées. Il est conçu pour permettre d'organiser, analyser et trouver du contenu perspicace parmi des données non structurées ou qualitatives telles que des interviews, des réponses libres obtenues dans le cadre d'un sondage, des articles, des médias sociaux, etc.

⁵⁰ Nommé cadre REF dans le reste du document

⁵¹ Lemire ST, Nielsen SB and Dybdal L (2012) *Making contribution analysis work: a practical framework for handling influencing factors and alternative explanations*. Evaluation 18: 294–309.

⁵² Suite à l'évaluation, il s'est révélé qu'il n'a pas été possible de comparer les écoles avec ou sans l'aide de l'UNICEF, car le travail de l'UNICEF est principalement un travail de formation au niveau central qui a une répercussion sur toutes les écoles des régions où travail le PAM.

Carte des écoles et communautés visités durant l'enquête



50. **Validité et fiabilité des données.** Selon les considérations ci-dessus en matière de représentativité des personnes rencontrées, et de triangulation des données en utilisant plusieurs sources d'information, l'équipe d'évaluation est confiante quant à la validité et la fiabilité des données recueillies.
51. Une **approche sensible au genre** a été développée, de manière à appréhender la mesure dans laquelle la problématique hommes-femmes a été prise en compte dans la conception et la mise en œuvre du programme, et les effets générés par le programme afin d'accroître l'équité des genres et l'autonomisation des femmes. Cette analyse a été réalisée par l'intermédiaire de la revue bibliographique et des entretiens des parties prenantes. Les entretiens avec les bénéficiaires ont été réalisés en séparant les hommes et les femmes autant que possible, ce qui a permis de mieux saisir les perceptions de chacun de ces groupes. L'approche du genre a été faite au niveau des femmes impliquées dans le programme (membre du CLG, cantinières, directrices) et au niveau des élèves.
52. **Les principes d'éthique** ont été appliqués, en respectant la confidentialité des informations recueillies pendant les entretiens. Chaque entretien a été introduit par une explication des objectifs de l'évaluation et de l'utilisation qui serait faite des informations collectées. Les interlocuteurs avaient la possibilité, explicite, de ne pas répondre à certaines des questions. Tous les entretiens ont été réalisés en conformité avec les principes énoncés dans les directives éthiques pour l'évaluation (2008) du Groupe d'évaluation des Nations unies (GENU), et avec les normes et règles d'évaluation du GENU de 2016. Aucun problème éthique n'a été rencontré au cours de l'évaluation.
53. **Plusieurs limitations** à cette évaluation ont pu être observées, mais aucune ne porte conséquence aux résultats de l'évaluation :
- Dans la mesure du possible, la plupart des évaluations de programmes utilisent des approches (quasi) expérimentales pour déterminer les effets causaux, alors que les essais contrôlés randomisés (ECR) sont considérés comme l'"étalon-or" des modèles expérimentaux. Ils nécessitent au minimum des données initiales (de base), une répartition aléatoire des traitements et des données finales pour obtenir les effets moyens des traitements. En outre, ils nécessitent beaucoup de ressources financières et de temps et peuvent être difficiles à réaliser sur le plan logistique. Il n'a pas été possible de mener un ECR dans le cas de cette évaluation parce que 1) l'alimentation scolaire n'a pas été randomisée à Madagascar 2) aucune donnée de base n'a été collectée avant la mise en œuvre de la plupart des programmes (récents) 3) aucune ressource financière, temporelle et logistique n'ont été allouées pour mener un ECR. Afin de mener des méthodes quasi expérimentales telles que la différence dans la différence ou la discontinuité de la régression, il faut au moins disposer de données longitudinales ou transversales répétées qui contiennent suffisamment d'informations sur l'attribution des traitements, les résultats d'intérêt (données sur la scolarisation) et d'autres caractéristiques démographiques. L'ET a consacré beaucoup de temps et de ressources de réseau pour trouver de telles données auprès de diverses agences à Madagascar ; cependant, nous n'avons pas réussi. Afin d'effectuer l'appariement des scores de propension, il est nécessaire de disposer d'un vaste ensemble de données contenant plusieurs caractéristiques d'observation qui seront utilisées dans le processus d'appariement. Encore une fois, nous n'avons pas les ressources nécessaires pour obtenir de telles données. Enfin, nous ne disposons pas d'un ensemble de données contenant une variable instrumentale qui soit corrélée à l'alimentation scolaire et non aux résultats de la scolarisation. Compte tenu de ces limites, l'ET a eu recours à la

meilleure option et à la plus novatrice, qui permet d'utiliser divers outils et ressources pour établir la causalité tout en menant des évaluations complexes : l'analyse de la contribution.

- Pour une question de distance et de temps (4 jours de formation et 4 jours de collecte de données), il n'a pas été possible de mener les enquêtes dans les trois régions couvertes par le PAM. Cependant, l'EE a pu consulter les rapports d'activités du PAM concernant les endroits non visités afin de pouvoir comparer ces rapports avec les données recueillies. Suite à la comparaison de ces rapports avec les données recueillies sur le terrain, l'équipe d'évaluation est confiante sur le fait que les résultats provenant de la région d'Atsimo-Andrefana reflètent les activités de cantines scolaires des autres régions couvertes par le PAM.
- Lors de la mission de collecte des données, l'équipe a subi quelques aléas logistiques. L'avion pour Tuléar a eu 24 heures de retard, ce qui a amputé le temps de formation des enquêteurs d'une journée. Par ailleurs, le manque de véhicule au niveau du sous-bureau de Tuléar a réduit d'une journée les enquêtes sur le terrain d'une partie de l'équipe d'évaluation.
- Faute de groupe de contrôle, l'EE aurait aimé pouvoir analyser l'inscription, la fréquentation et la rétention scolaires dans toutes les écoles des régions du Sud et/ou de certaines régions de manière isolée afin de pouvoir comparer les écoles bénéficiant du programme de cantines scolaires du PAM avec les autres écoles.
- L'équipe d'évaluation n'avait pas toujours avec elle un traducteur. À plusieurs reprises, elle a dû se fier aux traductions du chauffeur du PAM.

2. Résultats de l'évaluation

2.1. Critère de la pertinence

54. La question liée à la pertinence du programme est la suivante :

- *Q.1. Quelle est la pertinence du programme de cantines scolaires dans le contexte de l'éducation et de la sécurité alimentaire à Madagascar ?*

55. Dans le contexte de l'éducation, les activités de cantines scolaires du PAM s'inscrivent dans les politiques et programmes nationaux, que ce soit la troisième version du Programme national d'alimentation et de nutrition scolaire (2020-2024) qui est en phase de finalisation, la politique nationale d'alimentation scolaire dont son premier axe est l'extension progressive de l'alimentation scolaire ou de la PEM qui détermine la volonté politique d'améliorer l'éducation, la santé et la nutrition de la population dont font partie les enfants d'âge scolaire. Dans un Tweet du 7 janvier 2020, le président Andry Rajoelina annonce vouloir « [...] investir dans des cantines scolaires où des produits enrichis seront servis aux enfants ». Dans le contexte de la sécurité alimentaire, ces mêmes programmes répondent aux besoins des populations des régions du Sud qui régulièrement classées en IPC (Integrated Phase Classification - Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire) phase 3 ou 4⁵³. Les missions d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire à Madagascar effectuées par la FAO et le PAM en 2017⁵⁴ et 2018⁵⁵ rapportaient qu'un peu plus de 50% des ménages du Sud du pays⁵⁶ souffraient d'insécurité alimentaire modérée, et qu'autour de 20% étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère selon la méthodologie de classement CARI⁵⁷ du PAM.

56. Si le programme de cantines scolaires du PAM répond aux besoins d'alimentation dans les écoles et les communautés, il ne répond pas complètement à certains principes directeurs de la PNAS comme l'approvisionnement en vivres et en produits locaux qui permettraient, en plus de nourrir les enfants à l'école, de faire fonctionner l'économie locale en achetant au moins une partie des aliments de la cantine au niveau local ou régional (objectif spécifique du PNAS : « assurer l'extension progressive d'une alimentation scolaire pérenne basée sur l'appropriation et la valorisation de la production locale au niveau d'au moins 50% des EPP à cantines »).

57. Le PAM a mis en œuvre certains projets de transfert monétaire et de jardins scolaires et communautaires. Contrairement à certaines priorités du PNAN III (« mettre à l'échelle les jardins potagers au niveau des sites communautaires », ou « mettre en place des jardins scolaires »), les projets pilotes de jardins scolaires et communautaires n'ont pas pu se poursuivre faute principalement d'eau pour l'irrigation des jardins. Les transferts monétaires sont axés sur la diversification alimentaire plus que l'approvisionnement en vivre et produits locaux, car les

⁵³ Sur une échelle de 1 à 5, où 5 représente un manque extrême d'accès à l'alimentation et/ou à d'autres besoins de base.

⁵⁴ FAO, PAM ; Mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire à Madagascar ; Décembre 2017.

⁵⁵ FAO, PAM ; Mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire à Madagascar ; Décembre 2018.

⁵⁶ Le sud regroupant 7 districts (Ambovombe, Amboasary, Bekily, Beloha, Betioky, Ampanihy et Tsihombe) et quelques communes des districts de Taolagnaro (Analapatsy, Andranobory, Ankilivalo, Ranopiso et Ankariera) et enfin les deux communes du district de Tuléar II (Efoetse et Beheloka).

⁵⁷ Elle classe les ménages en quatre groupes : les ménages en situation de sécurité alimentaire (SA), les ménages en situation de sécurité alimentaire limite (SAL), les ménages souffrant d'insécurité alimentaire modérée (IAM) et les ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère (IAS). Cette classification ne correspond pas exactement à la classification IPC, elle est toutefois compatible avec cette dernière.

écoles concernées reçoivent toujours le riz importé et les autres denrées du PAM. 150 ariarys par jour et par enfants (soit 0.04 dollar), sont ajoutés à cela pour mieux subvenir aux besoins nutritionnels des enfants. Selon les écoles rencontrées, cette somme ne suffit pas pour prétendre à une diversification alimentaire suffisante.

58. L'appropriation du programme de cantines scolaires par les communautés fait également partie des principes directeurs de la PNAS (« de disposer d'un cadrage institutionnel cohérent, incluant la participation communautaire, capable de coordonner vers une approche commune et concertée propice à la promotion scolaire. »). Comme évoqué dans la section précédente, le programme de cantines scolaires n'a pas été toujours bien approprié au niveau des communautés. Il est certain que la plupart des comités locaux de gestion des cantines (CLG) ont su s'approprier leur rôle quant à la gestion des cantines. Cependant la communauté s'est fréquemment montrée en désaccord avec la gestion de la nourriture par les CLG. Ainsi, une grande partie de la communauté se sentait dépossédée de ce bien commun qu'est la cantine. Faute de pouvoir se retourner vers une autorité compétente pouvant régler leurs doutes et désamorcer les conflits, il est difficile pour eux de s'approprier et de s'investir davantage dans le programme. Ce même genre de problème ressort de plusieurs rapports de visites sur le terrain des agents du PAM⁵⁸.
59. Dans le cadre d'un appui institutionnel, le PAM dispense une assistance technique au MENETP dans la conception de la politique de l'alimentation scolaire et pour la coordination et la mise en œuvre des cantines scolaires au niveau national à travers le CCPCS et ses instances décentralisées au niveau des DRENETP, CISCO et ZAP. Les visites effectuées durant la mission d'évaluation et les informations collectées auprès des personnes rencontrées relèvent que la mobilisation de ressources techniques et financières représente un frein pour assurer la mise en œuvre des programmes. Une coordination et un suivi technique plus réguliers sont nécessaires au niveau de la mise en œuvre de la politique nationale d'alimentation scolaire, en général, et des programmes du PAM, en particulier.

Résultats clés et conclusions – Pertinence

- Le programme de cantines scolaires du PAM est pertinent dans le contexte d'insécurité alimentaire récurrent qui touche les régions Sud de Madagascar.
- Le programme de cantines scolaires du PAM est pertinent dans le contexte d'extension des cantines voulu par le gouvernement.
- Le programme de cantines scolaires du PAM ne répond pas tout à fait aux exigences en matière d'approvisionnement en vivres et en produits locaux énoncé dans la PNAS et le PNAS III.
- Le programme de cantines scolaire du PAM ne répond pas entièrement aux exigences en matière d'appropriation du programme de cantines scolaires par les communautés énoncé dans la PNAS.
- L'appui institutionnel a du mal à porter ses fruits, car la mise en œuvre sur le terrain est réduite faute de moyen technique et financier au niveau des DRENETP, CISCO et ZAP.

2.2. Critère de l'efficacité

60. Les questions liées à l'efficacité du programme sont les suivantes :

- Q.2. *Quel a été le niveau de financement du programme par rapport aux besoins / budget prévu ?*
- Q.3. *Quels facteurs ont influencé les décisions de financement des différents acteurs ?*
- Q.4. *Dans quelle mesure le programme a-t-il été mis en œuvre comme prévu / conçu ?*
- Q.5. *Quels facteurs ont permis ou limité la mise en œuvre du programme ?*
- Q.6. *Dans quelle mesure les produits⁵⁹ prévus ont-ils été réalisés ?*
- Q.7. *Quels facteurs ont permis ou limité la réalisation des produits ?*

61. Comme mentionné précédemment, le budget des programmes de cantines scolaires du PAM ont subi un manque de financement d'environ 33% sur la période évaluée. Les raisons qui influencent les bailleurs à financer ou non les programmes de cantines scolaires dépendent de leurs orientations stratégiques et/ou politiques. Par exemple, pour certaines raisons politiques, la plupart des bailleurs ont suspendu toutes les aides entre 2009 et 2013, mais ces mêmes bailleurs sont de retour aujourd'hui. Plusieurs bailleurs sont sensibles à l'accès à l'éducation, au bien-être et la nutrition des enfants. Outre l'orientation stratégique affichée des bailleurs, il n'est pas possible à l'équipe d'évaluation d'analyser les rouages politiques, financiers et humains permettant de correctement discerner les facteurs qui influencent les décisions de financement.

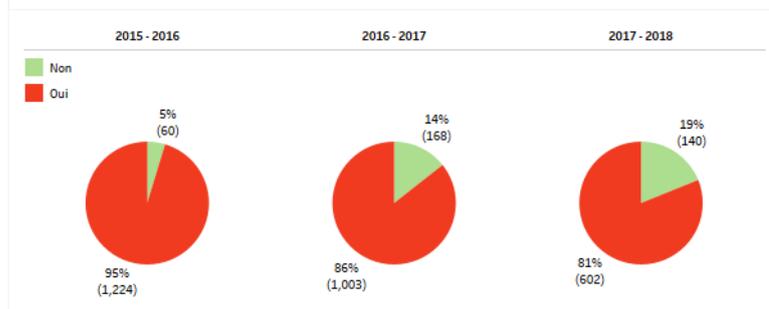
62. Comme indiqué dans la première section du rapport, le PAM a atteint entre 91% et 98% de ses objectifs en matière de bénéficiaires prévus. Par rapport à la distribution de vivres dans les écoles, le degré d'atteinte des résultats est en baisse

⁵⁸ Entre autres : Rapport de mission du sous-bureau d'Ampanihy datant du 12 au 16 août 2019. Rapport de mission du bureau d'Antananarivo datant du 10 au 26 août 2019. Rapport de mission du sous-bureau d'Ambovombe du 16 au 19 janvier, 2019.

⁵⁹ Dans la version française des TdR, il était noté « résultats » à la place de « produits ». Cette modification devra être validée par le PAM durant la phase de démarrage.

constante depuis cinq ans, allant de 70,8% en 2015 pour descendre à 55,8% en 2018 (voir figure 1). Les chiffres mis en avant par le PAM affirment que les objectifs en termes de bénéficiaires sont à peu près atteints, alors que par ailleurs les objectifs en termes de denrées alimentaires allant à ces mêmes bénéficiaires ne sont pas atteints. Cette contradiction des chiffres ne permet pas aux personnes extérieures d'apprécier réellement le degré d'atteinte des résultats du programme. Selon les SPR de 2015 et 2016, l'indicateur du nombre de jours de cantines est de 85,3% en 2015 et 71,1% en 2016. Le PAM n'a pas présenté cet indicateur dans les SPR des années suivantes. Selon les inventaires de fin d'années faits par le PAM, l'interruption des repas scolaire durant l'année décroît entre 2015 et 2018 (voir figure 9). Le nombre d'écoles assistées a réduit, mais la proportion des interruptions de jours de cantines a diminué. En fin d'année scolaire 2017/18, une question de l'inventaire demandait aux écoles de donner la moyenne des jours d'interruption de la cantine. La réponse moyenne était de quarante jours sur 180, soit 40%.

Figure 9 : Réponse à la question : "Y a-t-il eu interruption des cantines durant l'année scolaire ? ». Source : PAM



63. Comme indiqué précédemment, les diverses réductions budgétaires de ces dernières années ont obligé le PAM a conféré la priorité à certaines activités. Entre 2015 et 2019, plus de 220 écoles ont été écartées du programme de cantines scolaires, soit pour des raisons de mauvaise gestion (principalement le vol) soit en raison des restrictions budgétaires subies par le programme. Par faute de budget, les projets d'alimentation scolaire basée sur les achats locaux (ASBAL) n'ont été mis en œuvre qu'à partir de 2018, et la modalité de transferts monétaires qu'à partir de 2019, alors que ces programmes étaient prévus dès 2015.
64. L'évaluation n'avait pas pour objectif de regarder en détail les activités de renforcement de capacité au niveau des cantines scolaires mises en œuvre par le PAM. Cependant, l'EE a pu noter l'intervention du PAM au niveau de la mise en place d'un environnement favorable, au niveau du renforcement institutionnel et au niveau de l'autonomisation des individus et des communautés.⁶⁰
65. L'environnement favorable a été consolidé par l'assistance technique pour la rédaction et l'adoption de documents de base comme la PNAS et la PNAN III qui permettent de poser un cadre de référence pour toutes activités de cantines scolaires dans le pays.
66. Le renforcement institutionnel a lieu sous forme d'assistance technique du MENETP au niveau national, régional et municipal. Chaque année, le PAM dispense des formations et des formations de formateurs sur la gestion et le suivi des programmes de cantines scolaires au niveau du ministère, des CISCO et des ZAP. En 2015, Un manuel de gestion des cantines scolaires a été élaboré avec l'assistance technique du PAM. En 2017, une délégation composée de membres du PAM, du MENETP et de l'ONN a suivi une formation de trois semaines au centre d'excellence contre la faim au Brésil.
67. Au niveau des individus et des communautés, le PAM, accompagné des responsables ZAP et/ou CISCO, passe dans chacune des écoles une fois en début d'année afin de former et/ou rafraîchir les connaissances des CLG, des cuisinières et des directeurs. Selon les propos recueillis par les enquêteurs lors des visites dans les écoles et les communautés, il semblerait que ces formations annuelles ne soient pas toujours suffisantes pour assurer le bon fonctionnement des cantines tout au long de l'année scolaire. Cela peut se ressentir par la difficulté de plusieurs CLG à remplir les fiches de suivi. Par exemple, il a été observé dans plusieurs écoles une absence des fiches de suivi. Dans d'autres écoles, les lieux de stockage sont mal gérés ou non appropriés, ce qui crée une détérioration des vivres avec l'apparition d'insectes dans les légumineuses. Ces propos recueillis corroborent les constatations émanant de plusieurs rapports de mission effectuée par les agents du PAM⁶¹, ainsi qu'avec les données des inventaires de fin d'année du PAM (voir figure 10, figure 12 et figure 11).

⁶⁰ La politique de renforcement des capacités du PAM (2009) repose sur les trois niveaux de renforcement cités.

⁶¹Entre autres : Inventaire physique de 20 écoles du ZAP de Behabobo et de Tranoroa du 12 au 20 août 2019. Rapport de mission du sous-bureau d'Ambvombe du 22 mai au 1^{er} juin 2019. Rapport de mission de l'antenne de Tsihombe du 28 janvier au 2 février 2019.

Figure 10 : Disponibilité des documents de suivi lors de l'inventaire du PAM - Sources : PAM

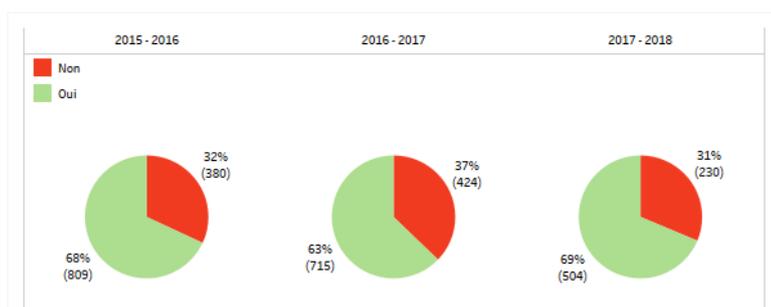
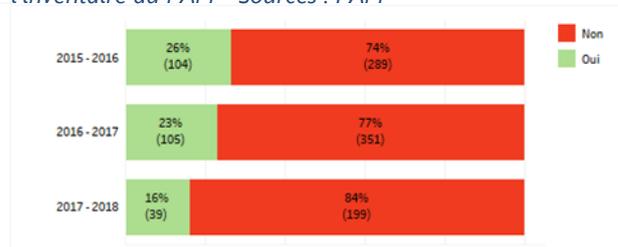


Figure 12 : Disponibilité des fiches d'effectifs des élèves, enseignants et cuisinières lors de l'inventaire du PAM -



Figure 11 : Disponibilité des fiches de suivi mensuelles de l'inventaire du PAM - Sources : PAM



68. Outre les questions liées à la gestion des cantines, la collecte de données qualitatives a permis de déceler des dysfonctionnements liés aux relations des personnes au sein de certaines communautés. Il y a parfois des rivalités politiques ou ethniques qui peuvent avoir une influence directe sur le fonctionnement de certains CLG qui ne peuvent s'affranchir des pressions extérieures. Dans d'autres cas, c'est la direction de l'école qui a le dessus sur le CLG. En cas de conflits, les communautés n'ont pas directement accès à des référents impartiaux faisant office d'arbitre respecté et incontesté. Même si le renforcement des capacités institutionnelles a pour objectif de mettre ce rôle entre les mains des chefs ZAP et CISCO, il est évident qu'ils n'ont pas à leurs dispositions les moyens nécessaires pour suivre les programmes de cantines scolaires de manière plus régulière et ainsi désamorcer les potentiels conflits avant qu'ils ne prennent de l'ampleur. Selon les observations de l'EE, le manque d'accompagnement et d'appui réguliers au niveau des communautés constitue l'un des principaux facteurs limitant la bonne mise en œuvre du programme ainsi qu'à l'appropriation des cantines scolaires par les communautés. Une des raisons de ce manque d'accompagnement est le manque de moyens dont disposent les ZAP et les CISCO.

Résultats clés et conclusions – Efficacité

- Les résultats avancés par le PAM, dans les SPR et ACR, paraissent contradictoires en ce qui concerne l'atteinte des résultats. Alors que nombre de bénéficiaires prévus est atteint, la quantité de nourriture initialement prévue n'a pas pu être distribuée. Ces indicateurs ne permettent pas de bien comprendre le degré d'atteinte des résultats. L'indicateur du nombre de jours de cantines n'est plus relevé depuis l'année 2017.
- Le manque de financement a obligé le PAM à faire des décisions stratégiques quant au type de programmes qu'il a choisi de mettre en œuvre. Durant la période évaluée, le PAM a conféré la priorité à la distribution de vivres au détriment des programmes d'ASBAL.
- Le PAM travaille aux trois niveaux de renforcement des capacités (au niveau de l'environnement favorable, au niveau institutionnel et au niveau de l'autonomisation des individus et des communautés).
- Le manque de moyen dont disposent les ZAP et les CISCO entraîne un manque de suivi régulier et efficace des cantines scolaires malgré le renforcement des capacités institutionnelles délivré par le PAM.
- Le renforcement des capacités, au niveau des individus et des communautés, dispensé annuellement par le PAM n'est pas toujours suffisant en matière de fréquence pour assurer le bon fonctionnement des cantines.

2.3. Critère de l'efficience

69. Les questions liées à l'efficience du programme sont les suivantes :

- Q.8. Quel était le délai de réception des fonds et / ou des dons en nature ?

- Q.9. Dans quelle mesure les livraisons de nourriture aux écoles ont-elles été effectuées en temps voulu et en quantité suffisante ?

70. Selon les témoignages des personnes rencontrées, les retards de livraisons ne semblent pas être un problème majeur même s'il arrive parfois que les livraisons trimestrielles arrivent avec une semaine ou deux de retard. Le réseau routier des régions du Sud est principalement composé de pistes en terre abimées par l'érosion causée par les pluies diluviennes qui balayent régulièrement la région. Si en saison sèche les routes sont déjà difficilement praticables, il est fréquent qu'en saison des pluies elles ne soient pas praticables durant plusieurs semaines.

71. Le programme de cantines scolaires du PAM a pour objectif d'apporter 140 grammes de riz, 30 grammes de légumineuse et 10 grammes d'huile par élève ou adulte durant les 175 jours d'écoles de l'année scolaire (le poids du sel et des micronutriments n'est pas considéré dans le calcul qui suit). Cela représente 31,5 kilos de nourriture par an et par personne. En 2017, le nombre de bénéficiaires était de 286 311 élèves et 11 000 adultes, soit 297 311 personnes. En théorie il aurait fallu 9 300 tonnes pour nourrir les bénéficiaires comme prévu. Selon le SPR 2017, seulement 5 526 tonnes ont été distribuées, soit 59% de la quantité réellement nécessaire.

Résultats clés et conclusions – Efficience

- S'il existe certains retards de livraison, leur fréquence n'a pas l'air d'être un problème majeur dans les écoles visitées durant la mission de collecte de données.
- La quantité livrée aux écoles n'est pas suffisante pour couvrir les besoins des élèves tout au long de l'année scolaire.

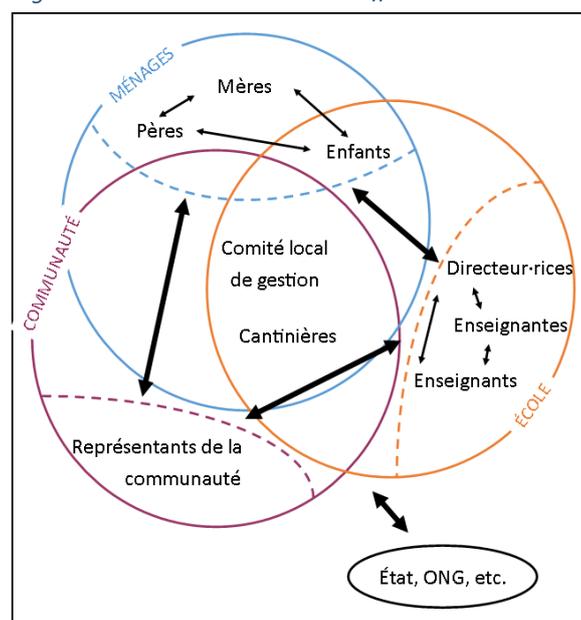
2.4. Critère de l'impact

72. Les questions liées à l'impact du programme sont les suivantes :

- Q.10. Dans quelle mesure la présence de repas à l'école réduit-elle les stratégies d'adaptation négatives au niveau des ménages ?
- Q.11. Les repas scolaires viennent-ils en supplément aux repas fournis à la maison ou un substitut ?
- Q.12. Les repas scolaires réduisent-ils la faim à court terme chez les enfants d'âge scolaire ?
- Q.13. Quels en sont les facteurs médiateurs et modérateurs ?
- Q.14. Dans quelle mesure la fourniture de repas scolaires augmente-t-elle la scolarisation des enfants des ménages vulnérables ?
- Q.15. Dans quelle mesure la fourniture de repas scolaires augmente / stabilise-t-elle la fréquentation scolaire ?
 - Q.16. Dans quelle mesure la fourniture régulière de repas à l'école contribue-t-elle à l'achèvement des études primaires ?
 - Q.17. Le programme a-t-il eu un impact sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes ?

73. Cette partie du rapport reprend les thèmes émergents des entretiens avec les différents membres de la communauté : les parents, les enfants, le corps enseignant, les cantinières, le CLG et les représentants de la communauté. Ces entretiens permettent d'une part d'avoir une compréhension globale des raisons qui incitent les enfants à s'inscrire et à rester à l'école sans se focaliser uniquement sur le rôle joué par les cantines scolaires. Ils permettent également de comprendre comment certains facteurs influents peuvent venir interférer avec les mécanismes de la TdC et d'explorer certaines explications alternatives ayant un impact sur les résultats. Ainsi, ces entretiens ont permis de répondre aux questions d'évaluations ci-dessus. En écoutant ces différents acteurs, l'EE a non seulement pu mieux cerner les interactions qui peuvent exister entre les différents acteurs au sein de la communauté, mais également avec la société au sens plus large (voir figure 13). Les questionnaires utilisés sont présentés à l'annexe 15⁶².

Figure 13 : Interactions entre les différents acteurs



⁶² Ces questionnaires avaient été traduits en malagasy afin de s'assurer que la traduction par les enquêteurs soit correcte.

74. Comme mentionné précédemment, le cadre REF a permis d'évaluer de degré d'influence des facteurs et des mécanismes identifiés en utilisant cinq attributs repris ci-dessous :

- Certitude : mesure dans laquelle les résultats observés correspondent à ceux prédits par le facteur ou le mécanisme.
- Robustesse : la mesure dans laquelle le facteur ou le mécanisme est identifié comme un contributeur.
- Portée : la mesure dans laquelle le facteur ou le mécanisme contribue au résultat observé.
- Prévalence : la mesure dans laquelle le facteur ou le mécanisme contribue au résultat observé dans l'environnement global de mise en œuvre.
- Fondement théorique : le facteur ou mécanisme est fondé sur la théorie (il peut s'identifier à des études existantes).

75. Le cadre REF est repris dans le texte, et sa version complète est présentée à l'annexe 16.

76. Pour compléter l'analyse qualitative, les données quantitatives des 367 questionnaires des enfants du CM1 et du CM2 (cours moyen 1 et 2)⁶³ ont permis à l'EE de faire une analyse de la : relation entre la fréquentation scolaire et certaines variables (voir tableau 2). L'annexe 17 reprend les détails de l'analyse de la régression⁶⁴ permettant d'éclairer ces relations. L'annexe 18 reprend toutes les questions posées aux élèves ainsi que les réponses. Les résultats principaux sont intégrés dans le texte.

« ON ENVOIE NOS ENFANTS A L'ECOLE POUR AVOIR UN BEL AVENIR. NOUS VOULIONS QUE NOS ENFANTS, NOS FILLES ET NOS FILS REUSSISSENT DANS LA VIE. AU MOINS, NOS ENFANTS POURRONT SAVOIR COMPTER DE L'ARGENT. »

ENTRETIEN AVEC UNE FAMILLE

Tableau 2 : Relation entre la fréquentation scolaire et les variables correspondantes

VARIABLES	Tous les enfants	Écoles avec cantines scolaires	Écoles sans cantine scolaire	Groupe de comparaison
Filles		Négative**		Garçons
Présence de l'enseignant			Positive**	Enseignants moins présents
Les parents posent des questions à propos l'école				Parents qui posent moins de questions à propos de l'école
Les parents posent des questions à propos des devoirs				Parents qui posent moins de questions à propos des devoirs
Les parents vont aux réunions de l'école	Positive*	Positive***		Les parents qui assistent moins aux réunions scolaires
Motivation de l'enfant				Enfants moins motivés
L'enfant mange à la cantine tous les jours				Enfants qui mangent moins souvent à l'école
L'école fait partie du programme joint OIT/UNICEF/PAN	Positive**	Positive**		L'école ne fait pas partie du programme joint
Betioky				Enfants vivant à Toliara I
Ampanihy		Positive**	Négative**	Enfants vivant à Toliara I
Toliara_II				Enfants vivant à Toliara I
N	367	261	116	

La relation positive représente un effet positif et la relation négatif représente un effet négatif. Si la cellule est vide, il n'y a pas de relation statistique.

(*), (**), (***) représentent le niveau de signification statistique. Plus le nombre de * est élevé, plus la signification statistique est importante.

"Positive" signifie plus susceptible de fréquenter l'école et "Négative" signifie moins susceptible de fréquenter l'école.

N représente le nombre d'enfants dans chaque groupe.

L'importance accordée à l'éducation – une explication alternative des résultats

77. Il ressort des divers entretiens avec les parents (groupes de discussion et enquêtes après des ménages) que la raison principale pour laquelle les parents envoient leurs enfants à l'école est pour apprendre à lire et à écrire (60% à 85% des cas). Les parents disent qu'il est important que leurs enfants aillent à l'école pour assurer le *vali-babena*, quand l'enfant adulte prendra soin de ses parents dans le futur. L'entraide intergénérationnelle liée au respect envers les

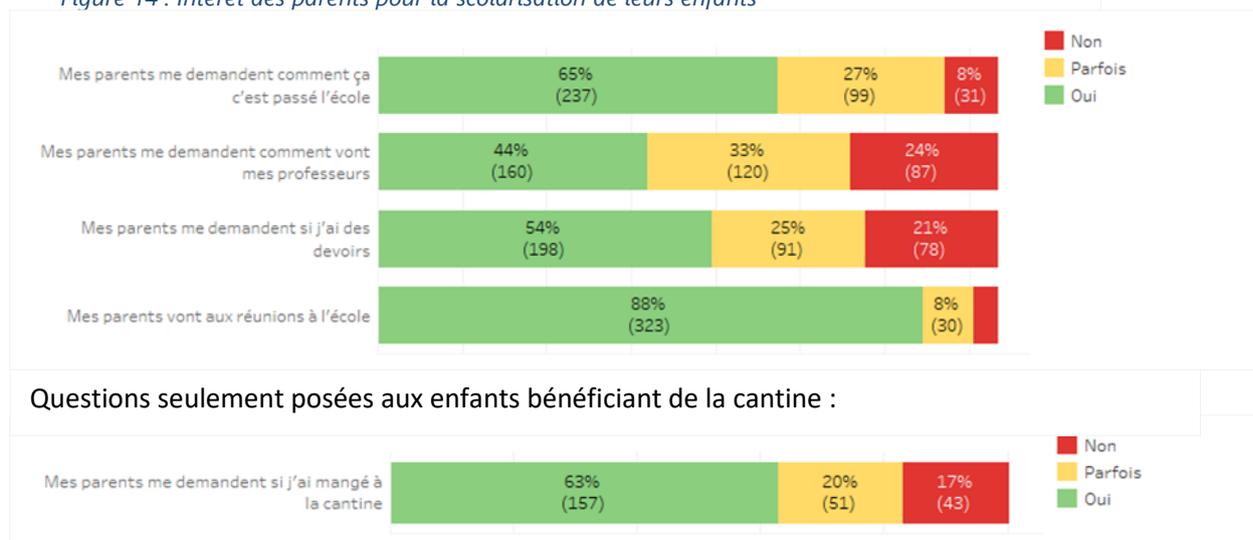
⁶³ À Madagascar, le primaire est composé de six années : CP1, CP2, CE1, CE2, CM1 et CM2.

⁶⁴ L'analyse de régression est une méthode statistique de modélisation des relations entre différentes variables (dépendantes et indépendantes). Elle permet de décrire et d'analyser les relations entre les données.

parents et les aînés est un élément essentiel de la culture malgache. Par ailleurs, comme il est expliqué plus loin (para 87), c'est également la qualité de l'enseignement qui est importante aux yeux des parents des communautés visitées. Dans une des communautés visitées, certains parents préféreraient envoyer leurs enfants dans l'école catholique sans cantine scolaire plutôt qu'à l'école publique avec cantines. Ils voulaient privilégier la qualité de l'enseignement et des infrastructures. Les entretiens qualitatifs menés auprès des différents groupes nous ont permis de constater que le manque de diversité et l'accès à l'eau ont été mis en évidence comme des problèmes liés à la qualité des aliments. Cependant, lorsque nous comparons avec l'importance de la qualité des enseignants, ces questions ne semblent pas (suffisamment) affecter les inscriptions ou la rétention scolaire. Les entretiens qualitatifs montrent également que si l'une des deux écoles voisines devient une école du programme conjoint, les enfants de l'école non impliquée dans un programme conjoint sont susceptibles d'être transférés vers l'école du programme conjoint. En outre, les résultats quantitatifs montrent que les enfants qui se sont inscrits dans les écoles du programme conjoint sont susceptibles de fréquenter davantage que les enfants des écoles qui ne font pas partie du programme conjoint. Ces résultats pourraient refléter le fait que l'infrastructure est un facteur qui contribue à l'inscription.

78. Afin de ne pas accorder une importance exagérée à la place que pourraient occuper les cantines scolaires lors des entretiens et des groupes de discussion, les questions relatives aux cantines ont systématiquement été abordées dans un second temps. Il en ressort des discussions avec les parents d'élèves, que même si les cantines scolaires représentent un gain d'argent et de temps, l'existence ou non de la cantine ne fait pas partie des raisons principales pour lesquelles les parents inscrivent leurs enfants à l'école.
79. Le questionnaire posé aux enfants en classe de CM1 et CM2 permet également de voir que de manière générale, les parents s'intéressent réellement à l'éducation de leurs enfants. Selon les enfants, plus de 80 % des parents assistent aux réunions à l'école, et plus de 65% s'intéressent à la journée en classe de leurs enfants (voir figure 14).
80. Le cadre REF (tableau 3) attribue un degré d'influence élevé à cette explication alternative. Il est essentiel d'intégrer les

Figure 14 : Intérêt des parents pour la scolarisation de leurs enfants



cantines scolaires dans une approche holistique de l'accès à l'éducation primaire. Les cantines scolaires ont un rôle important, mais doivent considérer d'autres approches si le but ultime est une augmentation des taux d'inscription, de présence et de rétention scolaire.

Tableau 3 : Cadre REF - Autres incitations à envoyer les enfants à l'école que la cantine scolaire

Description*		Degré d'influence**				
Facteur influent / Explication alternative	Mécanisme	Certitude	Robustesse	Portée	Prévalence	Fondement théorique
Autres incitations à envoyer les enfants à l'école que la cantine scolaire	Des incitations non liées à l'alimentation scolaire, telle que l'investissement des parents dans l'éducation, contribuent à l'amélioration des résultats scolaires.					
Se référer à l'annexe 15 pour plus de détails concernant le cadre REF						
	Degré d'influence élevé		Degré d'influence moyen		Degré d'influence faible	

* Description des facteurs et des explications alternatives les plus frappants. ** *Certitude* : les résultats observés correspondent à ceux prédits. *Robustesse* : le facteur ou le mécanisme est identifié comme un contributeur. *Portée* : le facteur ou le mécanisme contribue au résultat observé. *Prévalence* : le facteur ou le mécanisme contribue au résultat observé dans l'environnement global de mise en œuvre. *Fondement théorique* : le facteur ou mécanisme est fondé sur la théorie.

81. Les résultats quantitatifs confirment les conclusions des entretiens qualitatifs qui ont montré que l'investissement parental dans la scolarité des enfants joue un rôle majeur dans les résultats scolaires. En effet, l'analyse de régression des données quantitatives du questionnaire des enfants (annexe 17) montre également l'impact qu'a l'investissement des parents dans la fréquentation scolaire (voir tableau 2). Les résultats de la colonne 1 et 2 montrent que les enfants dont les parents sont investis dans leur éducation sont plus susceptibles d'aller à l'école (respectivement significatif à 10 % et 1%). Autrement dit, de manière plus générale, les enfants dont les parents assistent aux réunions scolaires sont environ 0,9 fois plus susceptibles d'aller à l'école que les enfants dont les parents ne le font pas. La colonne 3 indique que les enfants dont les parents posent des questions sur l'école sont environ 1,7 fois plus susceptibles d'aller à l'école que leurs homologues (significatif à 10 %). En somme, nous constatons que l'investissement des parents, d'une manière ou d'une autre, est nécessaire pour la fréquentation scolaire.

L'inscription scolaire, une donnée difficile à mesurer

82. Selon tous les témoignages recueillis, il est certain que la mise en place d'une cantine scolaire augmente le taux d'inscription scolaire dans l'école qui en bénéficie. Cependant, il ne serait pas juste de considérer que le nombre de nouveaux élèves correspond réellement à une augmentation de l'inscription scolaire au niveau du CISCO. Comme nous l'ont expliqué plusieurs directeur-riche-s, la cantine scolaire vide en partie les écoles avoisinantes pour remplir l'école bénéficiaire. Ainsi, l'augmentation du taux d'inscription auquel le PAM pourrait prétendre avoir contribué ne correspond en partie qu'à un déplacement d'élève d'une école à l'autre. Si la cantine scolaire contribue à l'augmentation du taux d'inscription dans une école, elle contribue également à l'augmentation du taux d'abandon scolaire dans une autre. Pour pouvoir connaître le taux d'inscription scolaire réel, il faudrait considérer les taux d'abandon des écoles dans un rayon d'une dizaine de kilomètres autour de l'école, ou alors demander à chaque nouvel inscrit la raison de son inscription⁶⁵, ce qui demanderait un suivi très serré. Ainsi, il est très difficile de savoir à quel point la cantine scolaire contribue à l'inscription scolaire.

« NOUS DEMANDONS UNE CANTINE SCOLAIRE CAR NOS ENFANTS MIGRENT VERS LAVAPOSA, L'ÉCOLE PRIMAIRE PUBLIQUE LA PLUS PROCHE, PUISQUE CELLE-CI DISPOSE D'UNE CANTINE SCOLAIRE. »

GROUPE DE DISCUSSION AVEC LES PERES

Raison de l'absence scolaire – une explication alternative des résultats

83. Il a été demandé aux parents les raisons qui pouvaient faire que leurs enfants n'aillent parfois pas à l'école. Il y a d'une part les raisons d'ordre culturel qui régissent la vie de la famille et de la communauté : les mariages traditionnels, les circoncisions de masse, les funérailles qui peuvent parfois durer une semaine entière, les jours de marché qui dans certaines communautés font que l'école ferme un jour dans semaine, les jours sacrés et les travaux de la famille. Il y a parfois les raisons liées à la météo. Durant la saison des pluies, il est fréquent que les enfants ne puissent pas venir à l'école. Cela est principalement problématique pour les enfants qui habitent loin de l'école. Il est fréquent que les enfants aient à faire plus de 5km pour venir en cours. Les raisons d'ordre financier sont également existantes. Même si l'école est en théorie gratuite, les familles doivent payer une cotisation à l'association des parents d'élèves (le FRAM) et doivent acheter le matériel scolaire (stylo et cahier). Une autre raison qui est régulièrement rapportée par les parents est la fréquentation scolaire liée à l'interruption momentanée des cantines scolaires. « S'il n'y a pas de fumée qui sort de la cantine, certains enfants préfèrent ne pas aller à l'école⁶⁶ ».
84. Il ressort des entretiens que la fréquentation et la rétention scolaires sont liées à une multitude de choix, de contraintes et d'obligations. Néanmoins, les considérations économiques tiennent une place essentielle liée à l'organisation familiale. Les familles d'éleveurs et d'agriculteurs n'ont pas toujours le luxe de pouvoir se passer de la main d'œuvre de leurs enfants pour subvenir aux besoins du foyer tout au long de l'année. Durant la saison des pluies, les enfants aident souvent leurs parents pour les travaux des champs et tout au long de l'année, il faut quelqu'un

« IL Y A DES PARENTS QUI ENVOIENT JUSTE DEUX OU TROIS DE LEURS ENFANTS A L'ÉCOLE. POUR LES GARÇONS, LES PARENTS NE LES ENVOIENT PAS POUR QU'ILS VEILLENT SUR LE BETAIL. POUR LES FILLES, C'EST LE MARIAGE TROP PRECOCE QUI LES EMPECHE D'ALLER A L'ÉCOLE. »

ENTRETIEN AVEC UN ENSEIGNANT

⁶⁵ S'il les écoles malgaches dans les villages délivrent systématiquement des certificats de transfert scolaire, le PAM pourrait s'y référer pour affiner ses données.

⁶⁶ Propos recueillis lors d'un entretien avec une ONG locale.

pour surveiller les troupeaux de zébus, c'est souvent le rôle des jeunes garçons. Dans les familles nombreuses, il semble fréquent qu'un garçon et une fille soient retirés de l'école avant la fin du primaire pour assister les parents au foyer.

85. Une autre raison importante de la fréquentation scolaire est l'absentéisme des enseignants (et/ou directeur-rices) qui est souvent rapporté par les parents et les représentants de la communauté lors des groupes de discussions, mais également par les enfants qui estiment que leurs professeurs sont des fois (22%) ou souvent (3%) absents (voir figure 15). Plusieurs groupes de discussion (6 sur 20) avec les mères font état de plaintes concernant l'absentéisme récurrent des enseignants et de leur manque de compétences. Cela confirme certains chiffres qui estiment qu'environ 58% des élèves ont un enseignant qui s'absente entre un et trois jours par mois pour aller récupérer son salaire.⁶⁷ Plusieurs parents expriment leur manque de motivation d'envoyer leurs enfants à l'école dans cette situation. Au contraire, certaines écoles ne recevant plus de cantines scolaires ne se voient pas affectées par une augmentation du taux d'absentéisme. Cela s'explique par l'implication des enseignants dans la vie scolaire, leurs compétences et par la confiance qu'ils dégagent vis-à-vis des parents et des élèves.⁶⁸

Figure 15 : Absentéisme des enseignants (extrait du questionnaire aux élèves)



86. Les aléas climatiques sont cités comme des raisons de l'absentéisme scolaire et la saison des pluies réduit le nombre de jours d'écoles d'un bon nombre d'élèves. Cependant, cette cause est difficilement maîtrisable, surtout quand il s'agit de cyclones importants. En 2016, le phénomène océanique El Niño a fait d'énormes dégâts dans le Sud de Madagascar est cela se traduit par la baisse des indicateurs du PAM pour l'année 2016 (voir annexe 4). Cependant, il est difficile de prendre en compte de tels éléments ponctuels et massifs dans le cadre d'un programme axé sur les résultats scolaires.
87. La compétence des directeurs et des enseignants a également été remise en cause lors des échanges avec les parents et les représentants de la communauté. Si, dans certain cas, l'exemple d'enfants du village ayant obtenu un diplôme dans le secondaire pousse les parents à envoyer leurs enfants à l'école, dans d'autres cas la baisse de la motivation d'envoyer les enfants à l'école est présente quand les parents estiment que les enseignants ne sont pas compétents. Le rapport PASEC (2017) indique qu'il y a une différence de scores, significative en lecture et mathématiques, chez les élèves en fonction du diplôme et de la formation du directeur. En 2017, plus de 65% des directeurs d'écoles de la région de Tuléar n'avaient aucune formation professionnelle d'enseignant. Le cadre REF (tableau 4) reprend cette explication alternative à la fréquentation scolaire :

Tableau 4 : Cadre REF - Absence / compétences des enseignants

Description*		Degré d'influence**				
Facteur influent / Explication alternative	Mécanisme	Certitude	Robustesse	Portée	Prévalence	Fondement théorique
Absence / compétences des enseignants	Car la présence et la compétence des enseignants peuvent avoir un facteur de motivation des parents et des enfants quant à la fréquentation scolaire.					
Se référer à l'annexe 15 pour plus de détails concernant le cadre REF						
	Degré d'influence élevé		Degré d'influence moyen		Degré d'influence faible	

* Description des facteurs et des explications alternatives les plus frappants. ** *Certitude* : les résultats observés correspondent à ceux prédits. *Robustesse* : le facteur ou le mécanisme est identifié comme un contributeur. *Portée* : le facteur ou le mécanisme contribue au résultat observé. *Prévalence* : le facteur ou le mécanisme contribue au résultat observé dans l'environnement global de mise en œuvre. *Fondement théorique* : le facteur ou mécanisme est fondé sur la théorie.

88. L'analyse des données quantitatives du questionnaire des enfants (voir tableau 2) montre également l'importance de la présence des enseignants. Ainsi, dans les écoles sans cantine, les enfants avec des enseignants qui sont régulièrement présents sont environ 1,7 fois plus susceptibles d'aller à l'école que les enfants avec des enseignants moins présents (significatif à 5 %).

⁶⁷ PASEC, Performances du système éducatif malgache – Compétences et facteurs de réussite au primaire, 2017

⁶⁸ Cela s'est vu dans une école gérée par une ONG et dans une autre gérée par un couple d'enseignants très engagés.

89. Il n'a pas été possible à l'EE d'évaluer correctement les raisons principales pour lesquelles certains enfants ne sont tout simplement pas inscrits à l'école. Pour cela il aurait fallu rencontrer des communautés ou des familles qui ne scolarisent pas leurs enfants. Pour tenter d'avoir une explication, les enquêteurs ont demandé les raisons qui poussent certains parents à ne pas inscrire leurs enfants à l'école. Selon les différents membres de la communauté, la distance d'un établissement scolaire en serait la cause principale à laquelle s'ajoute le problème des coûts directement liés à l'éducation.
90. Pour finir cette discussion sur la fréquentation scolaire, il peut être intéressant de définir le terme de fréquentation scolaire. Dans une des écoles rencontrées, une fois le repas servi, tout le monde rentrait chez soi, élève comme enseignants. À 10h30, l'école était vide. Dans ce cas extrême, la cantine scolaire est le facteur unique qui contribue à la fréquentation scolaire. La question qu'il faut se poser est le sens que l'on met au mot scolaire. Parle-t-on de scolarisation, d'enseignement, d'apprentissage, ou parle-t-on du lieu de l'école ? Si l'on prend l'autre extrême, celle de l'école ABC Domino qui a dû arrêter la cantine scolaire durant une année scolaire sans pour autant voir son taux de fréquentation diminuer, la fréquentation scolaire est entièrement due à la qualité de l'enseignement fourni⁶⁹. Dans le contexte de la majeure partie des écoles rencontrées, le curseur des raisons de la fréquentation scolaire est un mélange entre la qualité de l'enseignement, la cantine scolaire et les priorités des ménages selon l'époque de l'année et leurs moyens de subsistance. Ainsi, pour répondre à la première question d'évaluation de cette section, il n'est pas possible d'affirmer à quel point les cantines scolaires permettent de réduire certaines stratégies d'adaptation négatives⁷⁰ des ménages, car la présence des repas à l'école n'a pas la même valeur aux yeux des parents selon la qualité de l'environnement scolaire.

Relations communauté / CLG ou communauté / corps enseignant – un facteur influent sur les mécanismes

91. Tout programme de développement doit se baser sur une appropriation de la part de la communauté dans laquelle il s'inscrit. Cela permet d'assurer un bon fonctionnement du programme et, éventuellement, une possibilité de pérennité. Par les nombreux entretiens et groupes de discussion avec les représentants des communautés et les parents d'élèves, il s'avère que les tensions entre les CLG et les communautés sont assez fréquentes.
92. Un manque de compréhension des « règles » de la cantine scolaire est un thème qui émane des discussions. L'exemple récurrent est le manque de transparence quant à la nourriture que les cantinières ont le droit de recevoir. Certains parents et représentants de la communauté se plaignent de ne pas comprendre pourquoi certaines cuisinières rentrent chez elles avec des gamelles contenant encore pas mal de riz alors que leurs enfants ont encore faim après la cantine⁷¹. Cependant, si certaines personnes affichent aisément leur mécontentement, beaucoup ne se sentent pas légitimes pour se plaindre. D'autres personnes dénoncent la mauvaise gestion des stocks et prétendent à des arrangements entre différents membres du CLG et/ou du corps enseignant à des fins personnelles. Parfois se sont des raisons politiques et/ou ethniques qui créent des tensions. Dans une des communautés, le CLG est tenu par des gens d'une seule ethnie qui est en « opposition » avec le chef *fokontany* (chef du village).
93. Les divergences politiques, la crainte de se plaindre, les tensions au sein des communautés sont tout à fait compréhensibles, et l'EE d'évaluation n'a pas cherché à confirmer ni à dénoncer les faits qui ont pu lui être rapportés. Cependant, ces tensions se répètent fréquemment et il n'y a pas de solutions proposées aux communautés. Les agents du PAM ne passent que deux ou trois fois par an dans les écoles, et les chefs ZAP et CISCO n'ont pas non plus les moyens à disposition (notamment en matière de personnel et de moyen de transport) pour effectuer un suivi régulier. En d'autres termes, la communauté n'a personne vers qui se retourner pour désamorcer les inquiétudes ou les incompréhensions avant qu'elles ne se transforment en problèmes plus graves pouvant parfois mener à la fermeture des écoles. Par exemple, le bureau terrain du PAM d'Ambovombe a fermé 97 écoles sur les 645 dans lesquelles il travaille depuis l'année scolaire 2014/15 à la suite de problèmes de gestion. Cela représente 15% des écoles appuyées.
94. Le cadre REF (tableau 5) attribue un degré d'influence relativement élevé au facteur influent de l'acceptation du programme par la communauté comme ayant un impact sur la mise en œuvre du programme de cantines scolaire (cf. annexe 16). L'acceptation au niveau de toute la communauté, et pas seulement au niveau du CLG, de l'école et des autorités, est essentielle pour l'atteinte des objectifs du programme.

⁶⁹ Les instituteurs de l'école ABC Domino sont recrutés selon leurs compétences, et sont nourris et logés par l'association qui gère l'école. ABC Domino est une école privée.

⁷⁰ Par stratégies négatives d'adaptation, l'EE fait référence aux raisons qui feraient que les parents décident que leurs enfants ratent quelques jours d'école, considérant que ce qu'il y a à faire à la maison soit plus important que d'aller à l'école.

⁷¹ Dans le questionnaire des enfants, on peut voir que plus de 40% des enfants disent avoir encore faim après le repas à la cantine.

Tableau 5 : Cadre REF - Acceptation du programme par la communauté

Description*		Degré d'influence**				
Facteur influent / Explication alternative	Mécanisme	Certitude	Robustesse	Portée	Prévalence	Fondement théorique
Acceptation du programme par la communauté	Parce que si les membres de la communauté acceptent le programme, ils faciliteront la mise en œuvre du programme.					
Se référer à l'annexe 15 pour plus de détails concernant le cadre REF						
Degré d'influence élevé		Degré d'influence moyen		Degré d'influence faible		

* Description des facteurs et des explications alternatives les plus frappants. ** *Certitude* : les résultats observés correspondent à ceux prédits. *Robustesse* : le facteur ou le mécanisme est identifié comme un contributeur. *Portée* : le facteur ou le mécanisme contribue au résultat observé. *Prévalence* : le facteur ou le mécanisme contribue au résultat observé dans l'environnement global de mise en œuvre. *Fondement théorique* : le facteur ou mécanisme est fondé sur la théorie.

Moyens matériels et financiers à disposition – un facteur influent sur les mécanismes et une explication alternative aux résultats

95. Dans la grande majorité des écoles rencontrées, les cuisinières ainsi que les CLG ont fait part de la vétusté et du manque d'ustensiles pour cuisiner et servir les repas (louches, marmites, seaux, assiettes, cuillers, verres, etc.). Dans la majorité des écoles rencontrées, l'eau n'est pas présente. Elle doit être apportée tous les jours. Dans certaines écoles les enfants apportent des bouteilles d'eau tous les matins, dans d'autres les cuisinières vont en chercher pas loin. Certaines écoles ont disposition des récupérateurs d'eau de pluie, mais ils sont régulièrement à court d'eau. Le bois de chauffage est également un élément critique pour la confection des repas. Au-delà de faire à manger, les cuisinières doivent donc pallier aux problèmes logistiques, souvent en cotisant elles-mêmes. Elles réclament toutes une aide pour ces problèmes qu'elles ont parfois du mal à résoudre seules. En théorie, les cantinières ne sont pas rémunérées et elles ont le droit à un repas par jour qu'elles doivent consommer dans l'enceinte de l'établissement scolaire. Il est ainsi compréhensible que dans certains cas les cantinières s'y retrouvent en s'octroyant plus que le repas officiellement prévu pour elles avec l'approbation du CLG et/ou du/de la directeur-riche. La rémunération de cantinières est un élément qui revient régulièrement.
96. Le manque d'eau fait qu'elle est utilisée en priorité pour cuisiner, puis ensuite pour boire. Quasiment aucune des écoles rencontrées n'avait assez d'eau pour permettre aux enfants de se laver les mains avant et après le repas. Le manque de savon a également été un élément rapporté par les cantinières et les enseignants. La sensibilisation à l'hygiène fait partie des activités mises en place par le PAM au sein du paquet essentiel d'activités⁷². Cette sensibilisation a pour objectif de réduire les risques de maladies et ainsi baisser les taux d'absentéisme des élèves. Le lavage des mains avant les repas en est pratiquement la base. Dans les écoles rencontrées, il n'est pas possible d'affirmer que cet objectif soit atteint.
97. Certaines écoles rencontrées ont bénéficié de transferts monétaires pour pouvoir diversifier leur repas. Selon les recommandations du PAM, chaque jour de la semaine le repas était agrémenté de poisson, de viande, de légumes, de fruits, etc. Cependant, le budget alloué à l'achat de nourriture (autour de 150 ariarys par enfant et par jour, soit 0,04 dollar É.-U) ne permet pas d'avoir une diversification suffisante. Ainsi, il n'est pas possible d'offrir un fruit par enfant et par jour. Les cantinières expliquent que les bananes sont parfois coupées en deux ou trois pour qu'il y en ait pour tout le monde. Quand il y a de la viande, les enfants en reçoivent une quantité très réduite.
98. Au niveau du corps enseignant, le manque de matériel (livres, manuels, règle compas, cartes, etc.) et de ressources humaines et constamment évoqué. Cela les empêche de pouvoir mettre en pratique les formations qu'ils reçoivent de la part de l'UNICEF et du MEN. Cela rend l'apprentissage des élèves plus difficile. Une chose majeure qui n'est pas mise à disposition des enseignants est l'accès facile à leur salaire. Cela est une cause majeure de leur absence car ils

« LA CUISINE AUSSI DOIT ETRE REPARÉE. NOUS CUISINONS AVEC LE BOIS DE CHAUFFAGE ET POUR CELA, CHAQUE ENFANT PAIE 200 ARIARYS PAR MOIS. MAIS PARFOIS IL N'Y A PAS DE BOIS, DONC CE SONT LES CUISINIÈRES QUI FONT UNE COTISATION POUR EN ACHETER. »

GROUPE DE DISCUSSION AVEC DES CANTINIÈRES

⁷² Le paquet essentiel d'activité comprend : l'éducation de base – l'alimentation pour l'éducation – la promotion de l'éducation des filles – l'eau potable et latrine – l'éducation à la santé, à la nutrition et à l'hygiène – le déparasitage systématique – la supplémentation en micronutriments – des interventions VIH et sida – l'éducation au soutien psychosocial – la prévention du paludisme – les jardins scolaires – les poêles améliorés.

doivent rejoindre la ville la plus proche et s'absenter ainsi parfois 2 ou 3 jours. Selon un rapport de l'UNICEF (2012) ⁷³, les jours d'absence d'un directeur en EPP non communautaire seraient de 23,5 jours par an, et ceux d'un enseignant fonctionnaire de 14,7 jours.

99. L'analyse des données quantitative du questionnaire des enfants (voir tableau 2) montre également qu'en général les enfants qui fréquentent une école du programme conjoint sont environ une fois plus susceptibles d'aller à l'école que les enfants inscrits dans des écoles sans programme conjoint (significatif à 5 %). Quant aux enfants dans les écoles avec cantines scolaires, ils sont 1,3 fois plus susceptibles d'aller à l'école que leurs homologues (significatif à 5 %). Selon les groupes de discussions, les communautés avec des écoles construites par l'OIT sont plus « fières » de leurs écoles (voir annexe 19 qui représente une école construite par l'OIT). Il semblerait que l'importance accordée à l'école et à ces bâtiments par les intervenants externes (en l'occurrence l'OIT qui y construit des bâtiments en dur) contribue à ce que les populations bénéficiaires y accordent plus d'importance également.
100. L'analyse des données quantitative du questionnaire des enfants (voir tableau 2) laisse également apercevoir des différences de fréquentation au niveau des différents CISCO. Cela pourrait être étudié plus en avant car l'EE n'est pas en mesure de déterminer les raisons pour lesquelles les enfants d'Ampanihy sont plus susceptibles de fréquenter l'école que les enfants de Toliara I lorsqu'il y a une cantine présente à l'école. Également à noter, les enfants qui fréquentent une école sans cantines sont 2,6 fois moins susceptibles d'aller à l'école dans le CISCO d'Ampanihy.

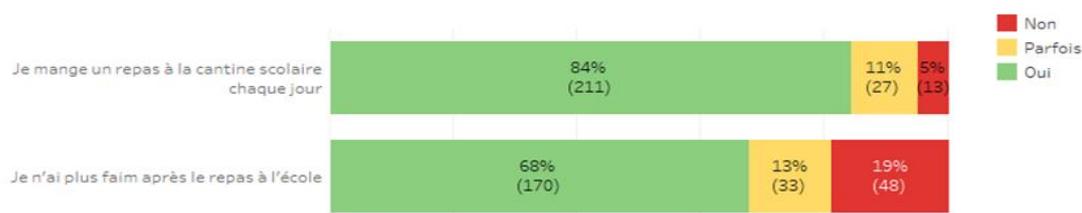
Qualité et quantité de la nourriture distribuée—un facteur influent sur les mécanismes

101. Plusieurs questions concernant les repas pris à l'école et à la maison ont été posées aux enfants. Elles sont reprises dans la figure 16. Il est important de noter que l'évaluation a eu lieu durant la période de soudure, qui est généralement la période durant laquelle l'accès à la nourriture est plus difficile. Autour de 10% des enfants affirment ne pas manger avant de venir à l'école et 30 % ne pas manger après l'école. Dans ce genre de situations, le repas de

Figure 16 : Réponses à propos des repas et de la faim (extrait du questionnaire aux enfants)



Questions seulement posées aux enfants bénéficiant de la cantine :



la cantine peut être considéré comme un substitut des repas fournis à la maison. Cependant, la cantine scolaire ne semble pas rassasier tous les appétits : entre 19% et 32% des enfants déclarent encore avoir faim après la cantine. De ce fait, il n'est pas possible d'affirmer que les repas scolaires permettent de réduire la faim à court terme pour une bonne partie des enfants. Cette constatation fait écho avec le ratio enfants/quantité de nourriture discuté au paragraphe 71. La question qui se pose est de savoir dans quelle mesure les cantines scolaires permettraient de réduire la faim sur le court terme (notamment durant la période de soudure) si le programme avait vraiment pu livrer 180 grammes de nourriture par enfants et par jour comme initialement prévus. Considérant le pourcentage d'enfants ayant faim en arrivant à l'école (entre 34% et 52%) et celui des enfants ayant faim avant d'aller se coucher (entre 32% et 50%) on peut considérer que les cantines scolaires sont d'une importance non négligeable pour une grande partie des enfants, voir un substitut pour les élèves qui ne mangent pas chez eux soit le soir, soit le matin. Pour répondre à

⁷³ D'Aiglepierre. R ; Exclusion scolaire et moyens d'inclusion au cycle primaire à Madagascar ; UNICEF 2012

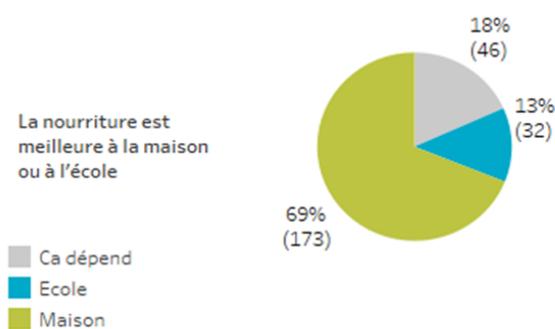
la question de la réduction de la faim, il faudrait mener une étude plus poussée dans le cadre d'une école qui respecterait en tous points le programme du PAM (quantité de nourriture donnée aux enfants, qualité de la nourriture, etc.) avec un suivi très régulier.

102. Les membres du CLG et les directeur-riche-s ne rapportent aucun problème concernant la qualité et la quantité des vivres lors de la livraison par les transporteurs sous-traités par le PAM, hormis certains retards de livraison dépassant rarement les deux semaines de retard. Cependant, la qualité des vivres est fréquemment détériorée due à un mauvais stockage et/ou une mauvaise gestion. Plusieurs cantinières et membres de CLG ont rapporté avoir trouvé des insectes dans les légumineuses (niébé ou pois cassé).

103. La quantité de nourriture distribuée a également été un sujet récurrent lors des divers entretiens et groupes de discussion. Malgré une dose standard imposée par le programme, la dose servie aux enfants diffère parfois d'un repas à l'autre ou d'une école à l'autre, ce qui alimente à nouveau la méfiance de certains parents vis-à-vis du programme de cantines scolaires.

104. La diversification alimentaire est également une préoccupation émanant de toutes les personnes des communautés rencontrées. Les parents affirment que, depuis plusieurs années, leurs enfants ne mangent à l'école que du riz et des pois cassés⁷⁴. D'une année sur l'autre les pois cassés sont remplacés par le niébé, ce qui représente la seule variation culinaire. Les enfants ayant une cantine disent à 69% préférer la nourriture chez eux à celle de l'école (voir figure 17). Certaines cantines qui ont participé à des programmes de diversification alimentaire (transfert monétaire, jardins communautaires) en sont très contentes malgré le manque de moyens financiers mis à leur disposition pour avoir des repas diversifiés en quantité suffisante tout au long de l'année. Néanmoins, l'expérience suscite de l'enthousiasme de la part des participants qui pourrait contribuer à l'appropriation des programmes autant par la communauté en général que par les élèves en particulier.

Figure 17 : Préférences des enfants entre la nourriture à la cantine et à la maison (extrait du questionnaire enfants).



105. Selon le cadre REF (tableau 6), la qualité et la quantité de la nourriture distribuée n'influencent pas directement l'inscription scolaire. L'inscription scolaire est influencée par d'autres facteurs, par exemple la volonté des parents de voir leurs enfants instruits pour pouvoir prétendre à un meilleur avenir. Cependant, la qualité et quantité de la nourriture des cantines scolaires ont une certaine influence sur la fréquentation et la rétention scolaire et, selon la majorité des informateurs, à une influence certaine sur la concentration scolaire. Il est admis par tous les acteurs rencontrés que les repas scolaires permettent aux enfants de mieux se concentrer et ainsi d'avoir de meilleurs résultats scolaires. L'école ABC Domino a confirmé que l'année durant laquelle le PAM n'avait pas fourni de nourriture pour les cantines scolaires⁷⁵, les résultats au brevet d'étude du premier cycle (BEPC) avaient été moins bons que les années précédentes. En ce sens, les cantines scolaires contribuent, dans une certaine mesure, aux résultats et à l'achèvement des études primaires.

⁷⁴ Le PAM livre également de l'huile et du sel dans toutes les écoles assistées par le programme.

⁷⁵ Le PAM a dû faire des choix dans les écoles qu'il pouvait appuyer en raison des contraintes budgétaires. ABC Domino étant une école privée, elle n'a pas été jugée comme prioritaire par rapport aux écoles primaires publiques.

Tableau 6 : Cadre REF - Qualité et quantité de la nourriture distribuée

Description*		Degré d'influence**				
Facteur influent / Explication alternative	Mécanisme	Certitude	Robustesse	Portée	Prévalence	Fondement théorique
Qualité et quantité de la nourriture distribuée	Si la qualité et la quantité de la nourriture livrée aux écoliers sont de bonne valeur nutritionnelle et en quantité suffisante, l'intervention contribuera aux résultats scolaires (inscription, fréquentation et rétention).					
Se référer à l'annexe 15 pour plus de détails concernant le cadre REF						

Degré d'influence élevé	Degré d'influence moyen	Degré d'influence faible
-------------------------	-------------------------	--------------------------

* Description des facteurs et des explications alternatives les plus frappants. ** *Certitude* : les résultats observés correspondent à ceux prédits. *Robustesse* : le facteur ou le mécanisme est identifié comme un contributeur. *Portée* : le facteur ou le mécanisme contribue au résultat observé. *Prévalence* : le facteur ou le mécanisme contribue au résultat observé dans l'environnement global de mise en œuvre. *Fondement théorique* : le facteur ou mécanisme est fondé sur la théorie.

Autres interventions – un facteur influent sur les mécanismes et une explication alternative aux résultats

106. Les régions du sud de Madagascar étant les plus touchées par la pauvreté, elles attirent les organismes humanitaires et de développement. L'EE a eu l'occasion de rencontrer plusieurs acteurs travaillant sur le terrain, que ce soit dans le domaine de l'éducation, de l'hygiène, de la nutrition de l'accompagnement des familles vulnérables, etc. Généralement, l'accompagnement des ONG de taille moyenne n'est pas seulement une aide spécifique à la nutrition, l'agriculture ou la grossesse. Quand l'accompagnement est proche, c'est-à-dire que le suivi est très régulier, un échange plus profond se crée entre les bénéficiaires et l'ONG. Cet échange permet aux populations bénéficiaires de sortir des limites sociales et culturelles auxquelles elles ont toujours été confrontées. Au-delà d'apporter une autre manière de concevoir la nutrition, l'agriculture ou la grossesse, cet échange permet aussi une ouverture vers d'autres modes de pensée, d'autres concepts, d'autres rapports au genre, ou d'autres priorisations comme celle accordée à l'éducation. Par exemple, une des activités de l'ONG ADRA est d'apporter un soutien aux femmes enceintes sur la nutrition et d'aborder des thèmes comme le planning familial, la stratégie des 1000 jours, etc. Selon l'ONG, les familles assistées témoignent pour beaucoup d'un changement de comportement vis-à-vis de la fréquentation et la rétention scolaires. Une fois les problèmes vitaux et quotidiens identifiés et pris en charge, les personnes bénéficiaires d'accompagnement peuvent penser à autre chose et peut-être focaliser sur les besoins essentiels de seconde nécessité comme l'éducation. Une liste des ONG rencontrées (figure 18) permet de voir leurs différents domaines d'intervention.

Figure 18 : ONG est activités associées

Domaine d'intervention	ONG
Eau et assainissement	ADRA / ACF
Santé	ADRA / ACF
Nutrition	ADRA / TANI REVA / Bel espoir
Agriculture et élevage	ADRA
Activités génératrices de revenus	ADRA / Bel Espoir
Activités culturelles	Bel espoir
Éducation	Bel Espoir / ABC Domino

107. S'il est certain que l'accès à l'éducation peut être influencé par une multitude de facteurs selon les divers besoins des familles et des communautés, il n'est pas possible à l'EE de quantifier le rôle des différents acteurs. Si certains ont un impact sans équivoque sur l'accès à l'éducation comme ABC Domino qui crée et gère des écoles, d'autres ont un impact indirect lié aux changements de comportement.

108. Comme indiqué précédemment, certaines écoles visitées ont bénéficié de l'intervention conjointe de l'OIT, du l'UNICEF et du PAM. Il n'est pas facile à l'équipe d'évaluation de constater de manière quantifiable la différence en matière d'inscription, de fréquentation et de rétention scolaire entre les écoles ayant bénéficié de l'intervention conjointe et celles n'en n'ayant pas bénéficié. D'une part, toutes les écoles de la région ont bénéficié de l'intervention de l'UNICEF, dont le travail consiste principalement à la formation de formateurs en matière de remise à niveau des enseignants. De ce fait, toutes les écoles des régions d'intervention du PAM bénéficient du travail de l'UNICEF. Cette évaluation n'a pas pu évaluer l'impact des programmes de l'UNICEF sur les résultats scolaires. Cependant, la littérature sur le sujet

accorde une place essentielle à la formation des enseignants pour la réussite scolaire. Par ailleurs, comme mentionné précédemment, les parents accordent une importance capitale à la qualité de l'enseignement délivrée à leurs enfants, ce qui a un impact certain sur la fréquentation et la rétention scolaire. En ce qui concerne l'intervention de l'OIT, son rôle dans le programme conjoint consiste en la construction dans les écoles de deux salles de classe pouvant accueillir 50 élèves chacune, un réfectoire avec un lieu de stockage intégré, une cuisine, un bloc de deux latrines séparées (filles et garçons), un réservoir d'eau et 50 tables-bancs. Beaucoup d'écoles ont des bâtiments précaires sans tables ni bancs. Comme les cantines scolaires attirent les enfants des écoles avoisinantes, les écoles avec des cantines se retrouvent avec plus d'enfants qu'elles ne peuvent réellement en recevoir. Dans certaines communautés, et selon les dires des parents, l'état de l'école ne les motive pas à envoyer leurs enfants de manière régulière à l'école, alors que dans les communautés avec des bâtiments en dur, les parents et la communauté sont plutôt fiers de leur école. À la suite des discussions, il est certain que l'appropriation de l'école par la communauté passe entre autres par la qualité des bâtiments. Si l'appropriation est un premier pas vers une meilleure fréquentation et rétention scolaire, cette évaluation ne permet pas pour autant de quantifier l'impact de la construction des bâtiments par l'OIT sur l'inscription, la fréquentation et la rétention scolaire.

109. L'analyse du cadre REF (tableau 7) accorde un degré d'influence relativement élevé aux interventions autres que celles directement liées aux cantines scolaires pour ce qui est de l'inscription, la fréquentation et la rétention scolaires.

Tableau 7 : Cadre REF - Autres interventions que celles du PAM

Description*		Degré d'influence**				
Facteur influent / Explication alternative	Mécanisme	Certitude	Robustesse	Portée	Prévalence	Fondement
Autres interventions que celles du PAM	D'autres activités qui ne sont pas directement liées à l'alimentation scolaire contribuent à l'amélioration des résultats scolaires (inscription, fréquentation et rétention).					
Se référer à l'annexe 15 pour plus de détails concernant le cadre REF						
Degré d'influence élevé		Degré d'influence moyen		Degré d'influence faible		

* Description des facteurs et des explications alternatives les plus frappants. ** *Certitude* : les résultats observés correspondent à ceux prédits. *Robustesse* : le facteur ou le mécanisme est identifié comme un contributeur. *Portée* : le facteur ou le mécanisme contribue au résultat observé. *Prévalence* : le facteur ou le mécanisme contribue au résultat observé dans l'environnement global de mise en œuvre. *Fondement théorique* : le facteur ou mécanisme est fondé sur la théorie.

Genre et protection des bénéficiaires

110. Au niveau de l'impact du programme sur l'ÉGAF, l'impact est différent selon les groupes de bénéficiaires. Lors des entretiens avec les femmes, les enquêteurs ont essayé d'obtenir des informations concernant l'impact du programme de cantines scolaires sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes (ÉGAF). Ce qui ressortait des entretiens et des groupes de discussion est qu'au travers des cantines scolaires, les femmes, et notamment les cuisinières, avaient maintenant une place plus importante dans les prises de décisions communautaires. Dans une des localités, certaines cantinières affirmaient qu'auparavant les femmes n'assistaient pas aux conseils de village. Aujourd'hui elles y ont leur place, car les cantines scolaires représentent une activité importante dans la vie de la communauté et que la parole de ces femmes est maintenant écoutée. Cependant, aucune donnée ou indicateur permettant de mesurer de manière concrète cette évolution dans le temps n'est existante.

111. Concernant les jeunes filles, une relation entre la fréquentation scolaire et le mariage précoce est souvent évoqué dans les groupes de discussion. Il n'a pas été possible à l'EE d'apprécier la part de contribution des cantines scolaires à cette thématique mais, selon les entretiens avec les parents d'élèves, une des raisons d'envoyer les filles à l'école est de pouvoir leur permettre d'être suffisamment instruites et de ne pas subir la pratique du mariage précoce. Certaines communautés ont adopté des lois communautaires obligeant les familles à envoyer leurs enfants à l'école limitant ainsi les mariages trop précoces.

« J'ENVOIE MA FILLE A L'ÉCOLE POUR QU'ELLE NE SE MARIE PAS PRECOCEMENT, POUR QU'ELLE SE MARIE AVEC UN FONCTIONNAIRE, POUR QUE LES GARÇONS NE PROFITENT PAS D'ELLE, POUR QU'ELLE SOIT ÉDUQUÉE ET POUR QU'ELLE TROUVE DU TRAVAIL QUAND ELLE SERA GRANDE. »

GROUPE DE DISCUSSION AVEC LES PERES

112. La parité des sexes à l'école primaire paraît être équilibrée selon les chiffres officiels. Si certaines filles sont exclues du système éducatif pour des raisons liées au genre, il en va de même pour les garçons. Dans les communautés d'éleveurs, il est fréquent que les garçons quittent l'école pour garder

les troupeaux de zébus. Selon les entretiens et les observations sur le terrain, cette pratique semble largement répandue dans les endroits visités par l'EE. Cependant, il est impossible à l'EE d'évaluer l'ampleur de ce phénomène. Le mode de subsistance est un déterminant des raisons qui poussent les parents à mettre ou non leur fils ou fille à l'école. Par ailleurs, l'analyse de la régression des données quantitatives récoltées par le questionnaire des enfants indique que sur les 251 enfants qui ont une cantine à l'école, les filles sont environ 1,2 fois moins susceptibles d'aller à l'école que les garçons. Ce résultat devrait faire l'objet d'une enquête plus approfondie car les raisons qui pourraient l'expliquer sont multiples. Par exemple, les filles peuvent être moins présentes pour des raisons liées aux tâches/responsabilités ménagères, à la vente au marché, etc.

113. Il est difficile de déterminer les principales causes des disparités entre les genres, car elles peuvent différer d'une communauté à l'autre. Une dizaine des dix-huit tribus de Madagascar est présente dans la région d'Atsimo-Andrefana avec autant de différences culturelles, religieuses, de croyances et de traditions que cela puisse représenter. Par exemple, il a été rapporté à l'EE que certaines familles des ethnies Mahafaly et Antandroy pratiquent le « vorovoro » : dès leur naissance, les filles sont promises au mariage précoce et arrangé. Une approche ayant pour objectif d'avoir un impact plus profond sur les pratiques néfastes liées au genre aurait besoin de prendre en compte les spécificités des différentes communautés, ce qui ne peut pas vraiment être fait dans le cadre d'un programme de cantines scolaires du PAM.
114. L'EE a pu relever que le pourcentage de femmes présidentes des comités locaux de gestion est de 29% des écoles visitées et que qu'à 82% les présidents sont élus, et à 18% ils sont nommés. Par ailleurs, l'inventaire fait en fin d'années par le PAM permet d'avoir une idée de la place qu'occupe les femmes dans le cadre du programme de cantines scolaires. La figure 19 indique une légère augmentation du nombre de femmes présidentes pour l'année scolaire 2017-2018 et la figure 20 une nette augmentation de la place des femmes en tant que vice-présidente entre l'année scolaire 2015-2016 et 2017-2018⁷⁶. Le rôle des femmes en tant que responsables des stocks paraît également être légèrement plus important en 2017/18 comparé aux deux années précédentes (figure 21).

Figure 19 : Sexe du/de la président-e du CLG

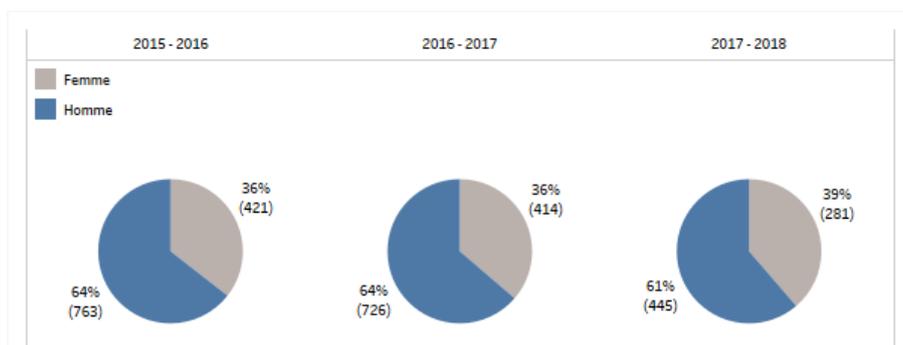
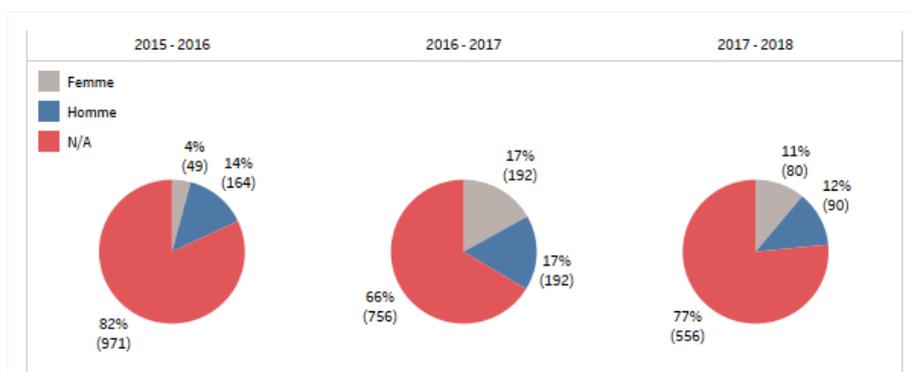
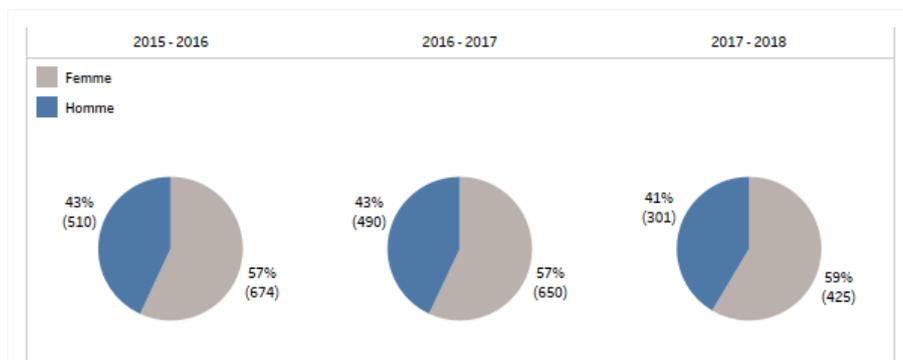


Figure 20 : Sexe du/de la vice-président-e du CLG



⁷⁶ Si l'on ne prend pas en compte les CLG où il n'y a pas de vice-président, on voit qu'en 2015/16, les femmes ne représentent que 22 % des postes existant de vice-président-e, alors qu'en 2016/17 et 2017/18, les femmes représentent respectivement 50 % et 48 % de ces postes.

Figure 21 : Sexe du/de la responsable des stocks



115. Dans sa politique du genre, le PAM évoque également la notion de protection : « L'assistance alimentaire ne nuit ni à la sécurité, ni à la dignité, ni à l'intégrité des femmes, des hommes, des filles et des garçons qui la reçoivent, et elle est dispensée dans le respect de leurs droits ».77 Cette question de la protection s'est posée à l'EE concernant les tensions entre la communauté et les CLG et l'ampleur qu'elles pouvaient parfois prendre. Le vol et la fermeture des programmes peuvent avoir un impact néfaste au niveau de la cohésion communautaire. Un exemple frappant nous a été rapporté. Suite à un vol dans le stock de la cantine scolaire, cinq personnes ont été envoyées en prison où deux d'entre elles sont décédées. La communauté ne pouvant pas rembourser la quantité volée (deux sacs de riz et deux bidons d'huile), le PAM et les autorités locales décident alors de suspendre le programme de cantine scolaire. Mécontents, certains membres de la communauté décident de brûler les maisons des cinq coupables sous prétexte d'appliquer la loi coutumière. L'EE d'évaluation n'a mené aucune enquête sur la véracité des faits, et l'évaluation n'a pas pour objectif de dénoncer ou de faire porter la responsabilité de ces allégations sur qui que ce soit. Cependant, cet exemple permet de poser la question des impacts non désirés et de l'ampleur qu'ils peuvent atteindre. Plusieurs questions se posent ici : quel risque prend-on en livrant plusieurs centaines de kilos de nourriture dans une communauté qui n'a comme endroit de stockage qu'une maison faite de terre et de paille ? Quels moyens donne-t-on à la communauté pour lui permettre de minimiser les tentatives de vol ou de détournement ? Comment peut-on prévenir le vol autrement que par des cadenas aux portes ? Y a-t-il des signes précurseurs identifiables au vol ou au détournement ? Quelle instance est là pour désamorcer une situation qui pourrait mener au vol ou au détournement ? Cette instance est-elle légitime aux yeux de toute la communauté ? La notion de protection est capitale, notamment dans des communautés isolées, où la pauvreté est présente et avec peu de moyens pour prévenir des possibles dysfonctionnements.
116. La dignité des femmes passe entre autres par la reconnaissance de leur travail. La politique en matière d'alimentation scolaire du PAM affirme que le PAM doit lutter contre le travail non reconnu. Dans le cadre du programme d'alimentation scolaire à Madagascar, les femmes cantinières sont rémunérées en nature. Les cantinières sont généralement des mères et grand-mères d'élèves qui se relaient sur une base hebdomadaire. Selon les communautés, le roulement des cantinières peut varier. Théoriquement cette rémunération consiste en un repas par jour pris à l'école. Cependant, comme mentionné précédemment, il semble que beaucoup de cantinières ne se contentent pas du seul repas pris dans l'enceinte de l'école, plusieurs d'entre elles aimeraient pouvoir être rémunérées autrement.
117. L'analyse de la contribution a permis à l'EE de revoir la TdC élaborée lors du rapport de démarrage. Ainsi, les données qualitatives et quantitatives récoltées au sein des communautés, auprès des acteurs de développement et dans la revue documentaire effectuée par l'EE ont permis de déterminer de manière plus précise les facteurs influents et les explications alternatives. La section de la conclusion reprend en détail les facteurs influents et les explications alternatives. Un aperçu de la TdC est présenté à l'annexe 20.

Résultats clés et conclusions – Impact

- La raison principale pour laquelle les parents envoient leur enfant à l'école est pour qu'ils apprennent à lire et écrire afin qu'ils puissent aspirer à un meilleur futur. La cantine scolaire n'est pas mentionnée comme raison principale de l'inscription scolaire.
- L'investissement des parents, d'une manière ou d'une autre, est nécessaire pour la fréquentation scolaire.
- Les ménages les plus pauvres font des choix stratégiques concernant l'inscription et la fréquentation scolaire. Les choix pesant dans la balance d'envoyer ou non un enfant à l'école sont d'abord d'ordre économique tout en considérant les avantages que l'enfant en particulier, et la famille en général, pourront en tirer dans le moyen et long

⁷⁷ PAM ; Politique en matière de problématique homme-femme (2015-2020) ; juillet 2015

terme. Il n'est pas possible d'affirmer que la cantine scolaire soit un facteur qui augmente l'inscription scolaire des enfants issus des ménages les plus vulnérables.

- Il n'est pas possible d'estimer le taux réel d'inscription scolaire provoqué par la cantine scolaire sans considérer le taux d'abandon dans les écoles avoisinantes.
- La qualité de l'environnement scolaire est un facteur important de la fréquentation scolaire. Les cantines scolaires, dans une certaine mesure, contribuent à la qualité de l'environnement scolaire.
- L'absentéisme, et dans certains cas le manque de compétence des professeurs, a un impact sur la fréquentation et la rétention scolaires.
- Selon les nombreux témoignages, l'augmentation de l'inscription scolaire des écoles avec des cantines scolaires se fait souvent au détriment de l'inscription scolaire des écoles des alentours.
- Les repas scolaires permettent aux enfants de mieux se concentrer et ainsi d'avoir de meilleurs résultats scolaires.
- Plusieurs communautés estiment qu'il y a un manque de transparence dans la gestion des cantines scolaires sans pour autant avoir une entité vers laquelle se tourner pour répondre à leurs questions. Ce manque de suivi au niveau des communautés empêche parfois une appropriation du programme. Les petits problèmes non résolus mènent parfois à des problèmes plus graves notamment en matière de corruption.
- Le manque de moyens matériels et financiers dans les écoles a une répercussion sur la bonne mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire (manque d'ustensiles, d'eau, de savon, etc.) ainsi que du programme conjoint (manque de matériel scolaire pour l'enseignement, absentéisme de enseignants pour raison financières).
- Considérant le pourcentage d'enfants ayant faim en arrivant à l'école (entre 34% et 52%) et celui des enfants ayant faim avant d'aller se coucher (entre 32% et 50%) on peut considérer que les cantines scolaires sont d'une importance non négligeable pour une grande partie des enfants, voire un substitut pour 10% des élèves qui ne mangent pas chez eux le matin ou les 31% qui ne mangent à la maison après l'école.
- À peu près la moitié des élèves disent avoir encore faim après le repas fourni à la cantine, ce qui pose question quant à l'efficacité et l'impact du programme.
- Les moyens à disposition des cantinières sont réduits, ainsi elles doivent souvent trouver des solutions pour parvenir à leurs fins. Leurs seuls « salaires » étant un repas, il est souvent accepté par le CLG que les cantinières puissent prendre plus qu'un repas en échange de leurs services.
- Le manque d'eau dans la plupart des écoles visitées ne permet pas de mettre en place les conditions d'hygiène de base telles que le lavage des mains avant les repas.
- L'accès à l'éducation est également le résultat d'autres interventions qui ne sont pas forcement directement liées à l'éducation.
- Les programmes de cantines scolaires ont un impact sur l'amélioration de la place de la femme dans la société, notamment concernant leur prise de parole au sein de la communauté. Les indicateurs relevés par le PAM lors des inventaires de fin d'année scolaire permettent également de suivre l'évolution positive de la place et du rôle des femmes au sein du programme de cantines scolaires.
- Il est délicat de faire un lien direct entre les cantines scolaires et la prise de conscience concernant les effets néfastes du mariage précoce ou du travail familial. Les raisons qui peuvent pousser les communautés à envoyer les fils ou filles à l'école sont multiples et dépendent de leurs moyens de subsistance, mais également des diversités culturelles qui divergent selon la dizaine d'ethnies présentes dans la région. Ainsi, il est difficile de quantifier l'impact du programme sur l'ÉGAF au niveau des jeunes filles et jeunes garçons.
- La notion de protection est capitale, notamment dans des communautés isolées, où la pauvreté est présente et où il y a peu de moyens à disposition pour prévenir des possibles dysfonctionnements du programme.
- L'attribution d'un repas par jour et par cantinière pris au sein de l'établissement n'est pas suffisamment respectée et/ou encadrée. Par ailleurs, les groupes de discussion abordent régulièrement la question de la rémunération des cantinières, ce qui laisse penser que la rémunération n'est pas à la hauteur des attentes des cantinières.

2.5. Critère de la durabilité

118. Les questions liées à la durabilité du programme sont les suivantes :

- Q.18. Dans quelle mesure le programme de cantines scolaires s'aligne-t-il aux priorités de développement nationales ?
- Q.19. Dans quelle mesure les activités de renforcement des capacités ont-elles été intégrées à la mise en œuvre du programme ?
- Q.20. Dans quelle mesure la qualité de la gestion du programme de cantines scolaires s'est-elle améliorée aux niveaux communautaire et national ?

119. Comme indiqué dans la section concernant l'efficacité du programme, le renforcement de capacité est intégré dans la mise en œuvre du programme. Le renforcement au niveau de l'environnement favorable est un élément essentiel à la durabilité des programmes. Il permet au pays de se doter d'un cadre politique et légal sur lequel bâtir un programme national de cantines scolaires cohérent. Cependant, cet environnement politico-légal n'est, pour l'instant, pas associé à une loi assurant une ligne budgétaire conséquente dédiée aux cantines scolaires et garantissant ainsi un engagement et une pérennité financière de la part de l'État.
120. Durant la période 2015-2019, le renforcement du cadre institutionnel a continuellement fait partie des priorités du PAM. Chaque année le PAM mène des activités de renforcement de capacité au niveau central et décentralisé du MENETP (CCPCS, CISOC et ZAP). Dans la mesure où le MENETP n'a pas les moyens financiers nécessaires pour pouvoir intégralement mener à bien les tâches qui lui incombent, il est difficile d'envisager une durabilité des programmes.
121. La qualité de la gestion des cantines scolaires au niveau communautaire reste un défi majeur. Malgré les formations régulières du PAM en début d'année scolaire et les visites en fin d'année scolaire pour l'inventaire, les communautés ont encore des difficultés à s'appropriier le fonctionnement des cantines scolaires. Les problèmes de gestions et de vols restent encore trop nombreux (15% pour le bureau terrain d'Ambovombe comme mentionné au paragraphe 93). Avant d'envisager une pérennité des programmes, il est essentiel que la gestion des cantines soit entièrement appropriée par l'ensemble de la communauté, c'est-à-dire les CLG avec l'ensemble de la population (se reporter à la section sur l'AC page 20 pour plus de détails).

Résultats clés et conclusions – Durabilité

- Si l'environnement favorable aux politiques de cantines scolaires s'est étoffé ces dernières années avec l'assistance technique du PAM, il manque un cadre politico-légal qui en assure la pérennité financière.
- Le PAM travaille constamment au renforcement de capacité au niveau institutionnel. Sa durabilité est cependant tributaire du manque des ressources financières du MEN pour la gestion et le suivi des cantines scolaires.
- La gestion actuelle des cantines scolaires au niveau des communautés ne permet pas d'envisager une pérennité des programmes au niveau communautaire.

3. Conclusions, leçons retenues et recommandations

122. En se basant sur les résultats présentés dans la section précédente, une revue générale qui répond aux questions d'évaluation est présentée ci-dessous. Elle est suivie par huit recommandations.

3.1. Revue générale / conclusions

Question fondamentale : Dans quelles mesures le programme de cantines scolaires contribue-t-il à la réalisation des objectifs de l'éducation, à la réduction des disparités entre les sexes et à la réalisation des priorités nationales dans le contexte de Madagascar ?

123. En matière d'inscription, l'évaluation affirme que le programme de cantines scolaire ne fait pas partie des raisons principales pour lesquelles les parents envoient leurs enfants à l'école. Concernant la fréquentation et la rétention scolaires, une multitude de facteurs est à considérer, et les programmes de cantines scolaires en font partie. Un impact certain des cantines scolaires est celui de l'amélioration de la concentration en cours qui a été rapporté par toutes les personnes du corps enseignant rencontré.
124. Concernant la réduction des disparités entre les sexes, il n'a pas vraiment été possible de constater l'apport des cantines scolaires à ce sujet au niveau des élèves. Il est vrai que le programme de cantines scolaires incite les parents (jusqu'à un certain point) à envoyer leurs enfants à l'école au lieu de garder certains d'entre eux à la maison pour les travaux familiaux ou de marier leurs filles trop tôt. Le programme de cantines scolaire apporte certainement une réflexion et une prise de conscience des enjeux liées à l'abandon scolaire, mais cela n'est aucunement mesurable. En ce qui concerne l'ÉGAF au niveau des femmes, une évolution a pu être notée au travers des données recueillies par le PAM lors des enquêtes d'inventaire de fin d'année. Cette meilleure représentativité des femmes au sein des activités du PAM corrobore les informations reçues lors des groupes de discussion faisant état d'un rôle et d'une place plus importants de ces femmes dans la communauté.
125. Concernant la contribution du programme de cantines scolaires aux priorités nationales, plusieurs thématiques peuvent être évaluées (l'annexe 21 reprend en détail chacune des priorités mentionnées à l'annexe 8) :
- La protection sociale. Il est certain que le programme d'alimentation scolaires du PAM agit comme une forme de filet social permettant aux ménages de se décharger d'une partie de l'alimentation de leurs enfants et ainsi concentrer leurs efforts à d'autres tâches.

- Promotion des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement. Dans la plupart des écoles visités, les enfants ne se lavent pas les mains avant les repas, principalement par manque d'eau et de savon.
- Mise en place de l'alimentation scolaire basée sur les achats locaux. Certains projets pilotes de jardins scolaires, jardins communautaires ou de transfert monétaire dans certaines écoles ont été mis en place, sans pour autant avoir eu de résultats pouvant espérer tendre vers les objectifs du gouvernement, notamment de la PNAS (valorisation de la production locale au niveau d'au moins 50% des EPP à cantines).
- Renforcement de cadre politique. Le PAM est un acteur important en matière d'appui au gouvernement sur ce qui a trait au renforcement du cadre politique, notamment par l'appui à la formulation de plusieurs documents nationaux.
- Appropriation communautaire. L'appropriation communautaire du programme de cantines scolaire du PAM rencontre encore beaucoup de difficultés.

L'analyse de la contribution

126. Un des objectifs de cette évaluation est d'apporter une image holistique de la théorie du changement qui va au-delà du lien théorique qui existe entre le programme de cantines scolaires du PAM et l'augmentation des taux d'inscription, de fréquentation, de rétention ou d'autres indicateurs scolaires. Ainsi, l'évaluation propose des explications alternatives à certains résultats et des facteurs influents aux mécanismes identifiés dans la TdC.
127. Une **explication alternative** à l'inscription scolaire est que la volonté des parents est d'envoyer leurs enfants à l'école pour qu'ils apprennent à lire et écrire afin qu'ils puissent aspirer à un meilleur futur. Par ailleurs, la fréquentation et la rétention scolaire sont liées à une multitude de raisons liées aux priorités fixées par chacune des familles. Il y a les priorités économiques de la famille qui arrivent en tête. L'environnement scolaire (la qualité des enseignants, la présence des enseignants, la disponibilité de salles de classe, les relations enseignants-parents, les cantines scolaires, etc.) joue également un rôle important dans le choix des parents d'envoyer ou non leurs enfants à l'école de manière régulière. D'autres considérations influent aussi sur le choix des parents comme la distance, la météo, les cyclones, les habitudes culturelles, etc. D'autres organismes humanitaires ou de développement peuvent également avoir un rôle déterminant sur la fréquentation scolaire en palliant certains besoins de leurs bénéficiaires les libérant ainsi de contraintes entravant l'accès à l'école de leurs enfants.
128. Certains **facteurs influents** ont un impact sur les mécanismes qui ponctuent la TdC. Plusieurs impacts sur ces mécanismes ont pu être relevés. Les difficultés rencontrées par rapport au stockage sont un premier élément qui a pu être relevé. Ces difficultés sont de l'ordre de la dégradation des aliments, de la qualité des endroits de stockage, mais aussi dans certains cas du détournement des stocks. Les entretiens et discussions ont révélé des problèmes quant à la quantité de la nourriture distribuée, que ce soit aux enfants ou aux cuisinières. Dans la plupart des écoles, les cuisinières se plaignent de la vétusté des installations et du manque de moyens matériels à leur disposition. Un facteur influent de taille est le manque d'appropriation du programme de cantines scolaires de la part de toute la communauté, souvent dus à des tensions entre le CLG et la communauté. Le manque d'un suivi régulier, extérieur, indépendant, objectif et reconnu de tous ne permet pas de résoudre les conflits dès qu'ils apparaissent.

Pertinence

129. Le programme de cantines scolaires du PAM s'inscrit dans la volonté du gouvernement d'étendre la couverture des cantines scolaires dans le pays. Afin de continuer l'accompagnement du gouvernement malgache dans la mise en œuvre de sa politique d'alimentation scolaire, le PAM pourrait accorder une priorité plus grande à l'approche de l'ASBAL.
130. Le PAM joue un rôle essentiel au niveau du renforcement de capacité concernant la mise en œuvre des cantines scolaires. Cependant, il s'avère que la mobilisation de ressources techniques et financières représente un frein pour mettre en pratique les acquis du renforcement de capacité au niveau individuel et communautaire.

Efficacité / Efficience / Impact

131. Les cantines scolaires sont clairement d'une importance majeure considérant le pourcentage d'enfants ayant faim en arrivant à l'école (entre 34% et 52%) et celui des enfants ayant faim avant d'aller se coucher (entre 32% et 50%). Pour certaines familles, la cantine scolaire peut être considérée comme un programme de filet social, voire de sécurité alimentaire lors de passage de cyclones comme El Niño en 2016. De plus, les enseignants affirment clairement que les cantines scolaires permettent aux enfants d'être beaucoup plus attentifs en cours.
132. Alors que le nombre de bénéficiaires prévus ait été atteint, la quantité de nourriture distribuée ne permet en réalité que de subvenir à 59% des besoins alimentaires initialement identifiés. Autour de la moitié des enfants affirme avoir encore faim après le repas de la cantine. Concernant les indicateurs de produits et de résultats, il est difficile d'évaluer l'impact des cantines en utilisant le taux d'inscription scolaire. En effet, comme il a été rapporté lors des enquêtes sur

le terrain, les cantines scolaires « vident » certaines écoles pour en « remplir » d'autres. Il en va de même pour le taux de fréquentation. L'exemple extrême de l'école qui n'ouvre que pour nourrir les enfants (paragraphe 90) montre que le taux de fréquentation scolaire mesuré peut ne pas avoir de rapport avec le taux de fréquentation à l'instruction scolaire.

133. Au niveau du **renforcement de capacité**, le PAM joue un rôle important au niveau de la mise en place d'un environnement favorable permettant de poser un cadre de référence politique pour les cantines scolaires. Au niveau institutionnel, le renforcement de capacité est difficilement mis en œuvre par les différents bénéficiaires étatiques (notamment au niveau des régions, CISCO et ZAP) pour des raisons de manque de moyen. Le renforcement de capacité au niveau des individus et des communautés, dispensé annuellement par le PAM, n'est pas toujours suffisant en matière de fréquence pour assurer le bon fonctionnement des cantines au niveau communautaire.
134. Les différents entretiens ainsi que les indicateurs représentant le rôle joué par les femmes dans les activités de cantines scolaires laissent apercevoir que les programmes du PAM peuvent avoir un impact sur **l'amélioration de la place des femmes dans la société**.
135. **La notion de protection des bénéficiaires est capitale**, notamment dans des communautés isolées, où la pauvreté est présente et où il y a peu de moyens à disposition des bénéficiaires et du PAM pour prévenir des possibles dysfonctionnements du programme. La protection des personnes et des communautés recevant une aide alimentaire sous forme de cantines est de la responsabilité même du PAM et du MENEPT qui sont les initiateurs du programme. La capacité de protéger ces populations est directement liée à la capacité d'avoir un suivi rapproché sur la mise en œuvre des cantines scolaires. La protection des individus doit être considérée à plusieurs niveaux :
- Au niveau des cantinière qui pourraient être prise pour cible par la communauté si cette dernière estime que la réglementation en matière de repas en contrepartie de travail n'est pas respectée ;
 - Au niveau des CLG qui, par manque de transparence dans leurs activités de gestion des stocks, pourraient être accusé de mauvaise gestion par la communauté ;
 - Au niveau de certaines personnes (directeurs, chefs commentaires, leaders ethniques, etc.) qui pourraient prendre de mauvaises initiatives concernant la cantine et qui seraient mal perçues par la communauté ;
 - Au niveau des responsables de stocks en cas de vol, etc.
136. **La reconnaissance du travail des femmes** fait partie de la politique en matière d'alimentation scolaire du PAM. La rémunération en nature ne paraît pas être suffisante, car elle est exagérée dans un grand nombre de cas.

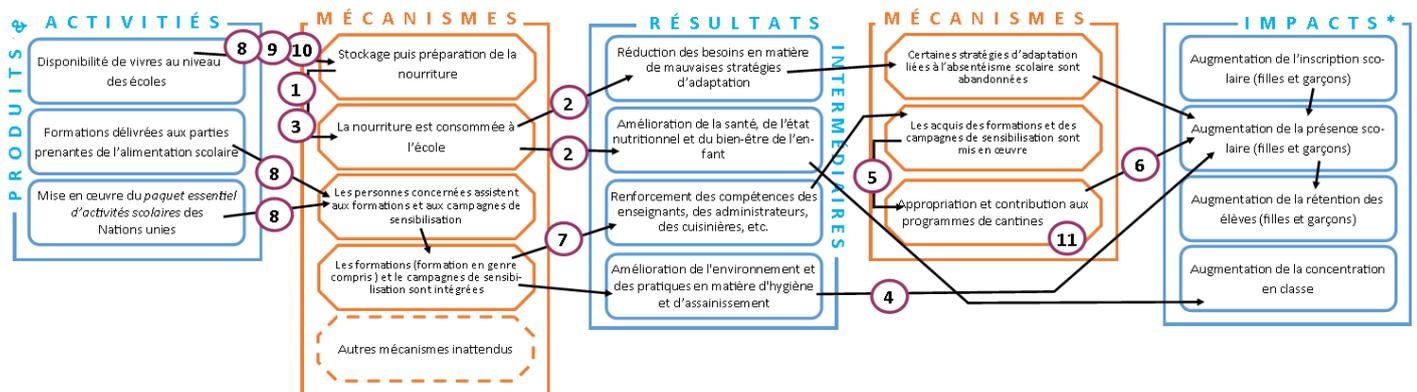
Durabilité

137. La durabilité du programme de **cantines scolaires est en grande partie tributaire des financements qui lui sont accordés**. Du côté du financement du PAM, cela se voit directement par la baisse de l'assistance du PAM au cours de ces cinq dernières années pour des raisons de restriction budgétaire. Du côté du financement de l'État, il manque pour l'instant un cadre politico-légal qui assure la pérennité financière des cantines scolaires.
138. Le PAM travaille constamment au renforcement de capacité au niveau institutionnel. **Sa durabilité est cependant tributaire du manque des ressources financières du MENEPT pour la gestion et le suivi des cantines scolaires**.

La théorie du changement

139. L'AC a revu la théorie du changement pour déterminer de manière plus précise les facteurs influents et les explications alternatives. Les facteurs qui influent directement sur la TdC sont listés ci-dessous (l'ordre ne représente pas le degré d'importance) :
1. Difficulté de stockage correct et sécurisé.
 2. Quantité parfois insuffisante de la nourriture à la cantine.
 3. Vétusté et manque de moyens matériels dans les cantines.
 4. Manque d'eau et de savon pour le lavage des mains
 5. Mauvaises relations entre le CLG et la communauté.
 6. Niveau d'acceptation et de participation de la communauté limitée.
 7. Faible fréquence des formations et des sensibilisations.
 8. Contraintes budgétaires.
 9. Catastrophes naturelles.
 10. Ponctualité et régularité de la livraison des vivres.
 11. Manque d'un suivi régulier, extérieur, indépendant, objectif et accepté par toute la communauté.

140. Le schéma ci-dessous indique comment la TdC est affectée par les facteurs influents détectés lors de l'analyse de la contribution. Pour une lecture correcte du schéma veuillez-vous rapporter à l'annexe 20. Si l'évaluation reconnaît que le programme de cantines scolaires du PAM contribue aux résultats liés à la fréquentation et à la rétention scolaire, ainsi qu'à la concentration des élèves durant la classe, les facteurs influents qui ressortent de l'AC affectent directement la qualité des résultats. C'est sur ces points que le PAM peut travailler s'il souhaite améliorer les résultats de son programme.



141. L'analyse de la contribution a également permis d'identifier des explications alternatives aux activités du PAM qui peuvent avoir un impact (positif ou négatif) sur les résultats mesurés par le programme :

1. Politiques et environnement politique.
2. Régularité et ponctualité de l'enseignant.
3. Accès à l'école restreint dû à la météo et/ou la distance.
4. Habitudes socioculturelles entraînant des jours sans école.
5. Autres avantages comparatifs pour ne pas envoyer l'enfant à l'école.
6. Autres intervenants de développement.
7. Coût scolaire total (frais de scolarité, frais de déplacement, matériel, etc.).
8. Volonté d'offrir la possibilité d'un avenir meilleur à leurs enfants.
9. Qualité de l'environnement scolaire (qualité de l'enseignement, disponibilité de salle de classes correctes, relations parents-enseignants, présence de cantines, etc.).

142. Les programmes du PAM n'ont pas forcément d'influence directe sur ces explications alternatives, cependant il est important de les prendre en considération, car ces explications alternatives sont d'autres chemins permettant d'atteindre les mêmes résultats que ceux visés par le PAM.

3.2. Leçons retenues

143. Les leçons suivantes peuvent être tirées de l'évaluation :

144. Si la majeure partie des parents est consciente de l'importance de l'école pour leurs enfants, il y a plusieurs choses qu'ils doivent prendre en considération concernant l'inscription, la fréquentation et la rétention scolaires. La cantine scolaire n'est qu'un des nombreux facteurs permettant aux parents d'estimer l'avantage comparatif d'envoyer ou non tel ou tel de leurs enfants à l'école. Les choix sont faits selon les moyens de subsistance, le milieu socioculturel, l'appartenance ethnique, le niveau de richesse, l'état de santé, le nombre d'enfants, la météo, la distance de l'école, la qualité de l'enseignement, la relation parent-enseignant, etc. Seule une **approche holistique** peut permettre à chacun des cas spécifiques de trouver un équilibre permettant de privilégier l'instruction scolaire. Dans ce sens, le programme joint OIT/UNICEF/PAM a un sens. Cependant, une collaboration avec d'autres acteurs, ayant une présence au niveau communautaire avec des moyens techniques et financiers, aurait un impact supplémentaire pouvant non seulement contribuer à l'amélioration de l'environnement scolaire, mais également à l'environnement socio-économique de la communauté.

145. Selon les discussions avec le PAM, l'**approche de l'ASBAL** (principalement sous forme de transferts monétaires et de création de jardins communautaires et/ou scolaires) n'a pas pu être suffisamment mise en œuvre pour des raisons financières. En effet, les réductions budgétaires impliquent un classement des programmes. Jusqu'à présent, la priorité a été mise sur la quantité de vivres distribuée et la quantité de bénéficiaires ciblés, au détriment de visions de la politique de cantines scolaires basée sur les achats locaux comme souhaité dans la PNAS. La question qui se pose au PAM est la suivante : Le PAM souhaite-t-il conférer la priorité à la quantité de nourriture distribuée pour

atteindre le plus d'élèves possible, car le PAM a un avantage comparatif à travailler ainsi, ou devrait-il aborder ses programmes de cantines scolaires dans l'optique de l'ABSAL qui demande une différente stratégie d'approche et qui dans un premier temps risquerait d'être plus fastidieux à mettre en place ?

146. Le mauvais **stockage** au niveau des écoles est un problème souvent présent dans les écoles rencontrées. Les problèmes de stockage sont d'ordre technique (bâtiments, matériel de stockage) et d'ordre logistique (gestion, détournement). Il serait important d'apporter une réflexion sur ce thème.
147. Au niveau du renforcement de capacités, une réflexion pourrait être menée sur **l'accompagnement au niveau des individus et des communautés**. Le renforcement de capacité des CLG, des chefs ZAP et des responsables de CISCO, devrait permettre le suivi de la mise en œuvre et de la gestion des cantines scolaires. Ainsi, le PAM livre la nourriture dans les écoles, et le suivi sur le terrain est fait en collaboration avec les CLG, les chefs ZAP et les responsables CISCO. Cependant, il est clair que ni les ZAP ni les CISCO n'ont les moyens humains et financiers nécessaires pour apporter un appui régulier au niveau de la communauté, et cela malgré le renforcement de capacité fourni par le PAM. De ce fait, le programme de cantines scolaires au niveau des communautés rencontre plusieurs problèmes qui ne sont pas réglés à temps (manque de transparence, détournement de nourriture, vols). La question ici n'est pas de savoir à qui est la faute, mais elle est plutôt de savoir s'il est pertinent de mettre en place un programme sachant qu'il n'est pas possible d'en faire un suivi permettant sa bonne mise en œuvre et son appropriation par la communauté. Il ne convient pas à l'EE de définir l'approche que le PAM doit prendre, cependant, plusieurs options s'offrent à lui pour s'assurer d'un suivi régulier : renforcer le suivi des agents du PAM sur le terrain, donner les moyens financiers au MENETP pour qu'il puisse le faire, ou externaliser le suivi au secteur associatif ou privé. Il convient également de déterminer la fréquence du suivi (bi-hebdomadaire, hebdomadaire, bimensuel, etc.). Il serait nécessaire de revoir le système de recours (numéro de téléphone gratuit) qui ne fonctionne pas correctement et dont peu de bénéficiaires sont informés.
148. Concernant, la **présentation des résultats du programme** en matière de nombre de bénéficiaires et de quantité de la nourriture délivrée dans les écoles, il pourrait être pertinent de mettre en place des objectifs et des indicateurs qui donnent une image plus objective des résultats. Quoique que le nombre de bénéficiaires prévus ait été atteint, les chiffres présentés dans les SPR ne permettent pas de juger facilement de l'efficacité des programmes. En effet, la mise en valeur du nombre de bénéficiaires ne permet pas de juger ni la quantité ni la qualité de la nourriture reçue par ce dernier. Par exemple, le chiffre qui pourrait être mis en avant est celui des repas fournis respectant la dose prévue, suivi du nombre de repas fournis ne respectant pas la dose prévue. Une autre réflexion peut être portée sur l'augmentation du taux d'inscription comme indicateur de résultat. Comme mentionné au paragraphe 82 le taux réel d'inscription scolaire doit rendre en compte les taux d'abandon des écoles avoisinantes. Il en va de même pour le taux de fréquentation scolaire qui, dans certains cas, peut être confondu avec le taux de fréquentation de la cantine scolaire. Le PAM en collaboration avec le MENETP, utilisent-ils l'école comme un lieu de distribution de nourriture ou utilisent-ils la nourriture comme un moyen d'améliorer l'environnement scolaire ? Même s'il est évident que l'objectif du programme est d'améliorer l'environnement scolaire, la distribution des repas doit être associée à tous les autres éléments qui tendent vers cette amélioration de l'environnement scolaire de l'enfant. Ainsi, le terme de fréquentation scolaire reprend tout son sens.
149. **La rémunération des femmes cantinières** est un thème qui mériterait d'être approfondi, que ce soit une rémunération en nature ou une rémunération pécuniaire. La rémunération en nature actuelle ne semble pas fonctionner correctement. D'une part elle ne semble pas être claire aux yeux de toute la communauté et d'autre part elle ne semble pas satisfaire les femmes cantinières qui ne respectent pas toujours les limites de cette rémunération en nature.
150. En matière d'**ÉGAF**, les indicateurs du PAM permettent de voir une amélioration du rôle joué par les femmes. Cependant, il serait intéressant de pouvoir mesurer à travers le temps la place des femmes de manière plus globale dans la société. Comme relevé par l'EE lors des groupes de discussion, il semble que les femmes soient plus écoutées, notamment lors des réunions communautaires. Il serait intéressant de pouvoir avoir plus d'information qualitative permettant d'apprécier le degré d'autonomisation des femmes lié au programme de cantines scolaires. Des indicateurs qualitatifs permettraient de rentrer plus en profondeur, car l'ÉGAF est un sujet sensible qui est difficile d'aborder de manière uniquement quantitative
151. Depuis une vingtaine d'années, **la durabilité** des programmes de cantines scolaires du PAM à Madagascar est principalement assurée par les bailleurs internationaux. Cela est en soi une forme de durabilité. Depuis 1945, les Nations unies ont énormément de programmes durables, notamment ceux liés au maintien de la paix, tous financés par des États membres. Cependant, cette durabilité peut être menée à mal dans le plus long terme, et il est souvent admis que la durabilité doit être portée par le pays ou par les bénéficiaires directs. Pour l'instant, l'État malgache n'a pas une ligne budgétaire assez conséquente pour reprendre le programme du PAM. Concernant les communautés (bénéficiaires directs), il est certain qu'ils n'ont pour l'instant aucun moyen en leur possession pour assumer la

pérennité des cantines scolaires. Il est important pour le PAM de définir quelle est sa stratégie face à la pérennité des programmes. S'il souhaite un transfert de responsabilité envers l'État et/ou les bénéficiaires, il faut mettre en place une feuille de route.

3.3. Recommandations

152. Ces recommandations visent à apporter une réflexion supplémentaire sur le plan stratégique pays (PSP) du PAM 2019 - 2024. Bien qu'il eût été souhaitable que l'évaluation fût menée avant de s'engager dans les discussions stratégiques qui ont mené à la rédaction du PSP, l'équipe d'évaluation estime qu'il y a encore de la place pour examiner et appliquer les recommandations suivantes sans nécessairement modifier le propos du PSP.

Recommandations d'ordre stratégique

Recommandation I. Définir clairement sa stratégie d'approche concernant la modalité de mise en oeuvre des cantines scolaires. Tout en considérant son mandat, ses capacités logistiques, ses capacités à travailler au niveau national, régional et local, le PAM doit s'interroger sur la manière dont il souhaite continuer la mise en oeuvre des cantines scolaires concernant l'approche de l'ASBAL. Souhaite-t-il, peut-il, oui ou non, conférer une véritable priorité à cette approche ?

Étapes à suivre pour mettre en oeuvre la recommandation I	Niveau de priorité	Temps	Responsabilité
Déterminer au niveau du bureau pays quelles sont les aspirations du PAM concernant les cantines scolaires et plus précisément l'ASBAL.	Moyen	3 mois	BP
Si l'ASBAL est une priorité, déterminer les conditions requises pour pouvoir mener correctement un programme d'ASBAL dans le contexte des régions du Sud de Madagascar (manque d'eau, d'infrastructures, etc.) et déterminer sa modalité de mise en oeuvre (transferts monétaires, jardins communautaires, appui aux agricultures, achats délocalisés, etc.). Déterminer les capacités du PAM à pouvoir s'adapter aux conditions requises pour la mise en oeuvre de l'ASBAL en considérant le contexte local. Selon les conditions requises et les capacités du PAM pour mettre en oeuvre des programmes de cantines scolaires basé sur les achats locaux, prendre la décision de privilégier ou non la mise en oeuvre de l'ASBAL.	Moyen	6 mois	BP avec le soutien du bureau régional

Recommandation II. Réfléchir au suivi du programme de cantines scolaires au niveau de la communauté. Sachant que le système de mise en oeuvre et de suivi au niveau des communautés n'est pas assez performant pour que le programme se déroule comme convenu au départ, le PAM, en concertation avec le MENETP, doit établir une stratégie alternative.

Étapes à suivre pour mettre en oeuvre la recommandation II	Niveau de priorité	Temps	Responsabilité
Se réunir avec le MENETP pour discuter de la mise en oeuvre et du suivi du programme au niveau des communautés (qui, comment, à quelle fréquence ?). Les pistes suivantes peuvent être étudiées, et d'autres peuvent être proposées : <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le suivi des agents du PAM sur le terrain • Donner les moyens financiers au MENETP pour qu'il puisse le faire • Externaliser le suivi au secteur associatif ou privé. • Mettre en place un système de plainte permettant à tous les bénéficiaires et membres des communautés de pouvoir contacter le PAM facilement. 	Élevé	6 mois	BP avec le MENETP
Établir une feuille de route réaliste qui prend en compte les contraintes budgétaires de chacun des acteurs impliqués.	Élevé	Un an	BP avec le MENETP et le soutien du bureau régional

Recommandation III : Le BP doit présenter ses objectifs et ses chiffres afin de présenter clairement et sans ambiguïté ses résultats. Le nombre de bénéficiaires n'est pas un chiffre représentatif pour un programme de cantines scolaires sachant que le PAM considère comme bénéficiaire tout élève ayant reçu au moins une fois un repas durant l'année

scolaire. La quantité de nourriture distribuée n'est pas non plus très significative si elle n'est pas directement liée au nombre de bénéficiaires.

Étapes à suivre pour mettre en œuvre la recommandation III	Niveau de priorité	Temps	Responsabilité
Revoir la manière de présenter ses résultats afin pour pouvoir comprendre clairement combien d'enfants ont reçu la nourriture initialement prévue. Par exemple, quel pourcentage d'élève a reçu 140 grammes de riz, 30 grammes de légumineuse et 10 grammes d'huile durant les 175 jours d'écoles de l'année scolaire.	Faible	6 mois	Bureau pays

Recommandations d'ordre opérationnel

Recommandation IV. Envisager d'autres partenariats avec des acteurs pouvant contribuer à l'amélioration de l'environnement scolaire et socio-économique des communautés-cibles. En considérant l'approche des cantines scolaires comme un moyen d'améliorer l'environnement scolaire et socio-économique, il serait bénéfique de continuer de développer des partenariats qui permettraient d'intégrer et d'amplifier les acquis des cantines dans une approche de développement global, notamment avec des acteurs directement présents sur le terrain.

Étapes à suivre pour mettre en œuvre la recommandation IV	Niveau de priorité	Temps	Responsabilité
<p>Dresser une liste des acteurs présents dans les régions d'intervention du PAM.</p> <p>Définir les besoins essentiels autres que l'alimentation (eau, formations, suivi, matériel, etc.) qui pourraient contribuer à l'amélioration des résultats visés par le PAM.</p> <p>Définir les avantages comparatifs des acteurs existants par rapport à ceux du PAM et du MENETP (présence locale, savoir-faire spécifiques, degré de connaissance des populations, capacité en matière de personnel, etc.)</p> <p>Considérer comment le PAM peut appuyer techniquement et financièrement ces acteurs locaux.</p>	Moyen	9 mois	<p>BP</p> <p>BP avec le soutien du bureau régional</p>
En ce qui concerne le développement socio-économique basé sur l'ASBAL, cette recommandation est directement influencée par la réponse apportée par le PAM à la première recommandation.			

Recommandation V. Mettre en place une feuille de route pour amorcer une durabilité du programme partagée entre l'État, le PAM et les bénéficiaires. Partant du constat que la durabilité des programmes de cantines scolaires des écoles assistées par le PAM depuis le départ est entièrement tributaire des bailleurs internationaux, il est nécessaire de revoir l'approche de la durabilité si le PAM ne souhaite pas continuer ainsi pour les décennies à venir.

Étapes à suivre pour mettre en œuvre la recommandation V	Niveau de priorité	Temps	Responsabilité
Déterminer au niveau du bureau pays du PAM si l'approche de la durabilité doit être revue pour y inclure de manière concrète d'autres acteurs (l'État, la société civile, les bénéficiaires, etc.)	Moyen	3 mois	BP
<p>Si le PAM souhaite voir l'État, les bénéficiaires ou d'autres acteurs s'investir de manière concrète dans la durabilité des programmes, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les leviers potentiels pour aider le gouvernement à lever des fonds (secteur privé, taxes, impôts, etc.) • Réfléchir à la possibilité de financer le MENETP au niveau des CISCO et ZAP afin de permettre une meilleure appropriation du programme • Réfléchir à un des moyens plus concrets d'impliquer les communautés notamment à travers un accompagnement plus proche des bénéficiaires, la mise en place de partenariats locaux, 	Moyen	Un an	BP en collaboration avec le MENETP

la mise en place de transferts monétaires, l'implication d'ONG locales, etc.			
Rédiger une feuille de route sur 5 ans sans sous-estimer les capacités techniques et financières des parties prenantes.	Moyen	Un an	BP et MENETP en collaboration avec le BR

Recommandation VI. Mener une réflexion sur la protection des bénéficiaires dans le cadre du programme de cantines scolaires. Dans l'objectif de ne pas nuire aux communautés bénéficiaires, il est important de considérer cette notion de protection en collaboration avec les acteurs de mise en oeuvre.

Étapes à suivre pour mettre en œuvre la recommandation VI	Niveau de priorité	Temps	Responsabilité
Déterminer les risques potentiels qu'une mauvaise gestion des cantines scolaires peut avoir sur la communauté. Identifier un moyen d'alerte précoce préventif à l'émergence de ces risques (indicateurs, seuils, etc.). Identifier un moyen d'intervention efficace une fois l'alerte donnée. Identifier les moyens pour minimiser ces risques.	Élevé	9 mois	BP en collaboration avec le MENETP
Il est suggéré par l'équipe d'évaluation de considérer cette recommandation avec la recommandation II concernant le suivi des programmes au niveau de la communauté.			

Recommandation VII. Mener une étude de référence permettant de pouvoir mieux suivre les programmes dans l'avenir. Une telle étude permettra de mieux identifier les bénéfices du programme de cantines scolaires, notamment ceux liés à la concentration, l'apprentissage ou à la réduction de la faim à court terme.

Étapes à suivre pour mettre en œuvre la recommandation VII	Niveau de priorité	Temps	Responsabilité
Identifier les bénéfices et les potentiels bénéfices du programme de cantines que le PAM aimerait pouvoir mesurer (concentration scolaire, réussite aux examens, réduction de la faim, bénéfices financiers au niveau des ménages, etc.). Identifier les indicateurs spécifiques permettant de pouvoir correctement mesurer ces bénéfices et potentiels bénéfices (test de lecture, données anthropométriques, niveau de richesse des ménages, perception des élèves sur leur état de faim, etc.). Identifier les écoles qui ont le plus grand potentiel de correctement mettre en œuvre le programme de cantines scolaire afin de servir comme écoles d'étude (l'idée étant de comprendre l'impact d'un programme correctement mis en œuvre, et non l'impact sur toutes les écoles du PAM).	Moyen	9 mois	BP en collaboration avec le MENETP
Mener l'étude de référence permettant de suivre ces indicateurs dans le temps.	Moyen	Un an	BP en collaboration avec le MENETP
Cette recommandation est surtout importante pour d'éventuelles nouvelles écoles qui seraient intégrées dans le programme du PAM. Cependant, elle reste pertinente pour les programmes déjà en cours, notamment si le PAM fait évoluer son intervention au niveau d'un suivi plus régulier des écoles.			

Recommandation VIII. Continuer d'essayer de mesurer les améliorations relatives à l'ÉGAF directement liées au programme de cantines scolaires. En plus des indicateurs quantitatifs collectés lors de l'inventaire de fin d'année, il serait pertinent de recueillir des données qualitatives permettant de mieux capter l'impact du programme en matière d'ÉGAF. Par ailleurs, il serait important de mener une réflexion sur la rémunération des cantinières.

Étapes à suivre pour mettre en œuvre la recommandation VIII	Niveau de priorité	Temps	Responsabilité
Mettre en place un groupe de travail sur la manière dont l'alimentation scolaire peut améliorer l'autonomisation des femmes à travers la préparation de la nourriture pour les cantines scolaires et comment les femmes peuvent accéder à des postes de responsabilité dans les comités de gestion des cantines scolaires.	Élevé	6 mois	BP en collaboration avec le MENETP

<p>Mettre en place des indicateurs qualitatifs permettant de voir dans quelle mesure le programme contribue à l'ÉGAF. Cela peut être fait sous forme de groupes de discussion avec les femmes.</p> <p>Les indicateurs qualitatifs permettent de rentrer plus en profondeur, car l'ÉGAF est un sujet sensible qui est difficile d'aborder de manière uniquement quantitative.</p>	Élevé	9 mois	BP en collaboration avec le MENETP et avec l'appui du BR
<p>Le PAM devrait envisager de mettre en place un système de cantines scolaires où le travail des cantinières leur apporte un avantage allant au-delà d'un simple repas ou de la reconnaissance sociale.</p>	Élevé	9 mois	BP en collaboration avec le MENETP

Annexe 1. Termes de Référence

[Cliquez sur le lien ci-dessous pour ouvrir le mandat]



Decentralized Evaluation Quality Assurance System (DEQAS)

Terms of Reference
EVALUATION of
Contribution of School Meals Programme to Education Outcomes in
Madagascar (2015 to 2018): A mixed Methods Approach

WFP Madagascar Country Office

Table of Contents

1. INTRODUCTION	3
2. REASONS AND OBJECTIVES FOR THE EVALUATION	3
2.1. RATIONALE AND OBJECTIVES	3
2.2. STAKEHOLDERS, USERS AND USES OF THE EVALUATION	4
3. CONTEXT AND SUBJECT OF EVALUATION	4
3.1. CONTEXT	4
3.2. SUBJECT OF THE EVALUATION AND THEORY OF CHANGE	6
<i>Programme design: Objectives, Targeting, activities, outputs, outcomes</i>	6
<i>Theory of Change</i>	8
4. EVALUATION APPROACH.....	9
4.1. SCOPE.....	9
4.2. EVALUATION CRITERIA AND QUESTIONS	9
4.3. METHODOLOGICAL APPROACH	10
<i>Method 1: Contribution Analysis (CA)</i>	10
<i>Method 2: Quasi-Experimental Methods</i>	11
<i>Triangulation</i>	11
4.4. DATA AVAILABILITY, INDICATORS AND QUALITY	12
4.5. QUALITY ASSURANCE AND QUALITY ASSESSMENT	13
5. PHASES AND DELIVERABLES	14
6. ORGANIZATION OF THE EVALUATION AND GOVERNANCE.....	14
6.1. EVALUATION CONDUCT	14
6.2. TEAM COMPOSITION AND COMPETENCIES	15
6.3. EVALUATION MANAGEMENT AND GOVERNANCE	15
6.4. ETHICS INCLUDING INVOLVEMENT OF CHILDREN	16
6.5. OWNERSHIP OF DATA	16
6.6. SECURITY CONSIDERATIONS	16
7. ROLES AND RESPONSIBILITIES OF STAKEHOLDERS	16
8. COMMUNICATION AND BUDGET	17

Les termes de référence seront intégrés pour la version finale du rapport

Annexe 2. Carte des interventions de cantines scolaires du PAM à Madagascar

Madagascar Country Programme Intervention Areas



The designations employed and the presentation of material in this publication do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the World Food Programme (WFP) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its frontiers or boundaries.

Annexe 3. Indicateurs de produits (outputs)

	unité	2015			2016			2017			2018				
		Prévu	Réalisé	% réalisé	Prévu	Réalisé	% réalisé	Prévu	Réalisé	% réalisé	Prévu	Réalisé	% réalisé		
Produit 4.1	Montant en espèce transféré au bénéficiaires	US\$	18 000	0	0,0%	156 780	0	0,0%	521 385	0	0,0%	991 142	0	0,0%	
	Tonnes de nourritures distribuée	tonne	7 058	4 994	70,8%	8 969	6 101	68,0%	9 003	5 526	61,4%	9 001	5 021	55,8%	
	Haricots	tonne	0	17	-	0	250	-	0	96	-	0	166	-	
	Maïs	tonne	5 046	3 524	69,8%	6 446	2 899	45,0%	6 542	117	1,8%	6 667	6	0,1%	
	Farine de maïs	tonne	0	0	-	0	295	-	0	0	-	0	0	-	
	Poudre de micronutrition	tonne	16	2	12,5%	20	7	35,0%	20	12	60,0%	20	8	40,0%	
	Pois	tonne	0	355	-	0	21	-	0	0	-	250	0	0,0%	
	Riz	tonne	438	373	85,2%	532	1 613	303,2%	445	4 203	944,5%	318	3 905	1228,0%	
	Lentilles fendues	tonne	0	0	-	0	0	-	0	16	-	0	0	-	
	Pois cassés	tonne	1 166	441	37,8%	1 473	688	46,7%	1 497	795	53,1%	1 247	649	52,0%	
	Huile végétale	tonne	392	282	71,9%	498	328	65,9%	499	287	57,5%	499	287	57,5%	
	Bénéficiaires recevant de la nourriture														
	Cantines scolaires (filles)	indiv.	142 272	145 723	102,4%	151 502	151 589	100,1%	163 514	156 089	95,5%	153 401			
	Cantines scolaires (garçons)	indiv.	131 328	123 635	94,1%	139 848	129 995	93,0%	150 936	130 222	86,3%	187 490			
	Total enfants	indiv.	273 600	269 358	98,4%	291 350	281 584	96,6%	314 450	286 311	91,1%	340 891			
Cantines scolaires (personel femme)	indiv.	11 520	7 458	64,7%	12 520	6 450	51,5%	13 240	8 027	60,6%				Données non disponibles dans le ACR 2018	
Cantines scolaires (personel homme)	indiv.	2 880	2 786	96,7%	3 130	2 958	94,5%	3 310	2 973	89,8%					
Total adults	indiv.	14 400	10 244	71,1%	15 650	9 408	60,1%	16 550	11 000	66,5%					
Grand total	indiv.	288 000	279 602	97,1%	307 000	290 992	94,8%	331 000	297 311	89,8%					
Nombre de jours de cantines	jour	136	116	85,3%	173	123	71,1%	Absent dans le SPR 2017			Absent dans le ACR 2018				
Nombre d'école assisté par le PAM	école	1 350	1 323	98,0%	1 350	1 265	93,7%	1 350	1 099	81,4%	1 099	1 099	100,0%		
Produit 4.2	Nombre de fonctionnaires formés par le PAM à la conception et à la mise en œuvre des programmes de nutrition et à d'autres domaines liés à la nutrition (techniques/stratégiques/gestionnaires)	Individu	1 560	1 558	99,9%	120	140	116,7%	120	1 171	975,8%	Cet indicateur n'est pas repris dans PSPP-T			
	Nombre d'activités d'assistance technique fournies	activité	2	5	250,0%	2	4	200,0%	2	3	150,0%	4	4	100,0%	
	Nombre de groupement de personnes engagés dans des activités liées au micro-crédit ou à l'épargne	Groupement										20	20	100,0%	
Nombre d'agents étatiques formés en S&E des activités de cantines scolaires	individu										200	200	100,0%		

Annexe 4. Indicateurs de résultats (outcomes)

		Objectif final	Valeur de départ	Date de collecte des données				
				déc-15	déc-16	déc-17	déc-18	
Résultat 4.1	Taux de rétention dans les écoles primaires assistées par le PAM							
	Sud du pays	Moyenne	> 85	76,3	98	88,74	98,7	90,26
		Taux de rétention des filles	> 85	76,3	96,4	89,07	99	90,42
		Taux de rétention des garçons	> 85	76,3	94,8	88,41	99	90,06
	Zones urbaines	Moyenne	> 85	93,7	95,1	99,18	100	Données non-désagrégées pour le PSPP-T.
		Taux de rétention des filles	> 85	91,8	94,9	99,13	100	
		Taux de rétention des garçons	> 85	93,8	95,8	95,8	100	
	Inscription : Taux annuel moyen de variation du nombre d'enfants scolarisés dans les écoles primaires assistées par le PAM							
	Sud du pays	Moyenne	> 6	9	8,4	4,41	20,3	3,55
		Inscription des filles	> 6	9	11,1	4,98	20,9	3,5
		Inscription des garçons	> 6	9	5,7	3,85	19,5	5,76
	Zones urbaines	Moyenne	> 6	7,6	10,4	7,9	2,21	Données non-désagrégées pour le PSPP-T.
		Inscription des filles	> 6	6,5	10,8	10,6	2,21	
		Inscription des garçons	> 6	8,5	9,9	5,2	2,21	
	Taux de fréquentation dans les écoles primaires assistées par le PAM							
Sud du pays	Moyenne	> 91	91	91,5	82,13	91,02	94,71	
	Taux de fréquentation des filles	> 91	91	92	82,13	91,24	94,73	
	Taux de fréquentation des garçons	> 91	91	91	82,13	91,12	94,68	
Zones urbaines	Moyenne	> 90	93,1	93,8	99,04	94,24	Données non-désagrégées pour le PSPP-T.	
	Taux de fréquentation des filles	> 86,77	92,5	93,9	98,91	93,5		
	Taux de fréquentation des garçons	> 85	93,2	94	99,16	95,9		
R 4.2	School feeding national capacity index		2	1	-	-	-	∅
Résultat 4.3	Nombre moyen de jours de classe par mois pendant lesquels des aliments enrichis ou au moins 4 groupes d'aliments ont été fournis							
	Sud du pays		> 14	∅	6,4	12,9	14	17
	Zones urbaines		> 14	∅	8,1	15,23	14	17

Les zones urbaines n'ont pas été prise en compte dans le cadre de cette évaluation.

Annexe 5. Liste des parties prenantes et informateurs clés

Parties prenantes internes au PAM			
Parties prenantes	Intérêt pour le programme	Implication dans l'évaluation et utilisation probable	Qui (spécifiquement pour l'évaluation)
Bureau pays à Madagascar	Responsable de la planification et mise en œuvre des interventions au niveau du pays Responsable de la planification et de la mise en œuvre du Plan stratégique pays 2019-2024	Informateur-clé, partie prenante primaire Utilisateur-clé des résultats afin d'éclairer la prise de décisions. Le commanditaire de l'évaluation est l'administrateur de programme ainsi que le gestionnaire de l'évaluation . Aide logistique à l'équipe d'évaluation (mise en relation avec les différentes parties prenantes, déplacement sur le terrain).	Directeur et directeur adjoint Chargés de programmes Réfèrent de suivi et d'évaluation ainsi que d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) Réfèrent logistique, administration et finance Entretiens semi-structurés avec tous
Bureau régional de Johannesburg	Responsable de la supervision des bureaux pays et de leur support technique.	Informateur-clé, partie prenante primaire Utilisateur-clé des résultats de l'évaluation pour fournir une orientation stratégique, un appui au programme et un contrôle. Fait partie du comité d'évaluation.	Chargé régional de l'évaluation Entretien par mail ou téléphone si nécessaire
Siège du PAM, division de repas scolaires	La division de repas scolaire peut apporter une aide technique au bureau régional ou au bureau pays.	Informateur-clé, partie prenante primaire Peut utiliser les résultats de l'évaluation pour la redevabilité et l'apprentissage organisationnel. Peut apporter des informations supplémentaires sur les stratégies et politiques du PAM.	Unités techniques du PAM (développement de capacités, alimentation scolaire, etc.) Entretien par mail ou téléphone si nécessaire
Bureau de l'évaluation du PAM à Rome	L'OEV est intéressé à assurer que les évaluations décentralisées fournissent des évaluations de qualité, crédibles et utiles qui respectent les dispositions d'impartialité ainsi que les rôles et les responsabilités de divers participants aux évaluations décentralisées tels qu'identifiées dans la politique d'évaluation. Apporte une vision générale et indépendante au travers des évaluations.	Partie prenante primaire Peut utiliser les résultats de l'évaluation pour alimenter les synthèses d'évaluation ainsi que pour produire une déclaration annuelle au Conseil d'administration. Est chargé de formuler des observations sur le rapport d'évaluation, de l'approuver et de le diffuser.	Agent d'évaluation régional Contact par mail ou téléphone si nécessaire

Conseil d'administration du PAM	Le Conseil d'administration a un rôle de surveillance des programmes au niveau mondial. Il est responsable de l'orientation stratégique du PAM.	Partie prenante primaire Cette évaluation ne sera pas présentée au Conseil d'administration, mais ses conclusions peuvent nourrir les synthèses annuelles et les processus d'apprentissage.	Membres du conseil Pas de contact nécessaire
Comité d'évaluation interne	Le Comité d'évaluation a été formé dans le but d'assurer l'indépendance et l'impartialité de l'évaluation.	Partie prenante primaire Le comité d'évaluation interne examinera les produits délivrables de l'évaluation et soutiendra la gestion globale du processus d'évaluation. Il supervisera l'évaluation.	Présidé par le directeur adjoint du PAM à Madagascar Chargé du suivi et évaluation (S&E) et responsable de l'évaluation Chargé de programme des cantines scolaires Chargée de programme de nutrition Chargé de l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV) Chargé régional de l'évaluation Contact permanent par rapport à l'avancement de l'évaluation
Groupe de référence de l'évaluation	Le groupe de référence est un organe consultatif qui assure une protection supplémentaire contre la partialité et les influences.	Partie prenante primaire Facilite l'évaluation. Fournis des commentaires sur les rapports préliminaires (les TdR, le rapport de démarrage et l'évaluation finale). Approuve les produits délivrés (rapport de démarrage et rapport d'évaluation).	Bureau pays (Directeur adjoint du PAM à Madagascar, chargé du S&E et responsable de l'évaluation, chargée de programme des cantines scolaires, chargée de programmes de nutrition, chargé ACV) Bureau régional (Chargée régionale des cantines scolaires, analyste d'évaluation) Partenaires gouvernementaux (Responsable de la base de données au MEN, responsable de la nutrition scolaire à l'ONN) Partenaires des Nations unies (Coordinateur de projet à l'UNESCO, chargée protection sociale à l'UNICEF, spécialistes éducation à la Banque mondiale) Bailleurs (chargé de programme à l'ambassade de Norvège, chargée de programme à la JICA) Contact permanent par rapport à l'avancement de l'évaluation
Parties prenantes externes – Au niveau gouvernemental Le Gouvernement a un intérêt direct pour savoir si les activités du PAM dans le pays sont conformes à ses priorités, harmonisées avec l'action d'autres partenaires et répondent aux résultats attendus. Les problèmes liés au développement des capacités, au passage de responsabilité et à la durabilité sont particulièrement importants.			
Parties prenantes	Intérêt pour le programme	Implication dans l'évaluation et utilisation probable	Qui (spécifiquement pour l'évaluation) et comment ?

Le MENETP au travers de la cellule de coordination des projets de cantines scolaires (CCPCS) et de la DRENETP	Le CCPCS au niveau central ainsi qu'au niveau décentralisé a un suivi sur les activités du PAM. Le CCPCS participe à des sessions de suivi et d'évaluation annuelles des activités du PAM	Informateur-clé, partie prenante primaire. La CCPCS fait partie du groupe de référence de l'évaluation	La cheffe de la CCPCS Le responsable S&E La responsable de la base de données. Entretien et visualisation des données si possible Entretien semi-structure
Ministère de la population, de la protection sociale et de l'autonomisation / promotion des femmes (MPP)	Le MPP est intéressé par le programme cash et les interventions de protection sociale sensibles aux chocs.	Partie prenante secondaire	Non rencontré
Ministère de l'Agriculture	Le ministère de l'Agriculture à un intérêt pour le programme d'alimentation scolaire basée sur les achats locaux	Partie prenante secondaire	Non rencontré
Ministère de la Santé publique	Le Ministère de la Santé publique à un intérêt pour la santé et l'hygiène scolaires.	Partie prenante secondaire	Non rencontré
L'office national de la nutrition (ONN)	L'ONN et le PAM travaillent conjointement afin d'intégrer l'éducation à la nutrition dans les écoles. L'ONN est également un bénéficiaire direct des activités de renforcement de capacité du PAM.	Informateur-clé, partie prenante primaire Le responsable de la nutrition scolaire de l'ONN fait partie du groupe de référence de l'évaluation	Le responsable de la nutrition scolaire à l'ONN Entretien semi-structuré
Responsables des directions régionales de l'Éducation nationale (DRENETP), des circonscriptions scolaires (CISCO) et des zones d'administration pédagogique (ZAP).	Les responsables de ZAP et de CISCO sont directement impliqués dans la mise en œuvre des programmes liés aux cantines scolaires.	Informateurs-clés, parties prenantes primaires Ces informateurs donneront une idée de la mise en œuvre du programme du PAM au niveau local	Chefs ZAP et CISCO des zones visités durant la phase de récolte des données
Parties prenantes externes – Au niveau de l'école et de la communauté			
Parties prenantes	Intérêt pour le programme	Implication dans l'évaluation et utilisation probable	Qui (spécifiquement pour l'évaluation) et comment ?
Élèves	Ce sont les élèves qui sont les premiers bénéficiaires du programme.	Informateur-clé, partie prenante primaire Le point de vue des enfants sur les bénéfices du programme de cantines scolaire est essentiel à l'évaluation.	Les élèves Groupes de discussion (fille et garçons séparés).

Parents d'élèves	Les parents des enfants recevant une assistance du PAM sont les premiers concernés par les bénéfices d'un tel programme, pour leurs enfants en particulier et pour leurs ménages en général.	Informateur-clé, partie prenante primaire Le point de vue des parents sur les bénéfices du programme de cantines scolaire est essentiel à l'évaluation.	Les parents d'élèves Groupes de discussion (mères et pères séparés) ainsi que des entretiens individuels
Comités locaux de gestion (CLG) en charge des cantines scolaires	Bénéficiaires en termes de développement des capacités individuelles. Les CLG sont le dernier maillon de la chaîne de mise en œuvre des programmes et politiques liées aux cantines scolaires.	Informateur-clé, partie prenante primaire L'analyse des membres des CLG permettra d'avoir une idée sur la pertinence et l'impact du programme et de déceler d'éventuels manques et/ou améliorations possibles.	Les membres des CLG Groupes de discussion (femmes et hommes séparés si pertinent) suivis d' entretiens individuels (si besoin)
Les enseignant-e-s et directeur-ice-s d'écoles	Bénéficiaires en termes de développement des capacités individuelles. Les enseignant-e-s et directeur-ice-s d'écoles sont des informateurs essentiels concernant à la vie de l'école.	Informateur-clé, partie prenante primaire Par leur proximité avec les élèves, les enseignant-e-s et directeur-ice-s ont une bonne perception de l'impact des cantines scolaires sur les enfants. Tout changement apporté à l'intervention du PAM aura un effet direct sur leurs élèves.	Enseignant-e-s et directeur-ice-s Entretiens semi-structuré
Représentants de la communauté	Entant que représentants de la communauté dans laquelle s'inscrit le programme de cantines scolaires, ces représentants ont un intérêt direct pour le programme.	Informateur-clé, partie prenante primaire Les représentants peuvent fournir des indications précieuses quant à la mise en œuvre du programme et à son éventuelle pérennité.	Représentants de la communauté Groupe de discussion
Petits producteurs	Dans le cadre des programmes ASBAL, les petits producteurs ont été intégrés pour la fourniture de légumes pour les écoles.	Informateur-clé, partie prenante secondaire Le point de vue des petits producteurs pourrait apporter à l'EE un autre éclairage sur l'impact des cantines scolaires.	Non rencontrés
Parties prenantes externes – Système des Nations unies			
Parties prenantes	Intérêt pour le programme	Implication dans l'évaluation et utilisation probable	Qui (spécifiquement pour l'évaluation) et comment ?
UNICEF	Partenaire de mise en œuvre au travers du programme conjoint (UNICEF-OIT-PAM.)	Informateur-clé, partie prenante primaire L'avis de l'agence concernée permettra d'avoir un autre point de vue sur la pertinence, l'efficacité et l'efficience des activités du PAM.	Représentant de l'agence concernée Entretien semi-structuré individuel
OIT	Partenaire de mise en œuvre au travers du	Informateur-clé, partie prenante primaire	Représentant de l'agence concernée

	programme conjoint (UNICEF-OIT-PAM.)	L'avis de l'agence concerné permettra d'avoir un autre point de vue sur la pertinence, l'efficacité et l'efficience des activités du PAM.	Entretien semi-structuré individuel
OMS	L'OMS intervient dans le déparasitage des enfants des écoles dans lesquelles intervient le PAM.	Partie prenante secondaire L'avis de l'agence concerné permettra d'avoir un autre point de vue sur la pertinence, l'efficacité et l'efficience des activités du PAM.	Non rencontré
FAO	Partenaire de mise en œuvre en ce qui concerne l'ASBAL.	Partie prenante secondaire La FAO souhaite apprendre à Madagascar les performances de l'alimentation scolaire à domicile et comment renforcer son impact sur la production locale.	Représentant de l'agence concernée Entretien semi-structuré individuel
Banque mondiale	La Banque mondiale a supervisé le programme du Partenariat mondial pour l'éducation dont l'UNICEF était l'agence coordinatrice.	Informateur-clé, partie prenante primaire La Banque mondiale	Représentant de la Banque mondiale chargé des programmes de cantines scolaires Entretiens semi-structuré individuels

Parties prenantes externes – autres			
Parties prenantes	Intérêt pour le programme	Implication dans l'évaluation et utilisation probable	Qui (spécifiquement pour l'évaluation) et comment ?
ONG Aide et action	Aide et action travaille en collaboration avec le PAM pour mettre en œuvre les activités liées à la sensibilisation à la nutrition.	Informateur-clé, partie prenante primaire Aide et action a une vision in situ de la pertinence et de l'impact des activités de renforcement de compétences qu'ils mettent en œuvre.	Non rencontré
Bailleurs de fonds (Ministère des Affaires de Norvège, du Japon, de Russie, de France, etc.)	Les bailleurs de fonds sont intéressés de bien comprendre la contribution des activités du PAM aux résultats scolaires.	Informateur-clé, partie prenante primaire Ayant une bonne connaissance du contexte malgache en matière d'éducation, les bailleurs pourront renseigner l'EE sur le contexte général.	Points focaux Entretiens semi-structuré individuels

Annexe 6. Bailleurs et contributions respectives

Bailleur	Somme en dollars É.-U	Date de virement
Ministère des Affaires de Norvège - Norvège	4 698 627	2015-2018
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement - Canada	3 609 794	2015
CanadaHelps - Canada	250 807	2018
La Banque africaine de développement	505 350	2015
Japan Association for the World Food Programme (JAWFP) - Japon	360 674	2015 - 2018
Ministère des Affaires étrangères - Japon	4 571 372	2016-2018
Ministère des Affaires étrangères - France	552 239	2016
La Banque internationale pour la reconstruction et le développement – Banque mondiale – Gouvernement malgache	654 662	2015
Global Partnership for Education (GPE) – Banque mondiale	3 095 000	2017 - 2018
Mastercard – Union européenne	657 775	2018
Ministère des Affaires étrangères - Russie	1 000 000	2017
Feed the Children – États-Unis	359 172	2018
Direction du développement et de la coopération - Suisse	527 330	2018
TOTAL	20 842 802	

Annexe 7. Cadres logiques du programme pays et du plan stratégique pays provisoire de transition

PP 200733		
<p>Objectif stratégique 4 du PAM : Réduire la sous-alimentation et briser le cycle intergénérationnel de la faim Objectif du programme : <i>Soutenir le programme national de repas scolaires, par le biais de repas chauds fortifiés pour les enfants du primaire, la mise en œuvre du paquet essentiel d'activités et une assistance technique au Gouvernement visant à renforcer la politique nationale en matière de repas scolaires, les institutions et les capacités nécessaires pour se préparer à l'extension du programme de repas scolaires au niveau national</i></p>		
Résultat	Indicateurs de performance clés	Suppositions
Résultat 4.1: Accroître l'accès équitable à l'éducation et à son utilisation.	Taux de fréquentation (garçons) dans les écoles primaires assistées par le PAM	Les capacités en ressources financières, humaines et matérielles des districts / communes éducatives sont suffisantes
	Taux de fréquentation (filles) dans les écoles primaires assistées par le PAM	
	Effectifs (garçons) : taux de variation annuel moyen du nombre de garçons inscrits dans des écoles primaires assistées par le PAM	
	Effectifs (filles) : taux de variation annuel moyen du nombre de filles inscrites dans des écoles primaires assistées par le PAM	
	Taux d'abandon scolaire (filles) dans les écoles primaires assistées par le PAM	
	Taux d'abandon scolaire (garçons) dans les écoles primaires assistées par le PAM	
Résultat 4.2: Renforcement des capacités et de la gérance afin de réduire la sous-alimentation et d'accroître l'accès à l'éducation aux niveaux régional, national et communautaire	Indice Capacité Nationale sur le repas Scolaire NCI selon SABER	
Résultat 4.3: Augmentation de la qualité nutritionnelle du programme de cantines scolaires pour répondre aux besoins nutritionnels des enfants d'âge scolaire	Nombre mensuel moyen de jours d'école au cours desquels des aliments multi enrichis ou au moins 4 groupes d'aliments ont été fournis	Activités liées au HGSP mises en œuvre et gérées par les membres de la communauté
<i>Output 4.1:</i> Distribution ponctuelle des Produits alimentaires, produits nutritionnels, articles non alimentaires, virements monétaires et bons en quantités et en qualité suffisantes aux bénéficiaires ciblés	Montant total en espèces transféré aux bénéficiaires ciblés, désagrégé par sexe et par catégorie de bénéficiaires, en % par rapport au montant prévu	
	Quantité d'aide alimentaire distribuée, désagrégée par type, en % par rapport à la quantité prévue	
	Nombre de garçons et de filles bénéficiant d'une aide alimentaire, désagrégé par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, nourriture, articles non alimentaires, transferts monétaires et bons, en % par rapport au nombre prévu	
	Nombre de jours d'alimentation, en % par rapport au nombre prévu	
	Nombre de sites institutionnels assistés (par exemple, écoles, centres de santé), en % par rapport au nombre prévu	
PSPP-T		
<p>Objectif stratégique 4 du PAM : Réduire la sous-alimentation et briser le cycle intergénérationnel de la faim Les écoliers des régions du sud et du centre reçoivent des aliments sains, adéquats et nutritifs tout au long de l'année.</p>		
Résultat	Indicateurs de performance clés	Suppositions
Indicateurs de résultat	Zero Hunger Capacity Scorecard	Le gouvernement malgache respecte le calendrier scolaire. Autres paquets essentiels assurés au niveau de l'école. Mécanisme de coordination mis en place à chaque niveau
	Taux de rétention	
	Taux d'inscription	
	Taux de fréquentation	

		pour l'ensemble des parties prenantes du secteur de l'éducation
Activité : Fournir des repas scolaires dans les régions du centre et du sud de Madagascar		
Les écoliers de 13 CISCO reçoivent des repas nutritifs tous les jours de classe afin de satisfaire leurs besoins alimentaires de base et d'améliorer les taux de rétention scolaire.		
Produit A.1	Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant de la nourriture, des transferts en espèces ou des bons d'achat de produits de base	Le gouvernement malgache respecte le calendrier scolaire. Autres paquets essentiels assurés au niveau de l'école. Mécanisme de coordination mis en place à chaque niveau pour l'ensemble des parties prenantes du secteur de l'éducation
Produit A.2	Quantité de nourriture fournie	
Produit A.3	Montant total des transferts monétaires distribués	
Produit A.5	Quantité des produits non-alimentaires	
Produit A.6	Nombre de sites institutionnels aidés	
Produit A.9	Nombre moyen de jours de classe par mois pendant lesquels des aliments enrichis ou au moins 4 groupes d'aliments ont été fournis	
Les écoliers malgaches bénéficient de l'amélioration de la capacité des autorités nationales à gérer le programme d'alimentation scolaire afin de répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base.		
Produit C.1	Nombre de personnes formées	Le gouvernement malgache respecte le calendrier scolaire. Autres paquets essentiels assurés au niveau de l'école. Mécanisme de coordination mis en place à chaque niveau pour l'ensemble des parties prenantes du secteur de l'éducation
Produit C.3	Nombre d'activités de soutien technique fournies	
Produit C.7	Nombre de mécanismes nationaux de coordination soutenus	

Annexe 8. Priorités nationales en rapport avec les programmes de cantines scolaires.

Plan national de développement 2015-2019		
Axe stratégique PND 4 : « Capital humain adéquat au processus de développement »		
4.2. Éducation universelle et aux normes de l'excellence	4.2.1. Se doter d'un système éducatif performant, conforme aux normes internationales	4.2.1.1. Réduire de manière significative l'analphabétisme
		4.2.1.2. Garantir une éducation de qualité pour tous
		4.2.1.3. Améliorer le niveau de satisfaction des usagers et la fonctionnalité du système éducatif
4.8. Protection sociale, expression des droits humains et de l'équité sociale	4.8.1. Renforcer la protection sociale	4.8.1.1. Lutter contre l'exclusion et la vulnérabilité sociale
		4.8.1.2. Améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition
		4.8.1.3. Promouvoir les droits et les équités sociales

Plan national d'action pour la nutrition 2017-2021
AXE 2 : nutrition sensitive
Améliorer la sécurité alimentaire de ménages, contribuer à la protection sociale des ménages vulnérables
Renforcement du paquet de la nutrition en milieu scolaire
Mettre à l'échelle les jardins potagers au niveau des sites communautaires
Promouvoir la bonne pratique d'hygiène alimentation
Promouvoir le lavage des mains avec du savon
Réaliser des campagnes de déparasitage
Réaliser la supplémentation en micronutriments des élèves
Promouvoir la consommation des aliments riches en micronutriments
Mettre en place des jardins scolaires
Promouvoir la consommation du sel iodé
AXE 3 : gouvernance
Renforcement du cadre politique et réglementaire

Politique nationale d'alimentation scolaire 2017-2021

D'ici 2021, la Politique nationale d'alimentation scolaire va concourir à l'atteinte des objectifs spécifiques suivants :	1. de réduire la faim immédiate chez les élèves des EPP afin de contribuer à améliorer les indicateurs de l'accès et de la performance scolaire, en référence aux objectifs du Plan sectoriel de l'éducation (PSE) : Taux d'achèvement ; taux de survie/rétention ; taux de transition ; taux d'abandon et Taux de redoublement.
	2. de mettre en œuvre systématiquement les activités complémentaires à l'alimentation scolaire pour produire un impact maximum sur les élèves : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Améliorer l'état de santé et nutritionnel des élèves ; ▪ Promouvoir les 3 messages clés EAH au niveau d'au moins 80% des EPP à cantines ; ▪ Mettre en place des jardins scolaires au niveau d'au moins 50% des EPP ; ▪ Promouvoir l'utilisation des foyers au niveau d'au moins 80% des EPP à cantines.
	3. d'assurer l'extension progressive d'une alimentation scolaire pérenne basée sur l'appropriation et la valorisation de la production locale au niveau d'au moins 50% des EPP à cantines ;
	4. de disposer d'un cadrage institutionnel cohérent, incluant la participation communautaire, capable de coordonner vers une approche commune et concertée propice à la promotion scolaire.

Plan sectoriel de l'éducation 2018-2022
Axe de développement 2 : Réformer l'enseignement fondamental 1 (primaire) et fondamental 2 (collège) pour une éducation fondamentale de 9 ans
Cantines scolaires : « Vu la difficulté financière des ménages, l'alimentation scolaire est un des éléments clés qui motive les élèves à fréquenter l'école et à y rester ; ainsi, elle participe à l'amélioration de l'état de santé des élèves ainsi que leurs capacités d'apprentissage [...] Appliquer le plan de mise en œuvre de la Politique nationale de l'alimentation scolaire ainsi que la vulgarisation de l'approche ASBAL. »
Santé scolaire : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Promouvoir l'eau-assainissement-hygiène au niveau des écoles ; ▪ Faire acquérir aux élèves des comportements responsables en matière de santé des jeunes et adolescents.

Annexe 9. L'analyse de la contribution

L'analyse de la contribution (AC) consiste en une approche pragmatique visant à appliquer les principes de l'évaluation basée sur la théorie développée par John Mayne (1999) et est définie comme « [une] analyse spécifique entreprise pour fournir des informations sur la contribution d'un programme aux résultats sur lesquels il essaie d'exercer une influence ». Contrairement aux méthodes expérimentales qui établissent la causalité par comparaison à un contrefactuel, l'AC établit la causalité en examinant la contribution du programme au moyen d'une interprétation mécaniste et en élaborant un récit de la contribution. Il établit un argumentaire en faveur d'une inférence raisonnable de la causalité probabiliste (Mayne, 2011). L'analyse de la contribution se réalise en six étapes successives et itératives afin de déterminer si et pourquoi une intervention est un facteur contribuant à l'impact (Ton et coll., 2019). Les six étapes définies par Mayne (2008) sont les suivantes :

I. La première étape de ce processus est reprise dans la question générale détaillée dans la matrice d'évaluation. Conformément au mandat, les résultats en matière d'éducation et les priorités nationales sont fondés sur l'inscription, la fréquentation et le maintien à l'école. Toutefois, d'autres indicateurs pertinents qui sont affectés par l'alimentation scolaire peuvent être évalués au cours de l'analyse. **Cette première étape a été validée lors de la mission de démarrage avec le BP du PAM.**

II. La deuxième étape est fondamentale. Une théorie du changement (TdC) bien développée permet d'expliquer comment le programme de repas scolaires est censé produire l'impact / les résultats escomptés. Une théorie du changement commence habituellement par les produits et activités qui mènent à des résultats intermédiaires puis à des résultats finaux (impacts). Cependant, une théorie du changement pour l'AC va au-delà d'un modèle logique en y ajoutant les mécanismes de changement, les hypothèses et les risques. Elle met en évidence les liens entre les activités/produits et les résultats intermédiaires ainsi que les liens entre les résultats intermédiaires et les résultats finaux/impact. De plus, la TdC met en évidence les hypothèses, les risques, les facteurs d'influence et les obstacles associés à la mise en œuvre des activités et des extrants et à l'atteinte des résultats intermédiaires et finaux. Au cours de l'élaboration de la théorie du changement de la mission de démarrage, l'EE y a intégré les informations

tirées de la revue documentaire détaillée et des entretiens avec les parties prenantes clés. Il convient de noter que la TdC initiale a été soumise à des modifications selon les données primaires récoltées lors de la mission de collecte des données. **La première version de la TdC a été approuvée par le BP du PAM lors de la mission de démarrage.**

III. La troisième étape consiste à rassembler les preuves existantes liées à la théorie du changement. Ces preuves comprennent les évaluations et les recherches préalables, la compréhension des programmes en cours et l'avis des informateurs clés. L'EE a également recueilli des données sur les influences externes susceptibles d'influer sur les résultats. Dans les TdR (paragraphe 42), il est indiqué que le récit de la contribution⁷⁸ du programme de repas scolaires à Madagascar sera établi en utilisant au mieux les données secondaires existantes (c'est-à-dire les rapports, documents et données quantitatives). Ce processus implique l'élaboration d'hypothèses et de risques (défini comme facteurs influents et explications alternatives dans la TdC) associés aux liens entre les activités et les résultats intermédiaires ainsi qu'aux liens entre les résultats intermédiaires et l'impact (les résultats finaux). Cette étape est cruciale avant de recueillir de nouvelles données empiriques. **Cette troisième étape a été en partie menée par l'EE durant la mission de démarrage.**

IV. La quatrième étape implique l'évaluation du récit de la contribution et des défis qu'elle pose. Avant de recueillir de nouvelles données, il est important de déterminer les forces et les faiblesses de la contribution. Au cours de ce processus, l'EE détermine si les intervenants et les informateurs clés sont d'accord avec l'histoire de la contribution qui a été élaborée qui est reflétée dans la TdC. Ainsi, cela permet à l'EE d'être mieux en mesure d'identifier les lacunes là où de nouvelles données ou informations seront nécessaires.

V. L'étape suivante consiste à rechercher des preuves supplémentaires (qualitatives et quantitatives). L'objectif de cette étape est de recueillir des données probantes sur les résultats obtenus, sous réserve des hypothèses et des risques énoncés dans la théorie du changement et des facteurs externes importants qui peuvent avoir influé sur ces résultats (facteurs influents et explications alternatives dans la TdC). Ainsi, l'EE a collecté des données primaires (quantitatives et qualitatives) pour combler certaines lacunes du récit des performances, notamment au niveau des bénéficiaires directs des programmes (au niveau des ménages, de l'école et de la communauté). L'EE a organisé des discussions de groupe et des entretiens semi-structurés avec les bénéficiaires, les partenaires de mise en œuvre et les autres parties prenantes. Ensuite, les données existantes et les données primaires (qualitatives et quantitatives) ont été triangulées pour valider la chaîne causale établie dans la théorie du changement. **Cette étape a été menée lors de la mission de collecte de données.**

VI. La dernière étape consiste à réviser et à renforcer le récit de la contribution. À l'aide des nouvelles données probantes, l'EE a été en mesure d'établir un récit de contribution final avec des conclusions solides sur les liens de causalité de la théorie du changement. L'AC fonctionne comme un processus itératif. Par conséquent, l'EE peut juger nécessaire de répéter les étapes 2 et 4 pour réévaluer les forces et les faiblesses de la théorie du changement. **Cette étape a été menée pendant et après la mission de collecte de données. Elle a permis d'élaborer une TdC qui reflète les informations collectées durant la mission d'évaluation.**

⁷⁸ « histoire de la performance » dans les TdR

Annexe 10. Matrice d'évaluation

Question fondamentale : Dans quelles mesures le programme de cantines scolaires contribue-t-il à la réalisation des objectifs de l'éducation, à la réduction des disparités entre les sexes et à la réalisation des priorités nationales dans le contexte de Madagascar ?						
PERTINENCE						
Num.	Questions	Indicateurs et mesures	Sources principales d'information	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	Qualité des preuves
1	Quelle est la pertinence du programme de cantines scolaires dans le contexte de l'éducation et de la sécurité alimentaire à Madagascar ?	Niveau de pertinence des objectifs et activités planifiées en relation avec les besoins identifiés dans : - Les documents de la politique sectorielle de l'éducation - Les documents de la politique national de nutrition (PNN) - L'exercice SABER 2014 Niveau d'appréciation des partenaires	- Plan intermédiaire pour l'éducation (2013-2015) - Plan sectoriel de l'éducation (2018-2022) - PNN I (2004-2009) - PNN II (2013-2015) - PNN III (2017-2021) - Rapport SABER 2014 - Document de formulation du PP 200733 et du PSPP-T ainsi que les révisions budgétaires - Personnel du PAM - Personnel des ministères concernés - Partenaires de mise en œuvre	- Revue documentaire - Entretiens semi-structurés - Restitution des résultats préliminaires	- Triangulation des différentes sources d'information - Validation des résultats lors de la restitution	Élevée
EFFICACITÉ						
Num.	Questions	Indicateurs et mesures	Sources principales d'information	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	Qualité des preuves
2	Quel a été le niveau de financement du programme par rapport aux besoins / budget prévu ?	Niveau de financement des activités du PAM par rapport au besoins prévu lors de la conception du PP et du PSPP-T et des révisions budgétaires.	- Document de formulation du PP 200733 et du PSPP-T ainsi que les révisions budgétaires - SPR de 2015 à 2017	- Revue documentaire - Entretiens	- Triangulation des différentes sources d'information - Validation des résultats lors de la restitution	Élevée

			- ACR 2018 et 2019 - Révisions budgétaires du PP200733 et du PSPP-T			
3	Quels facteurs ont influencé les décisions de financement des différents acteurs ?	- Avis des bailleurs sur la question - Ressenti des partenaires du PAM (ONG, gouvernement, agences onusiennes) - Avis du PAM - Avis du MENETP	- Bailleurs - Partenaires du PAM (ONG, gouvernement, agences onusiennes) - Personnel du PAM - MENETP	- Entretiens semi-structurés	- Triangulation des différentes sources d'information	Élevée
4	Dans quelle mesure le programme a-t-il été mis en œuvre comme prévu / conçu ?	Degré d'atteinte des résultats par rapport aux objectifs définis au départ	- SPR de 2015 à 2017 - ACR 2018 et 2019 - Rapport de distribution - Personnel du PAM	- Revue documentaire - Entretiens semi-structurés	- Analyse de la contribution / REF - Triangulation des différentes sources d'information - Validation des résultats lors de la restitution	Élevée
5	Quels facteurs ont permis ou limité la mise en œuvre du programme ?	Facteurs à la base des résultats positifs ou négatifs influant la mise en œuvre du programme	- SPR de 2015 à 2017 - ACR 2018 et 2019 - Personnel du PAM - Partenaire de mise en œuvre	- Revue documentaire - Entretiens semi-structurés	- Analyse de la contribution / REF - Triangulation des différentes sources d'information - Validation des résultats lors de la restitution	Élevée
6	Dans quelle mesure les produits ⁷⁹ prévus ont-ils été réalisés ?	Niveau d'atteinte des indicateurs de produits du PP et du PSPP-T	- SPR de 2015 à 2017 - ACR 2018 et 2019 - Rapports d'activités - Cadres logiques (PP et PSPP-T) - Personnel du PAM - Bénéficiaires (écoles, parent d'élèves, comités de gestion) - Visites sur le terrain	- Revue documentaire - Entretiens semi-structurés - Observation directe	- Analyse de la contribution / REF - Triangulation des différentes sources d'information	Élevée
7	Quels facteurs ont permis ou limité la réalisation des produits ?	- Ressenti des différentes personnes impliquées dans la mise en œuvre des activités	- Personnel du PAM - Bénéficiaires (écoles, parent d'élèves, comité de gestion)	- Revue documentaire	- Analyse de la contribution / REF	Élevée

⁷⁹ Dans la version française des TdR, il était noté « résultats » à la place de « produits ». Cette modification devra être validée par le PAM durant la phase de démarrage.

		- Ressenti des bénéficiaires du programme	- Visites sur le terrain - Partenaires de mise en œuvre	- Entretiens semi-structurés - Observation directe	- Triangulation des différentes sources d'information	
EFFICIENCE ⁸⁰						
Num.	Questions	Indicateurs et mesures	Sources principales d'information	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	Qualité des preuves
8	Quel était le délai de réception des fonds et / ou des dons en nature ?	Délais de réception des fonds ou des dons en nature	- Rapports d'activités - Point focal administratif du PAM - SPR / ACR	- Revue documentaire - Entretiens semi-structurés - Restitution des résultats préliminaires	- Triangulation des différentes sources d'information	Élevée
9	Dans quelle mesure les livraisons de nourriture aux écoles ont-elles été effectuées en temps voulu et en quantité suffisante ? ⁸¹	- Quantité de nourriture distribuée comparée aux prévisions du programme - Régularité des distributions	- Rapports d'activités - Point focal logistique du PAM - Représentant du MENETP au niveau des CISCO - Comité de gestion des cantines scolaires - Partenaires de mise en œuvre - SPR/ACR	- Revue documentaire - Entretiens semi-structurés - Observation - Restitution des résultats préliminaires	- Analyse de la contribution / REF - Triangulation des différentes sources d'information	Élevée
IMPACT						
Num.	Questions	Indicateurs et mesures	Sources principales d'information	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	Qualité des preuves
10	Dans quelle mesure la présence de repas à l'école réduit-elle les stratégies d'adaptation	Évolution des stratégies d'adaptation des ménages à travers le temps.	- Rapports d'activités / évaluations similaires - Parents d'élèves / ménages	- Revue documentaire	- Analyse de la contribution / REF	Moyenne ⁸²

⁸⁰ Un exercice d'analyse coûts-bénéfices est en cours avec l'aide de Mastercard parallèlement à la présente évaluation. Par conséquent, l'évaluation de ce critère porte uniquement sur le financement, la rapidité et la convenance de la ration.

⁸¹ La référence à la régularité est basée sur le fait que s'il n'y a aucune fidélité dans la mise en œuvre, on ne peut pas s'attendre à ce que le programme ait un impact à long terme.

⁸² Dépend de l'existence ou non d'une étude de base sur laquelle l'évaluation puisse se baser

	négatives au niveau des ménages ?	Les stratégies d'adaptation seront désagrégées par sexe.	- Personnel scolaire - Autres acteurs de cantines scolaires	- Enquête quantitative - Groupes de discussion (désagrégé par sexe)	- Analyse des données quantitatives - Triangulation avec les différentes sources d'informations qualitatives	
11	Les repas scolaires viennent-ils en supplément aux repas fournis à la maison ou un substitut ?	N/A	- Parents d'élèves / ménages - Personnel scolaire - Autres acteurs de cantines scolaires	- Enquête quantitative - Groupes de discussion (désagrégé par sexe)	- Triangulation	Moyenne ⁸³
12	Les repas scolaires réduisent-ils la faim à court terme chez les enfants d'âge scolaire ?	N/A	- Parents d'élèves / ménages - Personnel scolaire - Autres acteurs de cantines scolaires	- Enquête quantitative auprès du personnel scolaire et des ménages - Groupe de discussion (désagrégé par sexe) - Étude documentaire.	- Analyse de la contribution / REF - Triangulation	Élevée
13	Quels sont les facteurs médiateurs et modérateurs ? ⁸⁴	N/A	- Parents d'élèves / ménages - Personnel scolaire - Autres acteurs de cantines scolaires	- Enquête quantitative - Groupe de discussion (désagrégé par sexe) - Entretiens individuels	- Analyse de la contribution / REF	Élevée

⁸³ Idem

⁸⁴ Suite au échange avec le PAM, cette question est rattaché à la question précédente.

				- Revue documentaire		
14	Dans quelle mesure la fourniture de repas scolaires augmente-t-elle la scolarisation des enfants des ménages vulnérables ?	Évolution du taux de scolarisation à travers le temps.	- Parents d'élèves / ménages - Personnel scolaire - Autres acteurs de cantines scolaires	- Enquête quantitative - Groupe de discussion (désagrégé par sexe) - Entretiens individuels	- Analyse de la contribution / REF	Élevée ou moyenne (selon les données recueillies sur le terrain)
15	Dans quelle mesure la fourniture de repas scolaires augmente / stabilise-t-elle la fréquentation scolaire ?	Évolution de la fréquentation scolaire à travers le temps. Les résultats seront désagrégés par sexe.	- Registres scolaires (niveau national et local) - Parents d'élèves / ménages - Personnel scolaire - Autres acteurs de cantines scolaires	- Enquête quantitative - Groupe de discussion (désagrégé par sexe) - Entretiens individuels	- Analyse de la contribution / REF - Analyse de données des registres - Analyse des données quantitatives - Triangulation	Élevée ou moyenne (selon les données recueillies sur le terrain)
16	Dans quelle mesure la fourniture régulière de repas à l'école contribue-t-elle à l'achèvement des études primaires ?	Évolution du taux de réussite des élèves à travers le temps. Les résultats seront désagrégés par sexe.	- Chiffres des taux d'admission et d'abandon des élèves - Personnel scolaire - Parents d'élèves / ménages	- Enquête quantitative - Groupe de discussion (désagrégé par sexe) - Entretiens individuels - Revue documentaire - Comparaison du taux de réussite des écoles à cantines avec les autres écoles du pays (si possible)	- Analyse de la contribution / REF - Analyse des taux d'admission	Élevée ou moyenne (selon les données recueillies sur le terrain)

17	Le programme a-t-il eu un impact sur l'égalité des genre et l'autonomisation des femmes ?	Indicateurs concrets permettant de voir une évolution la matière.	- Personnel scolaire - Autres acteurs de cantines scolaires	Enquête quantitative - Groupe de discussion (désagrégé par sexe) - Entretiens individuels - Revue documentaire	- Triangulation - Analyse de la contribution / REF	Moyenne (par expérience il est difficile de mesurer les évolutions en matière d'EGAF)
DURABILITÉ						
Num.	Questions	Indicateurs et mesures	Sources principales d'information	Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données	Qualité des preuves
18	Dans quelle mesure le programme de cantines scolaires s'aligne-t-il aux priorités de développement nationales ?	Niveau de pertinence des objectifs et activités planifiées en relation avec les besoins identifiés dans : - Les documents de la politique sectorielle de l'éducation - Les documents de la politique national de nutrition (PNN) - L'exercice SABER 2014 Niveau d'appréciation des partenaires	- Plan intermédiaire pour l'éducation (2013-2015) - Plan sectoriel de l'éducation (2018-2022) - PNN I (2004-2009) - PNN II (2013-2015) - PNN III (2017-2021) - Rapport SABER 2014 - Document de formulation du PP 200733 et du PSPP-T ainsi que les révisions budgétaires - Personnel du PAM - Personnel des ministères concernés - Partenaires de mise en œuvre	- Revue documentaire - Entretiens semi-structurés - Restitution des résultats préliminaires	- Triangulation des différentes sources d'information - Validation des résultats lors de la restitution	Élevée
19	Dans quelle mesure les activités de renforcement des capacités ont-elles été intégrées à la mise en œuvre du programme ?	Type d'activités et niveau de mise en œuvre des activités de renforcement de capacité. L'EE regardera comment les aspect EGAF ont été pris en compte à ce niveau.	- Rapport d'activités (SPR/ACR) - Personnel du PAM - Partenaires de mise en œuvre - Ministère de l'Éducation	- Revue documentaire - Entretien semi-structuré	- Analyse de la contribution / REF - Triangulation des différentes sources d'information	Élevée

			<ul style="list-style-type: none"> - Personnel scolaire - Cantinières 	<ul style="list-style-type: none"> - Restitution des résultats préliminaires 		
20	Dans quelle mesure la qualité de la gestion du programme de cantines scolaires s'est-elle améliorée aux niveaux communautaire et national ?	Évolution de la gestion, de la participation et de l'approbation des cantines scolaire au fil du temps. L'EE regardera comment les aspect EGAF ont été pris en compte à ce niveau.	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'activités (SPR/ACR) - Personnel du PAM - Partenaires de mise en œuvre - Ministère de l'Éducation - Personnel scolaire - Cantinières 	<ul style="list-style-type: none"> - Revue documentaire - Entretien semi-structuré - Restitution des résultats préliminaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse de la contribution / REF - Triangulation des différentes sources d'information 	Élevée

Annexe 11. Calendrier des activités durant la phase de collecte des données

Dates	Activités	Lieu
Samedi 4 janvier	Arrivée de l'équipe d'évaluation	Antananarivo
Dimanche 5 janvier	Travail d'équipe	Antananarivo
Lundi 6 janvier	AM Rencontre de courtoisie avec le directeur adjoint Administration et logistique pour organiser la mission	Antananarivo
	PM Briefing de sécurité / Travail d'équipe	
Mardi 7 janvier	AM Travail d'équipe (avion pour Tuléar annulé et reporté à l'après-midi)	Antananarivo
	PM Travail d'équipe (avion pour Tuléar annulé et reporté au lendemain)	
Mercredi 8 janvier	AM Voyage à Tuléar	Tuléar
	PM Entretien avec le sous-bureau et préparation de la formation des enquêteurs	
Jeudi 9 janvier	AM Formation des enquêteurs en salle	Tuléar
	PM Formation des enquêteurs en salle	
Vendredi 10 janvier	AM Test des outils de collecte sur le terrain	Tuléar
	PM Test des outils de collecte sur le terrain	
Samedi 11 janvier	AM Formation des enquêteurs en salle	Tuléar
	PM Formation des enquêteurs en salle	
Dimanche 12 janvier	AM Déplacement des équipes d'enquêteurs sur le terrain	Tuléar
	PM Déplacement des équipes d'enquêteurs sur le terrain	
Lundi 13 janvier	AM Collecte de données sur le terrain	Tuléar
	PM Collecte de données sur le terrain	
Mardi 14 janvier	AM Collecte de données sur le terrain	Tuléar
	PM Collecte de données sur le terrain	
Mercredi 15 janvier	AM Collecte de données sur le terrain	Tuléar
	PM Collecte de données sur le terrain	
Jeudi 16 janvier	AM Collecte de données sur le terrain	Tuléar
	PM Collecte de données sur le terrain	
Vendredi 17 janvier	AM Restitution des enquêtes à l'équipe d'évaluation	Tuléar
	PM Restitution des enquêtes à l'équipe d'évaluation	
Samedi 18 janvier	AM Restitution des enquêtes à l'équipe d'évaluation	Tuléar
	PM Restitution des enquêtes à l'équipe d'évaluation	
Dimanche 19 janvier	AM Retour à Antananarivo	
	PM Travail d'équipe	
Lundi 20 janvier	AM Rencontre avec UNICEF ; Rencontre avec le CCPCS	Antananarivo
	PM Rencontre avec la FAO	
Mardi 21 janvier	AM Rencontre avec la Banque mondiale Rencontre avec le PAM (équipe de cantines scolaires)	Antananarivo
	PM Rencontre avec l'UNESCO	
Mercredi 22 janvier	AM Travail d'équipe / préparation de la présentation	Antananarivo
	PM Rencontre avec la JICA	
Jeudi 23 janvier	AM Rencontre avec l'ONN	Antananarivo
	PM Présentation des résultats préliminaires en interne	
Vendredi 24 janvier	AM Présentation des résultats préliminaires avec les parties prenantes externes	Antananarivo
	PM	
Samedi 25 janvier	Départ de l'équipe d'évaluation	

Annexe 12. Explication du cadre REF

La description du cadre modifié de recherche de l'explication pertinente (*Relevant Explanation Finder* – REF) présentée ci-dessous est tirée de Lemire, S. T., Nielsen, S. B., & Dybdal, L. (2012) : Making contribution analysis work: A practical framework for handling influencing factors and alternative explanations. *Evaluation*, 18(3), 294-309.

L'idée du REF est de pouvoir adopter une approche systématique à l'examen des facteurs influents et des explications alternatives qui peuvent avoir une influence sur le récit de la contribution. Ainsi, Lemire et coll. ont développé ce REF qui permet de rendre compte de chacun des facteurs influents et explications alternatives étudiées.

Le REF prend la forme du tableau suivant

Tableau 8 : Tableau d'approche systémique REF

Description		Type	Niveau	Indicateurs	Degré d'influence				
Facteur influent / Explication alternative	Mécanisme				Certitude	Robustesse	Portée	Prévalence	Fondement théorique
					Implications				

Les différentes colonnes du tableau sont reprises ci-dessous :

Description. Description des facteurs et explications les plus frappants. Cette colonne est remplie dès le début de l'évaluation.

Type. Quatre catégories sont utilisées.

- Explication primaire (mécanisme) - un mécanisme identifié et prétendu être le mécanisme d'intervention cible qui rend compte et explique les résultats observés (c.-à-d. le mécanisme explicatif primaire dans le récit de la contribution).
- Rivalité directe (mécanisme) - un mécanisme, différent du mécanisme d'intervention cible, qui tient compte des résultats observés et les explique (c.-à-d. qui compromet le récit de la contribution).
- Rivalité mélangée (mécanisme) - d'autres mécanismes, en plus du mécanisme cible, qui contribuent aux résultats observés et les expliquent (c.-à-d., réviser le récit de la contribution).
- Facteurs rivaux de la mise en œuvre (facteurs) - facteurs influant sur le processus de mise en œuvre, et non sur les mécanismes d'intervention de fond, qui modifient les résultats (c.-à-d. qu'ils modifient le récit de la contribution).

Niveau. Pawson et coll. (2004) ont suggéré que les facteurs contextuels doivent être considérés à différents niveaux :

- Les capacités *individuelles* des acteurs clés et des parties prenantes telles que les intérêts, les attitudes, et la crédibilité (par exemple) des professionnels ou des bénéficiaires.
- Les relations *interpersonnelles* requises pour soutenir l'intervention comme la communication, le soutien administratif et de gestion, les ententes syndicales et les contrats professionnels.
- Le cadre *institutionnel* dans lequel l'intervention est mise en œuvre, tel que la culture, le leadership, etc. de l'organisme d'exécution.
- Le système (*infra-structurel* et social au sens large, tel que le soutien politique, la disponibilité de l'aide et des ressources financières, etc.

Indicateurs. La quatrième colonne concerne les descriptions des identificateurs possibles qui offrent la preuve ou la réfutation de l'existence des divers facteurs influents et des explications alternatives. Il est impératif qu'un ensemble d'indicateurs soit précisé et décrit pour chacun des facteurs influents et des explications alternatives avant la collecte et l'analyse des données.

Degré d'influence. La cinquième colonne résume le degré d'influence des facteurs identifiés et des mécanismes sous-jacents des résultats observés. Il y a cinq attributs à prendre en compte pour évaluer le degré d'influence :

- Certitude : Mesure dans laquelle les résultats observés correspondent à ceux prédits par le facteur ou le mécanisme.
- Robustesse : La mesure dans laquelle le facteur ou le mécanisme est identifié comme un contributeur.
- Portée : La mesure dans laquelle le facteur ou le mécanisme contribue au résultat observé.
- Prévalence : La mesure dans laquelle le facteur ou le mécanisme contribue au résultat observé dans l'environnement global de mise en œuvre.
- Fondement théorique : Le facteur ou mécanisme est fondé sur la théorie (il peut s'identifier à des études existantes).

Implication. La sixième colonne contient des conclusions concernant les implications des facteurs et des mécanismes envers le récit de la contribution.

Annexe 13. Nombre de personnes rencontrées lors des enquêtes dans les écoles et les communautés

Groupe de discussion (GD) avec les mères	GD avec les pères	1er entretiens avec des ménages ayant au moins une fille à l'école	2nd entretien avec des ménages ayant au moins un garçon à l'école	1er entretien avec des ménages ayant au moins un garçon à l'école	2nd entretien avec des ménages ayant au moins un garçon à l'école	Questionnaire filles	Questionnaires garçons	Entretien avec le chef d'établissement	GD avec enseignantes	GD avec enseignants	GD avec les cantinières	GD avec le comité local de gestion (comité de cantines scolaire)	GD avec les représentants communautaires
Nombre de personnes rencontrées par entretiens ou groupe de discussion													
211	212	25*	25	28	22	198	169	20	47	32	67	45	225

Total de 1326 personnes rencontrées
 Dont au moins **523 femmes**
 Dont au moins **413 hommes**
 Dont **367 élèves**

Région d'Atsimo-Andrefana
 Tuléar I Ampanihy
 Tuléar II Bestioky-Atsimo
TOTAL 20 écoles et communautés

Critères de selection
 Programme joint / seulement PAM
 Avec cantines / Sans cantine
 Pêche / élevage / agriculture

* Pour les entretiens au niveau des ménages, il n'a pas été possible d'avoir systématiquement les deux parents présents. C'est pour cette raison que le nombre de personnes rencontrées ici est inférieure à 40.

Annexe 14. Liste des personnes rencontrées par l'équipe d'évaluation

N°	Position	Organisation	Méthode utilisée	Date	Ville / Département
1	Directeur adjoint	PAM	Visite de courtoisie	6 janvier	Antananarivo
2	Spécialiste en transfert monétaire	PAM	Entretien	8 janvier	Tuléar
3	Assistant programme	PAM			
4	Directeur régional				
5	Responsable communication	DRENETP	Entretien semi-structuré	8 janvier	Tuléar
6	Directrice	École ABC Domino	Entretien semi-structuré	12 janvier	
7	Directrice	EPP Itampolo 1	Entretien semi-structuré	13 janvier	Itampolo
8	Suivi évaluation	PAM	Entretien semi-structuré	13 janvier	Ampanihy
9	Point focal nutrition				
10	Président Fokontany	Village de Ivazy	Entretien	14 janvier	Ivazy
11	Enseignant	Cantines fermées			
12	Directeur				
13	Enseignante		Entretien	14 janvier	
14	Président FRAM	EPP Belaye école SOS enfants		14 janvier	Belaye
15	Suivi évaluation	ADRA	Entretien	14 janvier	Ampanihy
16	Suivi et évaluation	PAM	Entretien	14 janvier	Ampanihy
17	Directeur	EPP Betsioke Mandatsa	Entretien	14 Janvier	Tuléar
18	Directeur	EPP Betsioke Somotse	Entretien	14 Janvier	Tuléar
19	Secrétaire	EPP Ambolimailaka	Entretien	15 Janvier	Tuléar
20	Enseignant et responsable de cantine scolaire	Ecole Privé Mampiova Rimbabelle	Entretien	15 Janvier	Tuléar
21	Secrétaire	EPP Mahavatse II	Entretien	15 Janvier	Tuléar
22	Directrice	EPP Beboly	Entretien	15 Janvier	Tuléar
23	Directeur	EPP Andranomena Programme joint	Entretien	15 janvier	Andranomena
24	Enseignant				
25	Enseignant				
26	Point focal cantines scolaires	PAM	Entretien	16 janvier	Tuléar
27	Assistante de direction	ONG Bel avenir	Entretien	16 janvier	Tuléar
28	Directeur général				
29	Directeur	EPP Andronovory	Entretien	16 Janvier	Tuléar
30	Adjoint chargé de programme	CISCO Tuléar II	Entretien	17 Janvier	Tuléar
31	Directeur CISCO	CISCO Tuléar I	Entretien	17 Janvier	Tuléar
32	Responsable de la statistique	DREN	Demande de données	17 janvier	Tuléar
33	Coordinateur terrain Point focal urgence éducation	UNICEF	Entretien semi-structuré	20 janvier	Antananarivo
34	Spécialiste éducation				
35	Resp. base de données	DREN CCPCS	Entretien semi-structuré	20 janvier	Antananarivo
36	Adjoint base de données				
37	Resp. suivi évaluation				
38	Adjoint suivi évaluation				
39	Admin de programme	OIT	Entretien semi-structuré	20 janvier	Antananarivo

40	Chargé nutrition	FAO	Entretien semi-structuré	20 janvier	Antananarivo
41	Spécialiste éducation	Banque mondiale	Entretien semi-structuré	21 janvier	Antananarivo
42	Suivi évaluation des cantines				
43	Point focal cantines	PAM	Entretien	21 janvier	Antananarivo
44	Gestionnaire de l'évaluation				
45	Spécialiste prog. éducation	UNESCO	Entretien semi-structuré	21 janvier	Antananarivo
46	Chargé de programme de dev. social	JICA	Entretien semi-structuré	22 janvier	Antananarivo
47	Resp. coordination technique				
48	Suivi évaluation	ONN	Entretien semi-structuré	23 janvier	Antananarivo
49	Chef de l'Aide (Développement)	Haut-commissariat du Canada en Afrique du Sud	Échange par mail	14 février	N/A

Annexe 15. Questionnaires utilisés par les enquêteurs

Groupes de discussion mères / Groupe de discussion pères / Enquêtes dans les ménages	<p>Quels sont les avantages d'envoyer votre enfant à l'école pour les garçons ? Quels sont les avantages d'envoyer votre enfant à l'école pour les filles ? <i>Attention de ne pas influencer la réponse en proposant des exemples et ne pas évoquer les cantines scolaires</i></p>
	<p>Y a-t-il des jours ou période où vos enfants ne vont pas à l'école ? <i>Essayer de noter les périodes d'absences s'il y en a. S'assurer que les parents disent la vérité en faisant attention de ne pas faire en sorte que les personnes se sentent coupables de ne pas envoyer leurs enfants à l'école.</i></p>
	<p>Si vos enfants ne sont pas envoyés à l'école, pouvez-vous nous donner les raisons ? Est-ce que ce sont les mêmes raisons pour les filles et les garçons ? <i>Essayer de comprendre s'il y a des obligations ou autres contraintes qui empêcheraient parfois d'envoyer un ou plusieurs des enfants à l'école</i></p>
	<p>Est-ce que le fait qu'il y ait des cantines scolaires à l'école change quelque chose à votre vie/organisation/famille ? Si oui, pouvez-vous nous expliquer en quels domaines ? <i>Essayer de voir comment c'était avant par rapport à aujourd'hui</i></p>
	<p>Que pensent vos enfants de la cantine à l'école ?</p>
	<p>En tant que parents, à quel point êtes-vous associés au programme de cantines scolaires et comment <i>Selon les réponses, voir si les parents ont été formés / en quoi / par qui est ce que ça a apporté, etc.</i></p>
	<p>Êtes-vous au courant de familles dans votre communauté qui n'envoient pas leurs enfants à l'école ? Pourquoi pensez-vous que ces familles n'envoient pas leurs enfants à l'école ? <i>Ne pas demander des noms. Essayer de quantifier (une ou deux / une dizaine / plus que 10)</i></p>
	<p>Que pensez-vous du programme de cantines scolaires ? Qu'est-ce qui marche bien ? Qu'est-ce qui ne marche pas bien ? Comment pensez-vous qu'il peut être amélioré ?</p>
	<p>Avez-vous des choses à rajouter ?</p>
Entretien du/de la directeur-riche / Groupe de discussion avec les enseignantes / Groupe de discussion avec les	<p>Y a-t-il, dans cette communauté, des parents qui n'inscrivent pas leurs enfants à l'école ? Si oui, quelles sont, selon vous, les raisons qui les empêcheraient de les y inscrire ? Est-ce que c'est pareil pour les filles et les garçons ? <i>Attendre la réponse de la première question avant de continuer Dresser la liste exhaustive des points de vue donnés par ordre d'importance</i></p>
	<p>Y a-t-il, dans cette communauté, des enfants qui ne fréquentent pas de manière régulière l'école ? Si oui, quelles en sont les raisons ? Sinon, quelles en sont les raisons ? Est-ce que c'est pareil pour les filles et les garçons ? <i>Dresser la liste exhaustive des points de vue donnés par ordre d'importance</i></p>
	<p>Y a-t-il, dans cette communauté, des enfants qui quittent l'école primaire au cours de leur scolarité ? Si oui, quelles en sont les raisons ? Sinon, quelles en sont les raisons ? Est-ce que c'est pareil pour les filles et les garçons ? <i>Dresser la liste exhaustive des points de vue donnés par ordre d'importance</i></p>
	<p>Est-ce que les élèves des écoles avoisinantes changent d'écoles pour venir dans celle-ci à cause du fait qu'il y est des cantines scolaires ?</p>

	<i>S'il y a plusieurs personnes interviewées, elles doivent s'accorder sur la réponse donnée.</i>
	<input type="checkbox"/> Aucun car l'école la plus proche est trop loin <input type="checkbox"/> Aucun bien que l'école avoisinante soit assez proche <input type="checkbox"/> Peu d'enfants, car l'école la plus proche est trop loin <input type="checkbox"/> Peu bien que l'école avoisinante soit assez proche <input type="checkbox"/> Moyennement <input type="checkbox"/> Beaucoup d'enfants
	Selon vous, que sont les paramètres qui font que les enfants réussissent ou non à l'école en général ?
	<i>Classez et priorisez. Prendre en compte le genre</i>
Entretien du/de la directeur-riche / Groupe de discussion avec les enseignantes / Groupe de discussion avec les enseignants (suite)	Pouvez-vous nous dire certains de ces paramètres si jamais il y en a dans cette école ?
	Les vivres fournis par le PAM arrivent-ils à l'école de manière régulière ? En quantité suffisante ? En qualité suffisante ? Sinon, à votre avis pour quoi ? <i>L'évaluateur doit essayer de trouver des précisions pour comprendre les raisons des insuffisances éventuellement relevées.</i>
	Le stockage des vivres est-il approprié ? Sinon, expliquez.
	Comment considérez-vous la qualité des repas fournis aux enfants et aux adultes ? Comment peut-on améliorer cette qualité ?
	Durant les 5 dernières années, avez-vous reçu des formations ? Si oui, quels types de formation ? <i>Ouvrir la discussion à toutes les formations reçues (pédagogique, santé, nutrition, hygiène, etc.) . Catégoriser par type de formation et par intervenant (PAM/UNICEF/MEM/etc.)</i>
	Comment avez-vous mis en pratique ce que vous avez appris en formation ?
	Avez-vous trouvé des limites à la possibilité de mettre en pratique vos acquis ?
	Si vous avez déjà travaillé dans des écoles avec et des écoles sans cantines scolaires, pouvez-vous nous dire quelles différences faites-vous entre une école sans et une école avec cantines scolaires ?
	S'il y a des repas fournis dans cette école, constatez-vous une différence de concentration entre des enfants avant et après les repas ? Cela a-t-il un impact sur les résultats scolaires ?
	Pouvez-vous nous donner votre appréciation de cantines scolaires dans votre école ?
	Selon vous, quel impact a pu avoir ce programme de cantine sur les élèves ?
	Selon vous, quel impact a pu avoir ce programme de cantine sur les familles des élèves ?
	Selon vous, quel impact a pu avoir ce programme de cantine sur la communauté en général ?
Groupe de discussion avec les cantinières	Depuis combien de temps faites-vous la cuisine pour la cantine scolaire ?
	Nbre de réponses : Une année : 2 ans : 3 ans : 4 ans : 5 ans : Plus de 5 ans :
	Êtes-vous bien équipé pour préparer à manger (cuisine, marmites, eau, combustible, etc.) ?
	De quoi sont composés les repas à la cantine ?
	Tous les jours : <input type="checkbox"/> Céréales / Type : <input type="checkbox"/> Huile <input type="checkbox"/> Sel <input type="checkbox"/> Légumineuse / type : <input type="checkbox"/> Légumes / type : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Fruits / type : <input type="checkbox"/> Viande <input type="checkbox"/> Poisson <input type="checkbox"/> Œufs <input type="checkbox"/> Produits laitiers <input type="checkbox"/> Farine fortifiée (Soya, maïs, Blend)
	Parfois : <input type="checkbox"/> Céréales / Type : <input type="checkbox"/> Huile <input type="checkbox"/> Sel <input type="checkbox"/> Légumineuse / type : <input type="checkbox"/> Légumes / type : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Fruits / type : <input type="checkbox"/> Viande <input type="checkbox"/> Poisson <input type="checkbox"/> Œufs <input type="checkbox"/> Produits laitiers <input type="checkbox"/> Farine fortifiée (Soya, Maïs, Blend)
Pensez-vous que ces repas sont adaptés/ équilibrés ? Si non, Pouvez-vous nous indiquer comment les améliorer ?	

	Préparez-vous les repas de la même manière aujourd'hui qu'il a 5 ans ? Quelles évolutions y a-t-il eu dans la préparation des repas ces dernières années ?
	Avez-vous reçu une formation tout au long du programme de cantine scolaire ? si oui en quoi ? <i>Quantifier les réponses (type de formation, qualité et nombre de formation)</i>
	Comment avez-vous mis en pratique la/mes formation/s reçue/s ? Est-ce que c'est compliqué pour vous de faire ce que proposent ces formations ? Expliquez.
	Si vous avez rencontré des problèmes pour mettre en pratique ce que vous avez appris en formation, pouvez-vous suggérer des solutions ?
	Les repas sont-ils offerts aux enfants tous les jours d'écoles ? Si ce n'est pas le cas, merci d'expliquer ?
	À votre avis, au-delà de nourrir les enfants, qu'apporte le programme de cantines scolaire du PAM pour les enfants ?
Groupe de discussion avec les cantinières	À votre avis, au-delà de nourrir les enfants, qu'apporte le programme de cantines scolaire du PAM pour la communauté/familles ? <i>Désagréger par genre</i>
	De manière générale, qui prend les décisions pour ce que se réfère aux cantines scolaires ? Est-ce un homme ou une femme ? <i>L'enquêteur doit relever la position ou le rôle de cette personne dans communauté sans influencer la réponse. Est-ce le directeur, le chef de village, le président du comité local de gestion, etc. ? Notez également le genre.</i>
	Les programmes du PAM essaient toujours d'améliorer la place des femmes dans la société. Est-ce que ce programme de cantines scolaires contribue à cela ? Si oui, donner des exemples.
	Avez-vous autre chose à rajouter ?

Groupe de discussion avec les CLG	Connaissez-vous des enfants qui ne vont pas à l'école ? Pourquoi ne viennent-ils pas ?
	À votre avis quel est le but des cantines scolaires ? Ce but est-il atteint ? <i>Une fois la question répondue, quelle est à votre avis la compréhension du comité de gestion sur le sujet ?</i> <input type="checkbox"/> Faible <input type="checkbox"/> Moyenne <input type="checkbox"/> Bonne <input type="checkbox"/> Élevée
	Quel est le rôle du comité dans la mise en place du programme de cantine scolaire ? <i>Essayer de jauger le degré d'implication</i>
	Avez-vous reçu des formations y relatives ? Si oui, lesquelles et quand ? <i>Quantifier les réponses (type de formation, qualité et nombre de formations).</i>
	Trouvez-vous que ces formations sont suffisantes pour la gestion et l'appui au programme de cantines scolaires ?
	Pouvez-vous expliquer comment vous avez mis en pratique la/les formation/s reçue/s ? <i>Le cas échéant, noter des barrières à la mise en pratique des formations</i>
	Qu'est-ce qui vous aurait empêché ou limité cette mise en œuvre ?
Groupe de discussion avec les CLG (suite)	Y a-t-il des problèmes qui empêchent le bon fonctionnement du programme ? Et comment y remédier ? <i>Poser la question selon le ressenti du contexte</i>
	Les vivres fournis par le PAM sont-ils arrivés de manière régulière et en quantité et en qualité suffisante sans interruption ?
	Le président est-il un homme ou une femme ? Comment le/la président-e a été choisi ? <i>Données quantitatives sur le sexe du président.</i>
	<input type="checkbox"/> Élection <input type="checkbox"/> Nomination <input type="checkbox"/> Imposition <input type="checkbox"/> Autre

	Avez-vous reçu des formations sur l'égalité homme/femme, garçon/fille ? Si oui, à quoi cela a-t-il servi ? <i>Aborder ce thème selon les indications durant la formation</i>
	Les programmes du PAM essayent toujours d'améliorer la place des femmes dans la société. Est-ce que ce programme de cantines scolaires contribue à cela ? Si oui, donner des exemples.
	Avez-vous des choses à ajouter ?

Groupe de discussion avec les représentants de la communauté	Y a-t-il des problèmes liés à la scolarité des enfants au primaire dans votre communauté ?
	Y a-t-il des parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école ? Pourquoi ?
	Qu'est-ce qui motive les parents à envoyer les enfants à l'école ?
	Qu'a apporté le programme de cantines scolaires à votre communauté ? <i>Ne pas s'arrêter aux enfants qui vont à l'école</i> <i>Aborder la communauté dans son ensemble (adultes, enfants, hommes, femmes)</i> <i>Essayer de lister les trois choses les plus importantes</i>
	Est-ce que la communauté a un rôle particulier dans le programme de cantines scolaires ?
	Avez-vous eu des formations ou des campagnes de sensibilisation en lien avec les actions menées par des ONG dans les écoles ? Si oui, quelles formations ou campagne de sensibilisations ? <i>Quantifier les réponses (type de formation, qualité et nombre de formations).</i>
	À votre avis, la gestion des cantines scolaires est-elle bien acceptée et intégrée par la communauté ? Pourquoi ?
	Le programme de cantines scolaires rencontre-t-il des problèmes/défis ? Quelles sont-elles ?
	Comment améliorer le programme de cantine scolaire ?
	Avez-vous des choses à rajouter ?

Questionnaire aux élèves	Je mange un repas avant de venir à l'école.	Oui / Non / Parfois
	J'ai faim quand j'arrive à l'école.	Oui / Non / Parfois
	Je mange un repas à la cantine scolaire chaque jour.	Oui / Non / Parfois
	La nourriture à l'école est bonne.	Oui / Non / Parfois
	Je n'ai plus faim après le repas à l'école.	Oui / Non / Parfois
	Je mange un repas à la maison après l'école.	Oui / Non / Parfois
	La nourriture est meilleure à la maison ou à l'école.	À la maison / À l'école / Ça dépend
	J'ai faim le soir quand je vais me coucher.	Oui / Non / Parfois
	La raison principale pour laquelle j'aime venir à l'école est :	Jouer / Voir des amies / Manger à la cantine / Apprendre des choses / Je n'aime pas venir à l'école / Préparer mon futur / Autres

Mes parents me demandent comment c'est passé l'école.	Oui / Non / Parfois
Mes parents me demandent si j'ai mangé à la cantine.	Oui / Non / Parfois
Mes parents me demandent si j'ai des devoirs.	Oui / Non / Parfois
Mes parents me demandent comment vont mes professeurs.	Oui / Non / Parfois
Mes parents vont aux réunions à l'école.	Oui / Non / Parfois
J'aime l'endroit où l'on mange à l'école.	Oui / Non / Parfois
J'aime ma salle de classe.	Oui / Non / Parfois
Les toilettes sont propres.	Oui / Non / Parfois
J'utilise les toilettes.	Oui / Non / Parfois
Est-ce que tu vas à l'école tous les jours ?	
Mon instituteur/rice vient à l'école chaque jour.	Presque toujours / Des fois / Souvent absent
Mon instituteur/trice est vigilant(e) sur le lavage des mains.	Oui / Non / Parfois
Mon instituteur/trice nous apprend sur l'hygiène	Oui / Non / Parfois
Mon instituteur/trice corrige mes devoirs.	Oui / Non / Parfois
Mon instituteur/trice me demande à propos de la nourriture à la cantine.	Oui / Non / Parfois
J'aime bien mon instituteur/trice.	Oui / Non / Parfois
Mon instituteur/trice m'apprend bien.	Oui / Non / Parfois

Annexe 16. Résultats du cadre REF

	Description		Type	Niveau	Indicateurs	Degré d'influence				
	Facteur influent / Explication alternative	Mécanisme				Certitude	Robustesse	Portée	Prévalence	Fondement théorique
1	Autres incitations à envoyer les enfants à l'école que la cantine scolaire	Des incitations non liées à l'alimentation scolaire, telles que l'investissement des parents dans l'éducation, contribuent à l'amélioration des résultats scolaires.	Réalité directe	Individu	Des incitations culturelles ou parentales encouragent les enfants à fréquenter l'école et améliorent les résultats scolaires.	Élevé.	Élevé.	Élevé.	Élevé.	Élevé.
						Aucunes des personnes rencontrées dans les communautés n'a cité la cantine scolaire comme la raison première d'envoyer les enfants à l'école. La raison principale tourne autour de l'accès à l'instruction.	Dans toutes les communautés, la raison principale a été l'instruction pour prétendre un meilleur avenir, et le « vali-babena » qui est l'assurance d'avoir une descendance capable de subvenir aux besoins des parents dans l'avenir.	La plupart des acteurs rencontrés soutiennent cette explication (parents, communauté, ONG).	Cette affirmation est prévalente.	Une étude menée par l'UNICEF en 2012 ⁸⁵ dénombre plusieurs facteurs autres que les cantines qui ont une influence directe sur les résultats scolaires.
Implications						Il est essentiel d'intégrer les cantines scolaires dans une approche holistique de l'accès à l'éducation primaire. Les cantines scolaires ont un rôle important, mais doivent considérer d'autres approches si le but ultime est une augmentation des taux d'inscription, de présence et de rétention scolaire.				

⁸⁵ D'Aiglepierre. A. ; Exclusion scolaire et moyens d'inclusion au cycle primaire à Madagascar ; UNICEF ; février 2012

	Description		Type	Niveau	Indicateurs	Degré d'influence				
	Facteur influent / Explication alternative	Mécanisme				Certitude	Robustesse	Portée	Prévalence	Fondement théorique
2	Absence / compétences des enseignants	Car la présence et la compétence des enseignants peut avoir un facteur de motivation des parents et des enfants quant à la fréquentation scolaire.	Facteurs rivaux de la mise en œuvre	Individu	La présence et la compétence des enseignants selon les entretiens et les groupes de discussion.	Élevé.	Élevé.	Moyen.	Élevé.	Moyen.
						Les entretiens et groupes de discussions indique que la présence et la qualité des enseignants a une influence sur la fréquentation scolaire.	Dans certains cas, il est clair que c'est l'implication des enseignants et la confiance qu'il donnent qui incite les parents à envoyer leurs enfants à l'école.	Malgré les dires des personnes rencontrés, il est difficile à l'EE d'évaluer précisément la portée de cet élément.	Une variété d'acteurs affirme cette explication (parents, communauté, directeurs, ONG).	S'il plusieurs études confirment le problème de l'absentéisme des professeurs à Madagascar ainsi que le faible niveau de compétence, aucune étude ne fait le lien entre la fréquentation scolaire et l'absentéisme.
						Implications				

	Description		Type	Niveau	Indicateurs	Degré d'influence				
	Facteur influent / Explication alternative	Mécanisme				Certitude	Robustesse	Portée	Prévalence	Fondement théorique
3	Acceptation du programme par la communauté	Parce que si les membres de la communauté acceptent le programme, ils faciliteront la mise en œuvre du programme.	Facteurs rivaux de la mise en œuvre	Institutionnel	La collaboration entre les membres de la communauté et les responsables de la mise en œuvre du programme se traduit par des résultats positifs en ce qui concerne la mise en œuvre du programme.	Élevé.	Élevé.	Élevé.	Moyen.	Moyen.
						Les données récoltées indiquent que les discordances au sein de la communauté entraînent des résultats négatifs quant à la mise en œuvre des programmes de cantines scolaires.	Cette tendance c'est retrouvé dans plusieurs localités rencontrées.	Ce sont principalement les représentants de la communauté et les parents qui ont rapporté des désaccords avec la gestion des cantines, que ce soit vis-à-vis des CLG, des directeurs et voir des autorités.	Les communautés « sous tensions » ne sont pas majoritaires, mais elles sont suffisamment nombreuses pour indiquer un dysfonctionnement dans la mise en œuvre du programme.	Certains rapport interne au PAM rapporte également ce genre de propos.
						Implications				

	Description		Type	Niveau	Indicateurs	Degré d'influence				
	Facteur influent / Explication alternative	Mécanisme				Certitude	Robustesse	Portée	Prévalence	Fondement théorique
4	Qualité et quantité de la nourriture distribuée	Si la qualité et la quantité de la nourriture livrée aux écoliers sont de bonne valeur nutritionnelle et en quantité suffisante, l'intervention contribuera aux résultats scolaires ⁸⁶ .	Explication principale	Individu	Les interventions garantissant que la nourriture livrée est d'une qualité et d'une quantité adéquates donnent des résultats positifs en ce qui concerne les résultats scolaires des enfants.	Moyen.	Faible.	Moyen.	Élevé.	Moyen.
						Les entretiens et groupes de discussion m'accorde qu'un degré d'influence mitigé sur le lien entre la qualité/quantité de nourriture et l'inscription, la fréquentation et la rétention scolaire.	L'explication n'a pas été identifiée comme un facteur important parmi les sources de données.	Il semble que l'explication n'influence pas l'inscription scolaire. Cependant, elle semble influencer la concentration, et dans une moindre mesure la fréquentation, la rétention scolaire.	Une majorité des entretiens affirme que la quantité et la qualité de la nourriture distribuée influe sur la fréquentation et la concentration des élèves.	La littérature fait état de l'impact sur la quantité et la qualité de la nourriture sur la concentration des élèves (PNAS). Cependant, le lien entre la fréquentation et la qualité/quantité n'est pas vraiment défini.
						Implications				

⁸⁶ Le terme résultats scolaires est utilisé dans ce rapport pour indiquer les taux d'inscription, de fréquentation et de rétention scolaire. Pour ce qui est du taux de réussite scolaire, il a été précisé avec le BP du PAM, lors de la mission de démarrage, que l'AC pourra peut-être analyser le degré de contribution des cantines au taux de réussite scolaire, mais ne pourra pas y déceler de lien direct car la réussite scolaire dépend d'une multitude de paramètres qui ne sont pas forcément directement influencés par le programme de cantines scolaires.

	Description		Type	Niveau	Indicateurs	Degré d'influence				
	Facteur influent / Explication alternative	Mécanisme				Certitude	Robustesse	Portée	Prévalence	Fondement théorique
5	Autres interventions que celles du PAM	D'autres activités qui ne sont pas directement liées à l'alimentation scolaire contribuent à l'amélioration des résultats scolaires.	Réalité directe	Individu	D'autres interventions que celles du PAM peuvent avoir un impact sur les résultats scolaires.	Élevé.	Élevé.	Élevé.	Moyen.	Moyen.
						Selon les données qualitatives recueillies, les cantines scolaires ne sont pas la raison première d'envoyer les enfants à l'école.	Plusieurs ONG rencontrés contribuent aux résultats scolaires par d'autres moyen que mise en œuvre de cantines.	Les activités qui contribuent à l'amélioration des résultats scolaires s'étendent des AGR qui réduisent les mauvaises stratégies d'adaptation des ménages aux programmes de planning familiale qui sensibilisent sur l'importance de l'instruction scolaire.	Les quelques ONG rencontrées ayant des activités autres que les cantines scolaires attestent avoir des résultats en termes d'inscription, de fréquentation et de rétention scolaire.	Aucune étude particulière n'a été utilisée sur le sujet dans le cadre de cette étude.
						Implications				

Annexe 17. Analyse des données quantitatives

Pour compléter les résultats qualitatifs, nous avons utilisé les réponses de l'enquête auprès des 367 enfants pour effectuer une analyse de régression logistique. Plus précisément, nous avons examiné les déterminants (saisis) de la fréquentation scolaire (la fréquentation scolaire étant la variable à charge). Le modèle est le suivant :

$$P(Y_i = 1) = 1/(1 + e^{-(\beta_0 + \beta_i X_i)}) + \varepsilon_i$$

Y_i est une variable binaire qui représente la fréquentation scolaire, X_i représente un ensemble de variables indépendantes, et ε_i est le terme d'erreur. La description de chaque variable est donnée ci-dessous. Pour une description détaillée des questions utilisées pour construire ces variables, veuillez consulter 0 pour le questionnaire complet destiné aux enfants.

Variable dépendante :

Fréquentation scolaire : Il s'agit de la variable qui est construite à partir de la question : Vas-tu à l'école tous les jours ? Cette variable est un 1 si la réponse est "presque toujours" et est un 0 si la réponse est "parfois" ou "souvent absent".

Variabes indépendantes :

Sexe : Cette variable est un 1 si l'enfant est de sexe féminin et un 0 si l'enfant est de sexe masculin.

Présence de l'enseignant : Cette variable est égale à 1 si l'enseignant vient à l'école "presque toujours" et est égale à 0 dans le cas contraire.

Motivation des parents : Il s'agit de trois variables qui représentent l'investissement des parents dans la scolarisation de leurs enfants. Il s'agit de

- **Les parents posent des questions à propos l'école** : Cette variable est égale à 1 si le(s) parent(s) pose(nt) "presque toujours" des questions sur l'école et à 0 dans le cas contraire.
- **Les parents posent des questions à propos des devoirs** : Cette variable est égale à 1 si le ou les parents posent "presque toujours" des questions sur les devoirs à la maison et à 0 dans le cas contraire.
- **Les parents vont aux réunions de l'école** : Cette variable est égale à 1 si le ou les parents viennent aux réunions scolaires "presque toujours" et est égale à 0 dans le cas contraire.

Motivation de l'enfant : Cette variable est égale à 1 si l'enfant déclare qu'il va à l'école pour "apprendre" ou "avoir un meilleur avenir" et est égale à 0 dans le cas contraire.

L'enfant mange à la cantine tous les jours : Cette variable est égale à 1 si l'enfant mange à la cantine de l'école tous les jours et à 0 dans le cas contraire.

Cantine présente à l'école : Cette variable est de 1 s'il y a une cantine présente à l'école et est 0 dans le cas contraire.

L'école fait partie du programme joint OIT/UNICEF/PAN : Cette variable est égale à 1 si l'école fait partie du programme commun et est égale à 0 si l'école est une école uniquement "PAM".

Type d'école : Cette variable est égale à 1 si l'enfant fréquente une école publique (EPP) et à 0 si l'enfant fréquente une école privée (EP) ou communautaire (EC).

Cisco : Il s'agit d'une variable fictive qui vaut 1 si l'école de l'enfant appartient à une circonscription scolaire en particulier.

Des statistiques sommaires pour les 367 enfants sont fournies dans le tableau ci-dessous. Les résultats montrent qu'environ 57 % des enfants de l'enquête vivent à Ampanihy, environ 15,5 % vivent à Betioky, 5,5 % vivent à Toliara I et environ 22 % vivent à Toliara II. Environ 86 % des 367 enfants fréquentent régulièrement l'école. Environ 52 % sont des filles. On estime que 75,5 % d'entre eux sont inscrits dans les écoles où les enseignants fréquentent régulièrement l'école. Environ 65 % déclarent que leurs parents posent des questions sur l'école, environ 54 % ont des parents qui posent des questions sur les devoirs et environ 88 % ont des parents qui assistent aux réunions scolaires. 90% des enfants déclarent qu'ils viennent principalement à l'école pour apprendre. Environ 69 % ont une cantine présente à l'école et 75 % mangent à la cantine de

l'école tous les jours. Enfin, environ 47 % sont inscrits dans une école de programme mixte et environ 89 % dans une école publique.

Statistiques sommaires pour les enfants de CM1 et CM2

Variables (N = 367)	Médiane	Écart type
Ampanihy	0.569	0.496
Betioky	0.155	0.363
Toliara I	0.055	0.227
Toliara II	0.221	0.415
Attendance	0.861	0.346
Sexe	0.523	0.500
Présence de l'enseignant	0.755	0.431
Les parents posent des questions à propos l'école	0.646	0.479
Les parents posent des questions à propos des devoirs	0.540	0.499
Les parents vont aux réunions de l'école	0.880	0.325
Motivation de l'enfant	0.905	0.294
L'enfant mange à la cantine tous les jours	0.749	0.434
Cantine présente à l'école	0.684	0.466
L'école fait partie du programme joint	0.471	0.500
EPP	0.891	0.312
EP	0.055	0.227
EC	0.055	0.227

Le tableau ci-dessous montre les résultats des régressions logistiques pour 367 enfants en CM1 et CM2. Les résultats sont séparés en 3 colonnes : colonne 1 pour les 367 enfants, colonne 2 pour 251 enfants avec une cantine scolaire à l'école et colonne 3 pour 116 enfants sans cantine scolaire à l'école.

Les résultats de la colonne 1 montrent que les enfants dont les parents sont investis dans leur éducation sont plus susceptibles d'aller à l'école (significatif à 10 %). Autrement dit, les enfants dont les parents assistent aux réunions scolaires sont environ 0,9 fois plus susceptibles d'aller à l'école que les enfants dont les parents ne le font pas. Les résultats de la colonne 1 montrent également que les enfants qui fréquentent une école du programme conjoint sont environ 1 fois plus susceptibles d'aller à l'école que les enfants inscrits dans des écoles sans programme conjoint (significatif à 5 %). Les autres variables de la colonne 1 n'ont pas de relation significative avec la fréquentation scolaire.

La deuxième colonne ne montre que les résultats pour les enfants qui ont une cantine à l'école. Sur les 251 enfants qui ont une cantine à l'école, les filles sont environ 1,2 fois moins susceptibles d'aller à l'école que les garçons. Les enfants dont les parents assistent aux réunions scolaires sont environ deux fois plus susceptibles d'aller à l'école que les enfants dont les parents ne le font pas (significatif à 1 %). Les résultats de la colonne 2 montrent également que les enfants inscrits dans les écoles du Programme conjoint sont environ 1,3 fois plus susceptibles d'aller à l'école que ceux qui ne le sont pas (significatifs à 5 %). Enfin, les enfants qui vivent à Ampanihy sont environ 2 fois plus susceptibles d'aller à l'école que ceux de Toliara I.

La dernière colonne montre les résultats des 116 enfants qui n'ont pas de cantine à l'école. Les résultats montrent que les enfants inscrits dans les écoles avec des enseignants qui sont régulièrement présents sont environ 1,7 fois plus susceptibles d'aller à l'école que les enfants inscrits dans des écoles avec des enseignants moins présents (significative à 5 %). Les enfants dont les parents posent des questions sur l'école sont environ 1,7 fois plus susceptibles d'aller à l'école que leurs homologues (significatif à 5 %). Cependant, les enfants qui vivent à Ampanihy sont environ 2,7 fois moins susceptibles d'aller à l'école que ceux de Toliara I.

VARIABLES	Tous les enfants	Écoles avec cantines scolaires	Écoles sans cantine scolaire
Sexe (fille)	-0.394 (0.353)	-1.177** (0.536)	0.426 (0.633)
Présence de l'enseignant	0.118	0.070	1.673**

	(0.393)	(0.521)	(0.752)
Les parents posent des questions à propos l'école	0.202 (0.398)	0.800 (0.504)	1.650* (0.951)
Les parents posent des questions à propos des devoirs	0.599 (0.391)	0.750 (0.524)	0.061 (0.653)
Les parents vont aux réunions de l'école	0.873* (0.457)	2.094*** (0.656)	-0.301 (0.901)
Motivation de l'enfant	-0.249 (0.578)	-1.272 (0.833)	1.054 (0.985)
L'enfant mange à la cantine tous les jours	0.737 (0.463)	0.105 (0.787)	
L'école fait partie du programme joint OIT/UNICEF/PAN	1.037** (0.517)	1.261** (0.632)	
Cantines	-0.466 (0.515)		
École publique	-0.054 (0.713)		
Betioky	1.213 (1.066)	1.592 (1.323)	
Ampanihy	1.107 (0.751)	2.117** (1.008)	-2.665** (1.041)
Toliara_II	0.932 (0.771)	0.421 (0.990)	
Constant	-0.389 (1.069)	-0.763 (1.002)	0.484 (1.217)
Observations	367	251	116
r ² _p	0.176	0.336	0.116
chi ²	52.06	68.16	10.81

Les erreurs standard sont entre parenthèses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Annexe 18. Réponses du questionnaire aux enfants

1	Je mange un repas avant de venir à l'école	oui : 75%	parfois : 15%	non : 10%
2	J'ai faim quand j'arrive à l'école	oui : 34%	parfois : 18%	non : 48%
3	Je mange un repas à la cantine scolaire chaque jour (<i>écoles avec cantines seulement</i>)	oui : 84%	parfois : 11%	non : 5%
4	La nourriture à l'école est bonne (<i>écoles avec cantines seulement</i>)	oui : 73%	parfois : 18%	non : 9%
5	Je n'ai plus faim après le repas à l'école (<i>écoles avec cantines seulement</i>)	oui : 68%	parfois : 13%	non : 19%
6	Je mange un repas à la maison après l'école	oui : 57%	parfois : 12%	non : 31%
7	La nourriture est meilleure à la maison ou à l'école	à la maison : 69%	à l'école : 13%	ça dépend : 18%
8	J'ai faim le soir quand je vais me coucher	oui : 32%	parfois : 19%	non : 50%
9	La raison principale pour laquelle j'aime venir à l'école est	Jouer : 1% Apprendre des choses : 63% Autre : 2%	Voir des amis : 1% Préparer mon futur : 27%	Manger à la cantine : 4% Je n'aime pas venir : 1%
10	Mes parents me demandent comment ça c'est passé l'école	oui : 65%	parfois : 27%	non : 8%
11	Mes parents me demandent si j'ai mangé à la cantine (<i>écoles avec cantines seulement</i>)	oui : 63%	parfois : 20%	non : 17%
12	Mes parents me demandent si j'ai des devoirs	oui : 54%	parfois : 25%	non : 21%
13	Mes parents me demandent comment vont mes professeurs	oui : 44%	parfois : 33%	non : 24%
14	Mes parents vont aux réunions à l'école	oui : 88%	parfois : 8%	non : 4%
15	J'aime l'endroit où l'on mange à l'école	oui : 62%	parfois : 6%	non : 32%
16	J'aime ma salle de classe	oui : 76%	parfois : 3%	non : 21%
17	Les toilettes sont propres	oui : 37% il n'y en a pas : 12%	parfois : 3%	non : 49%
18	J'utilise les toilettes	oui : 44% il n'y en a pas : 8%*	parfois : 9%	non : 40%
19	Est-ce que tu vas à l'écoles tous les jours ?			
20	Mon instituteur/rice vient à l'école chaque jour	Presque toujours : 86%	Des fois : 11%	Souvent absent : 3%
21	Mon instituteur/trice est vigilant(e) sur le lavage des mains (<i>écoles avec cantines seulement</i>)	oui : 63%	parfois : 14%	non : 24%
22	Mon instituteur/trice nous apprend sur l'hygiène	oui : 80%	parfois : 10%	non : 10%
23	Mon instituteur/trice corrige mes devoirs	oui : 72%	parfois : 22%	non : 6%
24	Mon instituteur/trice me demande à propos de la nourriture à la cantine (<i>écoles avec cantines seulement</i>)	oui : 47%	parfois : 24%	non : 29%
25	J'aime bien mon instituteur/trice	oui : 94%	parfois : 2%	non : 4%
26	Mon instituteur/trice m'apprend bien	oui : 87%	parfois : 10%	non : 3%

* Il y a là une incohérence dans la réponse des enfants, car la réponse ici devrait-être la même que celle de la question précédente.

Annexe 19. Photos d'écoles

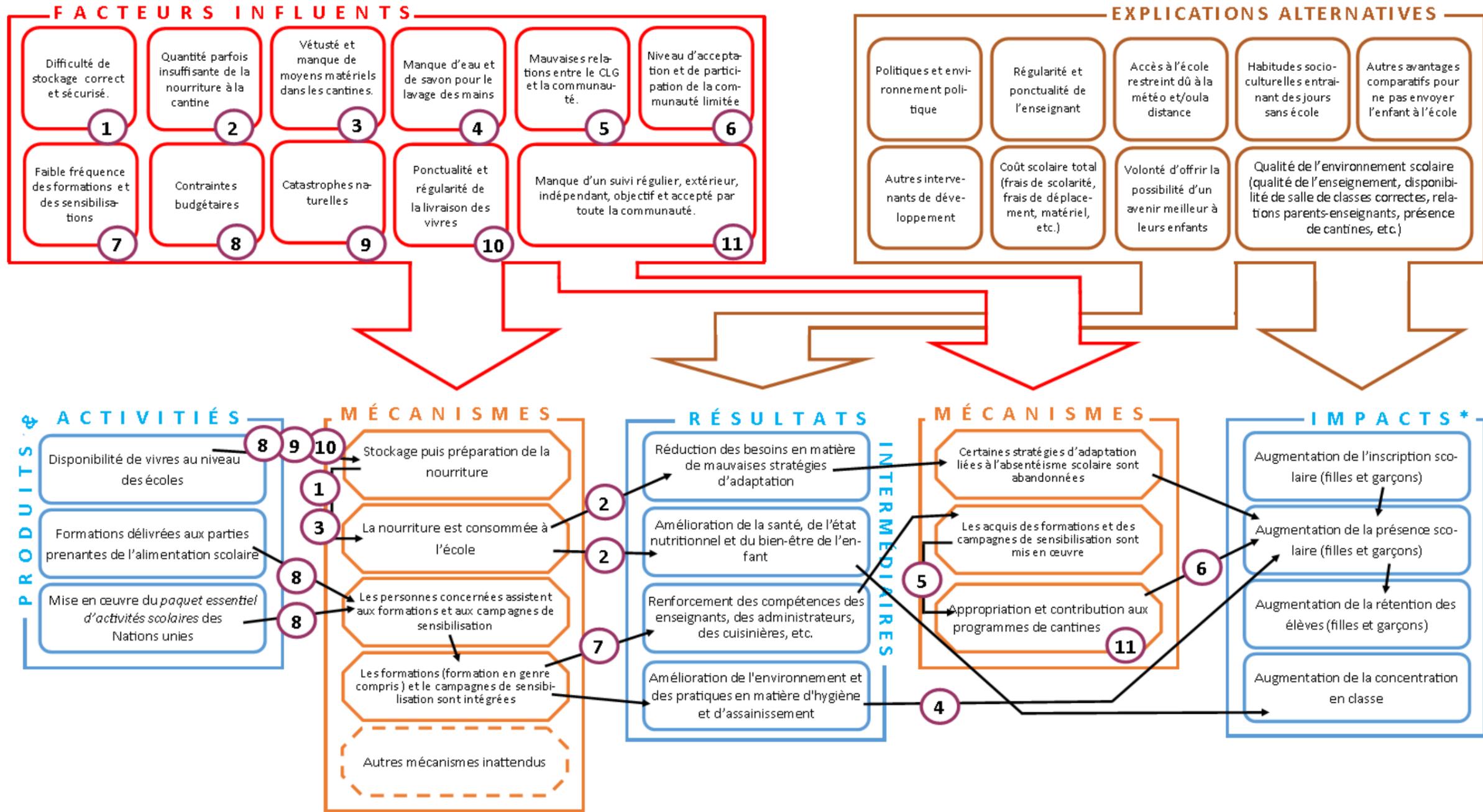
École assistée par l'OIT



École non-assistée par l'OIT



Annexe 20. Théorie du changement



LA THÉORIE DU CHANGEMENT CONCERNANT LE PROGRAMME DE CANTINES SCOLAIRES DU PAM À MADAGASCAR

PRÉSENTE LES CONSÉQUENCES SUCCESSIVEMENT ATTENDUES (FLÈCHES NOIRES) ET PARFOIS PARTIELLEMENT AFFAIBLIES (CERCLE MAUVE) DE L'INTERVENTION SUR SES CIBLES (LA LOGIQUE D'INTERVENTION EN BLEU ET ORANGE), MAIS ÉGALEMENT :

- LES FACTEURS INFLUENTS QUI SOUS-ENTENDENT LA THÉORIE : POURQUOI EST-CE QUE ÇA DEVRAIT MARCHER ? À QUELLES CONDITIONS ? SELON QUELS MÉCANISMES ? (EN ROUGE)
- LES AUTRES EXPLICATIONS PLAUSIBLES DES CHANGEMENTS OBSERVÉS (EN MARRON).

Sources: auteurs

* La théorie du changement de l'analyse de la contribution part des activités pour aller aux impacts. Dans le langage du PAM, les impacts seraient plutôt définis comme des produits finaux.

Annexe 21. Contribution aux priorités nationales

Une échelle de 1 à 5 a été donnée avec 1 comme contribution minimum et 5 comme contribution maximum du programme de cantines scolaires aux priorités nationales retenues par l'EE.

Plan national de développement 2015-2019			Contribution du PAM	Explications
Axe stratégique PND 4 : « Capital humain adéquat au processus de développement »				
4.2. Éducation universelle et aux normes de l'excellence	4.2.1. Se doter d'un système éducatif performant, conforme aux normes internationales	4.2.1.1. Réduire de manière significative l'analphabétisme	4	Les cantines scolaires ont un certain impact sur la fréquentation et la rétention scolaires, mais aussi sur la concertation des élèves. Ainsi, le programme peut potentiellement contribuer à la réduction de l'analphabétisme.
		4.2.1.2. Garantir une éducation de qualité pour tous	N/A	L'évaluation ne permet pas de savoir à quel point le programme permet d'attirer tous les enfants à l'école.
		4.2.1.3. Améliorer le niveau de satisfaction des usagers et la fonctionnalité du système éducatif	2	La gestion des cantines scolaires n'est pas optimale pour pouvoir parler de satisfaction des usagers.
4.8. Protection sociale, expression des droits humains et de l'équité sociale	4.8.1. Renforcer la protection sociale	4.8.1.1. Lutter contre l'exclusion et la vulnérabilité sociale	5	Le programme lutte contre l'exclusion et la vulnérabilité sociale en œuvrant dans les zones les plus vulnérables
		4.8.1.2. Améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition	5	Le programme améliore la sécurité alimentaire des ménages
		4.8.1.3. Promouvoir les droits et les équités sociales	4	Le programme promeut l'équité sociale en opérant dans les zones les plus défavorisées
Plan national d'action pour la nutrition 2017-2021			Contribution du PAM	Explications
AXE 2 : nutrition sensitive				
Améliorer la sécurité alimentaire de ménages, contribuer à la protection sociale des ménages vulnérables			5	Le programme y contribue entièrement
Renforcement du paquet de la nutrition en milieu scolaire			4	La nutrition des élèves est améliorée de par le programme de cantines scolaires
Mettre à l'échelle les jardins potagers au niveau des sites communautaires			1	Du au manque de financement cela n'a pas pu être correctement mis en œuvre
Promouvoir la bonne pratique d'hygiène alimentation			4	La promotion les bonnes pratiques d'hygiène alimentation au niveau de cantinières, mais seulement une fois par an

Promouvoir le lavage des mains avec du savon		2	La promotion est faite, mais cela n'est pas appliqué faute d'eau, de savon et de suivi.
Réaliser des campagnes de déparasitage		5	Cela est fait avec la participation de l'OMS
Réaliser la supplémentation en micronutriments des élèves		3	Cela est fait selon les ressources financières du PAM
Promouvoir la consommation des aliments riches en micronutriments		2	Faute de financement, de programme ASBAL ont peu été mis en œuvre
Mettre en place des jardins scolaires		2	Faute de financement, les jardins scolaires ont peu été mis en œuvre
Promouvoir la consommation du sel iodé		5	Le sel iodé est distribué dans toutes les écoles
Axe 3 : gouvernance			
Renforcement du cadre politique et réglementaire		5	Le PAM appuie le gouvernement pour le renforcement du cadre politique et réglementaire
Politique nationale d'alimentation scolaire 2017-2021			
		Contribution du PAM	Explications
D'ici 2021, la Politique nationale d'alimentation scolaire va concourir à l'atteinte des objectifs spécifiques suivants :	1. de réduire la faim immédiate chez les élèves des EPP afin de contribuer à améliorer les indicateurs de l'accès et de la performance scolaire, en référence aux objectifs du Plan sectoriel de l'éducation (PSE) : Taux d'achèvement ; taux de survie/rétention ; taux de transition ; taux d'abandon et Taux de redoublement.	Voir rapport	
	2. de mettre en œuvre systématiquement les activités complémentaires à l'alimentation scolaire pour produire un impact maximum sur les élèves : <ul style="list-style-type: none"> Améliorer l'état de santé et nutritionnel des élèves, Promouvoir les 3 messages clés EAH au niveau d'au moins 80% des EPP à cantines, Mettre en place des jardins scolaires au niveau d'au moins 50% des EPP, Promouvoir l'utilisation des foyers au niveau d'au moins 80% des EPP à cantines. 	3	Si les cantines ont un impact potentiel sur l'amélioration de l'état de santé et l'état nutritionnel des élèves, l'évaluation ne peut pas en mesurer l'ampleur. Par ailleurs, le questionnaire auprès des élèves rapporte 19% et 32% d'enfants ont encore faim après la cantine.
		4	La promotion des bonnes pratiques WASH est faite malgré le manque de mise en pratique dans les écoles
		1	Manque de financement
		4	Beaucoup d'écoles utilisent les foyers améliorés, malgré la vétusté de certains
	3. d'assurer l'extension progressive d'une alimentation scolaire pérenne basée sur l'appropriation et la valorisation de la production locale au niveau d'au moins 50% des EPP à cantines ;	2	Faute de financement, le PAM n'a pas vraiment pu valoriser la production locale pour les cantines scolaires mis à part le cas de certaines écoles pilotes
	4. de disposer d'un cadrage institutionnel cohérent, incluant la participation communautaire, capable de coordonner vers une approche commune et concertée propice à la promotion scolaire.	3	La participation communautaire est difficile, notamment due au fait que le suivi du programme de cantines scolaires au niveau des écoles est limité.
Plan sectoriel de l'éducation 2018-2022		Contribution du PAM	Explications

Axe de développement 2 : Réformer l'enseignement fondamental 1 (primaire) et fondamental 2 (collège) pour une éducation fondamentale de 9 ans		
<p>Cantines scolaires :</p> <p>« Vu la difficulté financière des ménages, l'alimentation scolaire est un des éléments clés qui motive les élèves à fréquenter l'école et à y rester ;</p> <p>Ainsi, elle participe à l'amélioration de l'état de santé des élèves ainsi que leurs capacités d'apprentissage.</p> <p>Appliquer le plan de mis en œuvre de la Politique nationale de l'alimentation scolaire ainsi que la vulgarisation de l'approche ASBAL. »</p>	4	Il est certain que la cantine scolaire incite les enfants à fréquenter plus l'école, cependant, d'autres obligations (comme les travaux familiaux ou le mariage précoce) ont parfois la priorité sur la fréquentation scolaire.
<p>Santé scolaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Promouvoir l'Eau-Assainissement-Hygiène au niveau des écoles ; ▪ Faire acquérir aux élèves des comportements responsables en matière de santé des jeunes et adolescents ; 	4	S'il semble probable que la cantine scolaire améliore l'état de santé des élèves, l'évaluation n'a pas pu le démontrer. En revanche, l'évaluation rapporte que les repas scolaires améliorent la concentration des élèves.
	3	Faute de financement, la partie ASBAL de la PNAS n'est pas encore correctement mise en œuvre par le PAM
	5	La promotion WASH est faite ...
	3	... cependant, les élèves n'adoptent pas toujours ces comportements à l'école

Bibliographie

- FAO, PAM ; Mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire à Madagascar ; Décembre 2017.
- FAO, PAM ; Mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire à Madagascar ; Décembre 2018.
- Lemire, S. T., Nielsen, S. B., & Dybdal, L. Making contribution analysis work: A practical framework for handling influencing factors and alternative explanations. *Evaluation*, 18(3), 294-309, 2012
- Mayne, J. Addressing attribution through contribution analysis: using performance measures sensibly: discussion paper. Office of the Auditor General of Canada, 1999
- Mayne, J. Contribution analysis: An approach to exploring cause and effect, 2008
- Mayne, J. Contribution analysis: Addressing cause and effect. Evaluating the Complex, 53-96. PAM, Document de programme PP 200733 (2015-2019), 2011
- PAM, Document de programme PSPP-T (2017-2018), 2016
- PAM, Politique en matière d'alimentation scolaire, 2013
- PAM, Politique en matière de problématique hommes/femmes (2015-2010), 2015
- PAM, SPR 2015
- PAM, SPR 2016
- PAM, SPR 2017
- PAM, ACR 2018
- PASEC, Performances du système éducatif malgache – Compétences et facteurs de réussite au primaire, 2017
- République de Madagascar, Plan national de développement (2015-2019), 2015
- République de Madagascar, Plan sectoriel de l'éducation (2018-2022)
- UNICEF, Joint Programme Submitted to the Government of Norway by UNICEF, WFP and ILO Madagascar (October 2015 - September 2018), 2015
- SABER Madagascar – Alimentation scolaire – Rapport 2015

Liste des Acronymes

AC	Analyse de la contribution
ACR	<i>Annual Country Report</i> – Rapport annuel de pays
ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
ASBAL	Alimentation scolaire basée sur les achats locaux
BEPC	Brevet d'étude du premier cycle
BP	Bureau de pays
CCPCS	Cellule de coordination des projets de cantines scolaires
CISCO	Circonscription scolaire
CLG	Comités locaux de gestion (des cantines scolaires)
EE	Équipe d'évaluation
ÉGAF	Égalité des genre et autonomisation des femmes
DPE	Direction de la planification et de l'éducation
DRENETP	Direction régionale de l'éducation nationale et de l'enseignement technique et professionnel
FAO	Food and agriculture organisation
GD	Groupe de discussion
GNUE	Groupe des nations unies pour l'évaluation
HGSF	<i>Home-grown school feeding</i>
OIT	Organisation internationale du travail
OEV	Office de l'évaluation (du PAM)
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONN	Office nationale de nutrition
PAM	Programme alimentaire mondial
PNAS	Politique nationale d'alimentation scolaire
PP	Programme pays
PSP	Programme stratégique pays
PSPP-T	Programme stratégique pays provisoire de transition
MENETP	Ministère de l'Éducation nationale et de l'Enseignement technique et professionnel
RB	Révision budgétaire
SABER	Systems Approach for Better Education Results
SAQED	Système d'assurance de qualité des évaluations décentralisées
SPR	<i>Standard Project Report</i>
S&E	Suivi et évaluation
TdC	Théorie du changement
TdR	Termes de référence
TNS	Taux net de scolarisation
ZAP	Zone d'animation pédagogique

[Madagascar]

[<https://fr.wfp.org/countries/madagascar>]



Programme Alimentaire Mondial